

مخبر الأمل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde



15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14438 - 6 F
DIMANCHE 30 JUIN - LUNDI 1^{er} JUILLET 1991 - FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après la « suspension » des déclarations d'indépendance slovène et croate

Les dirigeants yougoslaves disposent de trois mois pour trouver une solution à la crise

Les Douze responsables

ON a assez brocardé, tout au long de la crise du Golfe, l'absence d'une politique étrangère commune aux Douze pour ne pas se réjouir aujourd'hui du succès yougoslave remporté par l'Europe dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 juin. Réunis à Luxembourg pour faire progresser - entre autres choses - l'ambitieux projet d'une union politique encore lointaine, les dirigeants européens ont eu l'occasion, sous la pression de l'extrême urgence, de passer au stade des travaux pratiques.

A l'initiative du ministre italien des affaires étrangères, - le sémitaire Gianni De Michelis - la « troïka » communautaire, dûment mandatée, a réussi, en l'espace d'une longue soirée, à désamorcer la crise yougoslave, dangereusement exacerbée le matin même par l'intensification de l'intervention de l'armée fédérale en Slovaquie. A Belgrade et à Zagreb, les trois médiateurs ont arraché sans trop de peine à leurs interlocuteurs un ensemble de concessions mutuelles de nature à dédramatiser un conflit qui semblait rapidement voué au paroxysme : cessez-le-feu et retour de l'armée fédérale dans ses casernes, suspension pour trois mois des effets des déclarations d'indépendance croate et slovène, vague promesse serbe, qui mériterait d'être confirmée, de combler le vide à la présidence collégiale.

VOILA donc une mission vite et bien accomplie. L'Europe, il est vrai, n'avait guère d'autre choix que de réagir rapidement. Consciente que son crédit était en jeu dans l'affaire yougoslave, la Communauté ne pouvait assister les bras croisés à l'embrasement d'un pays si proche et où régnait, depuis quelques jours, le spectre de la guerre civile.

Il lui revenait d'autant plus d'y exercer son devoir d'ingérence que ses émissaires y étaient les bienvenus. Les parties au conflit en étaient venues à la conclusion que seule une intervention extérieure pouvait provoquer un « déblocage » de la crise tout en permettant à chacun de sauver la face.

SEMBLANT avoir tiré le leçon du Golfe, les Douze étaient en outre soucieux d'occuper le terrain diplomatique pour court-circuiter les Etats-Unis, de plus en plus ouvertement inquiets, eux aussi, du sort de la Yougoslavie. « C'est l'heure de l'Europe, pas celle des Américains », résumait vendredi M. Jacques Poos, le président en exercice - et en fin de mandat - du conseil des ministres de la Communauté. L'occasion était bonne pour l'Europe de prouver à Washington qu'elle n'était pas politiquement impotente.

Reste que la crise yougoslave est loin d'être réglée. Le pays bénéficiera au mieux d'une trêve de trois mois. Le pouvoir central et les deux Républiques rebelles se doivent maintenant de reprendre le dialogue pour négocier l'aménagement de leurs rapports futurs. L'Europe, pour sa part, n'entend pas en rester là. Elle a décidé d'activer au plus vite le mécanisme de règlement des conflits mis en place au sein de la CSCE il y a à peine une semaine. Manière de rattraper l'Histoire qui, elle, n'attend pas.

M0146-07010-6.00 F



Le calme semblait revenir en Slovaquie, samedi 29 juin, après l'accord de cessez-le-feu intervenu vendredi après-midi et la décision des autorités slovènes et croates de suspendre pour trois mois leur déclaration d'indépendance du 25 juin. Cet apaisement est à mettre au crédit de la « troïka » européenne - les trois ministres des affaires étrangères du

Luxembourg, d'Italie et des Pays-Bas - qui s'était rendue en Yougoslavie vendredi soir. Les présidents de Croatie et de Slovaquie se sont engagés à n'effectuer aucun pas supplémentaire sur la voie de la sécession en échange du retour de l'armée fédérale dans les casernes. Les combats ont, selon un bilan provisoire, fait au moins vingt-sept victimes.

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

Chacun des protagonistes de la crise yougoslave a dit oui. Le cessez-le-feu et le retour de l'armée dans les casernes ? Le gouvernement fédéral a devancé la demande. La suspension pour trois mois de l'application des déclarations d'indépendance ? Les présidents slovène et croate l'ont admise. Le comblement du vide à la présidence collégiale ? Le président serbe - à l'origine de ce vide - ayant lié sa réponse à celle de ses homologues sécessionnistes, la question devrait être, sinon résolue, du moins prise en considération.

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite page 3



Plan d'urgence pour les harkis

Trente propositions pour désarmer la colère de ces « oubliés de l'Histoire »

par Alain Rallat

M^{me} Edith Cresson a demandé au ministre des affaires sociales et de l'intégration de chiffrer les trente propositions qui lui ont été présentées, vendredi après-midi 28 juin, dans le rapport de la « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine » (1). Le premier ministre envisage de prendre, dès le début de la semaine, en comité interministériel, une première série de mesures pour tenter de ramener le

calme parmi les familles d'anciens harkis. Le gouvernement craignait notamment que la « manifestation nationale » prévue samedi après-midi à Narbonne ne donne lieu à de nouveaux incidents. M. Abdellaziz Méliani, qui exerce la coprésidence de cette « mission de réflexion », a été extrêmement clair.

Lire la suite page 6
(1) La mission compte quinze membres, dont douze rapatriés d'origine musulmane, elle est coprésidée par M. Méliani et M. Rémy Laveau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Budget 92 : endiguer le déficit

Le gouvernement ne veut pas augmenter les impôts mais souhaite réduire ses dépenses

par Alain Vernholes

Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne : comme beaucoup d'autres pays industrialisés, la France voit ses finances publiques se dégrader. Le déficit du budget français est moins grave qu'il n'est à l'étranger, mais le ralentissement de l'activité économique tergit les recettes fiscales, obligeant le gouvernement à une nouvelle rigueur dans les dépenses. C'est dans ce contexte

difficile que MM. Bérégovoy et Charasse préparent le budget de 1992. L'évolution des finances publiques, ou plutôt leur dérive, est au centre de leurs préoccupations. Les deux ministres ont pas seulement à préparer le projet de budget pour 1992, qui sera soumis à l'automne au Parlement. Ils doivent aussi empêcher que ne se creuse le déficit du budget de 1991, détériorant à un point tel la situation qu'il serait impossible de rétablir les choses avant longtemps. D'où

les deux plans d'économies de dépenses qui viennent d'être décidés presque coup sur coup : en mars d'abord puis ce mois-ci.

Le fait dominant de ces quinze derniers mois est la dégradation des comptes de l'Etat, des comptes qui n'avaient cessé de s'améliorer depuis cinq ans. Mais eurent le rétablissement avait été lent et progressif, autant la dérive en cours depuis 1990 est brutale et pour tout dire surprenante.

Lire la suite page 15

Mort du philosophe Henri Lefebvre

Le philosophe et sociologue Henri Lefebvre est mort dans la nuit de vendredi 28 au samedi 29 juin à l'hôpital de Pau, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Né le 18 juin 1901 à Hagetmau (Landes), Henri Lefebvre, universitaire, directeur de recherche au CNRS, sociologue de la vie quotidienne (Critique de la vie quotidienne, 1958 et 1961) et de la civilisation urbaine (Le Droit à la ville, 1968), a joué un rôle important comme penseur du marxisme. Membre du Parti communiste jusqu'en 1956, il fut ensuite l'un des inspirateurs des mouvements contestataires et gauchistes, dans les années 60. Il s'était rapproché de nouveau du PC à la fin des années 70. Il a retracé son itinéraire intellectuel en 1968 dans le livre *La Somme et le Reste* (réédité par Méridienne-Klincksieck), livre qui suscite de nombreuses polémiques.

LE MONDE diplomatique

Juillet 1991

- ALGÉRIE : L'Algérie au risque des impatiences, reportage de Maurice Lemoine.
- TURQUIE : Un pays ébranlé par les turbulences régionales, par Alain Gresh.
- PROCHE-ORIENT : Le fantôme du droit, par Ignacio Ramonet. - Les ailes de l'hégémonie américaine, par Henry Laurens.
- CAMEROUN : Comment le pouvoir freine la démocratisation, par Célestin Monga.
- AMÉRIQUE LATINE : Demain, la nouvelle gauche ? par Carlos Gabetta.
- ASIE : Tout autour de la mer du Japon, une soudaine ébullition, par Claude Leblanc.
- TIERS-MONDES : Un développement humain qui libérerait les pauvres, par Jacques Decornoy. - La recherche scientifique victime de la banqueroute africaine, par Robert-Ali Brac de la Perrière.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

A2 veut supprimer un quart de ses effectifs

La direction d'Antenne 2 a rendu public vendredi 28 juin un plan de restructuration interne qui se traduirait par 377 suppressions d'emplois, soit le quart des 1 759 salariés de la chaîne. Application concrète du Plan Bourges pour la télévision publique, ce projet doit être discuté en juillet et arrêté définitivement pour un comité d'entreprise le 27 août.

Lire nos informations et l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA page 15

L'Irak et l'armement nucléaire

Le Conseil de sécurité somme M. Saddam Hussein de laisser opérer les experts de l'ONU page 4

Les accords de Schengen devant le Conseil constitutionnel

La construction européenne est-elle conforme à la Constitution ? page 7

« Grand Jury RTL - le Monde »

M. Charles Pasqua invité dimanche à 18 h 30

THEMES LOCAUX

Le littoral au péril de la décentralisation

Les préretraités de la politique grenobloise. Le tramway de Strasbourg face à une nouvelle opposition. pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 Sch ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 Kron ; Espagne, 190 Ptas ; Grèce, 85 dr ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 Fl ; Norvège, 14 Krn ; Pays-Bas, 2,75 Fl ; Portugal, 170 Esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 2 \$; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUET,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-26-25
Télécopieur : (1) 40-66-26-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-26-25
Télécopieur : (1) 40-66-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arta
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-47-12-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-47-12-72. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 51 437
ISSN : 0255-0371

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-66-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composax 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS tarif normal ou comp. à l'étranger
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 638 F	2 096 F	2 980 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.
Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Je soussigné, assure l'obligation d'envoyer sous les
nommes propres en capital d'impression
le 10 Mars 91 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(répondent au directeur
de la rédaction)

Thomas Foreman
Philippe Harreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a quinze ans

Les émeutes en Pologne

CONTRAIT d'annuler, en février 1971, les hausses de prix alimentaires qui l'ont porté au pouvoir (le Monde 16-17 décembre 1990). Gierk, le premier secrétaire du Parti communiste polonais, tente d'assainir l'économie de son pays par la « méthode Kadar » : le débridement de la consommation, financée en grande partie par des emprunts discrètement contractés à l'étranger, et présumée améliorer la productivité de l'économie. Mais le cercle vertueux escompté ne s'amorce pas, et seule la « propagande du succès » orchestrée par le régime peut laisser croire que l'entreprise de Gierk est en train de réussir.

Ignorés par le pouvoir et dissimulés à la population, les indices de la dégradation s'accumulent : le déficit commercial se creuse de mois en mois, la dette ne cesse d'exploser, l'appareil industriel est à nouveau saisi par la fièvre de l'investissement, la progression des salaires est sans rapport avec celle de la productivité et la masse monétaire en circulation croît de 140 % entre 1971 et 1975. Les prix de détail restent, quant à eux, gelés.

Moyennant quoi les étagères se vident et les files d'attente s'allongent devant les magasins : au printemps 1975, à Varsovie, l'un d'entre eux est incendié par des ménagères en colère. Mais, par crainte de troubles, l'inflationnisme des prix est sans cesse différé : après d'interminables conciliabules, le pouvoir finit pourtant par s'y résigner, tablant sur des « compensations » pour la rendre politiquement acceptable. Le 24 juin 1976, le premier ministre, Jaroszewicz, en présente le projet devant la Diète : la hausse porte sur les seuls produits alimentaires, mais revêt une ampleur beaucoup plus grande encore qu'en 1970 : 69 % pour la viande et le poisson, 30 % pour la volaille, plus de 50 % pour les laitages et plus de 100 % pour le sucre. Seuls les prix des pommes de terre et des légumes restent fixes. Pour un budget alimentaire moyen, la hausse est de 46 % alors que les compensations accordées sont de l'ordre de 10 % pour un salaire moyen. Asservie au projet gouvernemental, qui par prudence, a prévu une « consultation » dans les entreprises et dans les communes. Une formule qui ajoute l'insulte à l'outrage : car les hausses doivent entrer en vigueur le lundi 28 juin, au lendemain de la pause dominicale, dans un délai qui ne laisse évidemment pas la place à la moindre consultation. Dans ses Mémoires, Gierk reconnaît d'ailleurs sans ambages qu'il fallait faire vite pour éviter des achats de précaution massifs.

Le vendredi 25 juin, dès l'embauche, les ouvriers débrayent dans de très nombreuses usines du pays. Les principaux centres industriels - Varsovie, Gdansk, Lodz, Wrocław, Szczecin et Poznan - sont touchés, mais aussi des villes moins connues comme Grudziąz, Elbląg et Plock dans le Nord, Radom et Ursus au sud de Varsovie. Un peu partout, les meetings s'achèvent dans le calme. Sauf à Plock, à Radom et à Ursus.

Contre les hausses de prix

Depuis l'usine de moissonneuses-batteuses et le complexe pétrochimique de Plock, des cortèges de grévistes se déversent dans la ville, mais quelques vitres fracassées au comité local du parti sont les seuls incidents jusqu'au soir, lorsque les unités anti-émeutes de la police, les ZOMO, interviennent pour disperser les derniers manifestants. C'est une tout autre dimension que revêt la protestation à Radom : parti du complexe métallurgique Géral-Walter, le mouvement de grève est propagé par des émissaires dépêchés dans les autres usines de la ville. Vers 10 heures, quelques milliers d'ouvriers quittent l'usine Walter et marchent, comme leurs prédécesseurs à Poznan en 1956, à Gdansk et Szczecin en 1970, sur le siège local du pouvoir, le comité de voïvodie du parti.

Grossie par les ouvriers des autres usines, la foule exige l'annulation des hausses de prix : des tractations s'engagent avec les apparatchiks présents, qui, incapables de

prendre le moindre engagement, finissent par s'écarter. Vers midi, les ouvriers, dépités, commencent à investir le bâtiment du parti. La découverte, au buffet, de denrées introuvables dans les magasins - jambon et charcuterie - provoque une bouffée de colère, et le scénario de 1970 se répète : les manifestants défontent les téléphones, bureaux, fauteuils et dossiers. Vers 15 heures, le bâtiment est incendié et des barricades sont élevées pour en interdire l'accès aux pompiers. Deux manifestants sont tués, écroulés lors de la manipulation d'une remorque.

Curieusement, les unités de ZOMO, amenées le matin même par une trentaine d'avions et de camions de différentes casernes du pays, attendent passivement depuis 12 heures, à l'aéroport de Radom. De même, lorsqu'une dizaine de bombes armées de bâtons de dynamite la rue Zeromski, l'artère commerçante de la ville, fracassant une à une les vitrines des magasins et jetant les marchandises sur les trottoirs, la police reste encore impassible. Ce n'est que vers 17 heures, après les premières scènes de pillage, que les ZOMO entrent en action, chargeant les manifestants avec une brutalité sans retenue. Un véritable combat de rue s'engage alors, où

meux à acétylène, une locomotive est bloquée, tandis qu'un hélicoptère de la police survole sans cesse, en les filmant et les photographiant, les manifestants.

À Varsovie, dans les centres du pouvoir, c'est le brulo-bas : un état-major de crise est constitué, et Gierk veut agir vite, ne pas tergiverser comme en 1970. Il fait aussitôt approuver l'annulation des hausses pour que la nouvelle puisse être annoncée le soir même. C'est au premier ministre, Jaroszewicz qu'incombe la tâche d'expliquer dans une allocution télévisée, à 20 heures, ce soudain revirement de la position du gouvernement. Sans dire un mot des événements d'Ursus et de Radom, il explique que le projet de hausses n'était « pas une décision définitive, mais une proposition », que la « consultation » qui s'est déroulée le jour même a démontré la « grande compréhension » des ouvriers, mais aussi que « les très nombreuses observations concrètes recueillies méritent un examen approfondi (...) et une nouvelle analyse d'ensemble de la question, requérant un délai de plusieurs mois ». Avec ces explications tortueuses, le projet est retiré et ajourné sine die. À Ursus, heureux d'avoir obtenu satisfaction, les manifestants retournent chez eux : c'est le moment que la police choisit

ciés ; à Gdansk, 300 ouvriers doivent quitter le chantier Lénine ; à Varsovie, à Lodz, à Nowy-Targ aussi, les licenciés se comptent par centaines, le total dépassant sans doute la dizaine de milliers. À Radom et à Ursus, sur les quelque 2 300 ouvriers arrêtés, 373 passent en « kolegium », un organe administratif tenu par l'appareil policier et habilité à infliger des peines de prison jusqu'à trois mois et des amendes jusqu'à 5 000 zlotys, tandis qu'une procédure pénale est engagée contre 500 autres.

Du KOR à Solidarité

Dans les milieux intellectuels de Varsovie, au fur et à mesure qu'est connue la vérité, c'est l'émotion et l'indignation. Les prises de position se multiplient, et lorsque, le 17 juillet, s'ouvre, à Łuzno, près de Varsovie, le premier procès des ouvriers d'Ursus, une quinzaine d'intellectuels sont réunis autour de Jacek Kuron et de Jan Jozef Lipski, déterminés à tout faire pour que « cette fautive intelligence ne dorme pas alors que l'on tabasse les ouvriers ». Dans les couloirs du tribunal quadrillés par des policiers en tenue, ils parviennent à nouer des relations avec les familles apeurées des prévenus.

Au vu de l'ampleur de la tâche - il faut trouver de l'argent, des médecins, des avocats, des bénévoles nouveaux, il faut contacter les familles de Radom où les procès auront lieu en septembre, - l'idée se fait jour d'une organisation informelle qui prendrait en charge l'assistance aux ouvriers : le 23 septembre 1976 est fondé le Comité de défense des ouvriers (KOR), qui exige la réintégration des ouvriers licenciés, l'amnistie sans conditions pour tous ceux qui ont été arrêtés ou condamnés, la sanction des auteurs des tortures, matraquages et autres abus.

Réunissant toutes les générations, toutes les sensibilités de l'opposition démocratique, depuis les anciens membres du Parti communiste jusqu'aux chrétiens-démocrates, le KOR organisera, avec une efficacité remarquable malgré les harcèlements de la police, le soutien financier, politique, moral aux ouvriers poursuivis. Les plus grands intellectuels occidentaux, Sartre, Ionesco, Grass, Böll, Bellow, se mobilisent en faveur des ouvriers de Radom et d'Ursus. Certains d'entre eux verseront au KOR les droits d'auteur des traductions en polonais de leurs œuvres. Un « Appel en faveur des ouvriers polonais » recueille des signatures prestigieuses : l'écrivain Milosz et le philosophe Kolakowski, bien sûr, mais aussi le mathématicien français Laurent Schwartz, Golo Mann, Pierre Emmanuel, l'historien Robert Conquest. Des comités de solidarité avec les ouvriers de Pologne sont créés en France, en RFA, au Royaume-Uni, à l'initiative de l'émigration polonaise, et, en Suisse, Amnesty International est saisie ; des syndicats proposent leur aide au Scandinavie, en France et en Italie.

À l'issue de parodies de justice, les verdicts sont très sévères : jusqu'à dix ans de détention à Radom. L'image « libérale » que Gierk, grand consommateur de crédits occidentaux, s'applique à entretenir à l'extérieur risque d'en être ternie : après une « grâce » partielle et conditionnelle en février 1977, le pouvoir finira, le 23 juillet 1977, par faire prononcer l'amnistie de toutes les peines et sanctions infligées aux ouvriers.

Le KOR perd sa raison d'être, mais personne ne peut se résoudre à la dissolution de ce qui est devenu le premier mouvement structuré d'opposition démocratique derrière le « rideau de fer ». Le 29 septembre 1977, soit un an après sa fondation, le KOR se transforme en un Comité d'auto-défense sociale (KSS-KOR), creuset de cette étonnante alchimie entre le monde des ouvriers et celui des intellectuels qui mènera à la création du syndicat Solidarité et à l'effacement du système communiste.

STÉPHANE MEYLAC



À Gdansk, le monument à la mémoire des victimes des révoltes ouvrières de 1956, 1970 et 1976.

les pavés, briques et autres projectiles de fortune accueillent les assauts des miliciens dans la fumée des grenades lacrymogènes. Des manifestants arrêtés sont contraints de ramasser un objet devant les magasins dévastés et photographiés avant d'être jetés dans un véhicule.

En l'espace de deux heures, les ZOMO se rendent maîtres de la ville, mais la chasse à l'homme se prolonge tard dans la nuit, jusque dans les appartements, perquisitionnés sans ménagement. Un calvaire attend les quelque 2 000 ouvriers arrêtés : les fameux « parcours de santé », déjà infligés aux manifestants du littoral en 1970, où supplique qui consiste à faire passer lentement la victime entre deux haies de miliciens armés de matraques.

Chemins de fer bloqués

À Ursus, c'est de l'usine de tracteurs du même nom, un complexe où travaillent plus de 10 000 ouvriers, que part le mouvement de grève. Après avoir essuyé auprès de la direction de l'usine une fin de non-recevoir de leur revendication d'annulation de la hausse des prix, les grévistes veulent faire connaître à l'extérieur leur geste de protestation, qui risquerait de ne pas dépasser les limites de la petite ville qu'est Ursus, et décident d'arrêter le trafic sur les lignes ferroviaires Varsovie-Paris et Varsovie-Vienne, qui passent à proximité de l'agglomération. Les rails sont décollés à l'aide de chalu-

pour intervenir et opérer une rafle dans les rues de la ville. Quelques 300 ouvriers sont interpellés, mais la brutalité de la répression de Radom leur est épargnée.

La réaction en chaîne est interrompue à temps, mais cette défaite en rase campagne bouleverse l'équilibre entre les factions qui cohabitent à la tête du parti. Jaroszewicz, bouc émissaire désigné, propose sa démission à Gierk, qui la refuse. Il s'avère que l'intervention de la police a été délibérément retardée par les hauts responsables de l'appareil de sécurité pour que les manifestants aient le temps de se livrer à des déprédations. « Marqué » par une opposition interne de plus en plus forte et sournoise, Gierk est trop affaibli pour crever l'abcès. A défaut d'un changement d'équipe, comme en 1970, pour évacuer la tension, le pouvoir se remet à la propagande et à la répression pour retrouver son aplomb. Tandis que la presse lève peu à peu le voile sur les « agissements des vandales et des hooligans » de Radom et d'Ursus, le parti déclenche à travers tout le pays une campagne de meetings, de résolutions, de lettres, de télégrammes condamnant les excès et assurant la direction du parti du « soutien des travailleurs ».

Quant à la répression, elle prend les formes à la fois d'une leçon administrée aux ouvriers et d'une vengeance, mobilisant tout le registre de l'arbitraire policier. Le licenciement disciplinaire est la mesure la plus appliquée : à Grudziąz, ce sont 43 ouvriers d'une fonderie qui sont licen-

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

CHARLES PASQUA

animé par Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Bertrand LE GENDRE (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Paul JOLY (RTL)

مكثان النحل

مكتبة الأهل

THE UNIVERSITY LIBRARY
SERIALS No. 78646
CLASS
DATE 4 AUG 1991

ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 30 juin - Lundi 1^{er} juillet 1991 3

YUGOSLAVIE : après la « suspension » de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie

La situation s'est sensiblement détendue, samedi matin 29 juin, en Slovénie et notamment à la frontière austro-yougoslave où se sont produits les incidents les plus graves. Plusieurs postes restent cependant fermés et le trafic routier n'est pas encore rétabli notamment sur la route de Maribor. Les affrontements entre l'armée yougoslave et les forces slovènes se sont poursuivis dans la nuit de vendredi à samedi, malgré l'accord de cessez-le-feu annoncé dans la soirée, faisant trois morts et une quinzaine de blessés au poste-frontière avec l'Italie de Rozna Dolina.

Des hauts sporadiques se sont poursuivis autour de l'aéroport de Brnik, à une trentaine de kilomètres de Ljubljana. Selon un bilan donné par le ministre slovène de l'information, M. Jelko Kalin, au moins vingt sept personnes ont trouvé la mort au cours des affrontements parmi lesquelles huit soldats yougoslaves, sept membres des forces slovènes et douze civils.

A Belgrade, le onel Milan Gvero avait fait état, vendredi soir, de dix morts parmi les militaires dont cinq officiers. « L'armée n'a jamais eu l'intention d'ouvrir le feu et elle n'a eu recours aux armes que pour se défendre et pour détruire les barrages dressés sur sa route et aux abords desquels il n'y avait pas d'hommes », a-t-il affirmé. Néanmoins, le premier ministre, M. Ante Markovic, avait auparavant regretté que les opérations de reprise du contrôle des frontières « aient dépassé les décisions du gouvernement ». Selon un communiqué du ministère yougoslave de la défense, l'armée a cessé d'intervenir à 13 heures GMT « après avoir pris la parole » des frontières et avoir offert celles-ci à la police et aux douaniers fédéraux.

Les autorités yougoslaves, la Slovénie et la Croatie ont décidé de ranger leurs armes et de reprendre le chemin du dialogue à l'issue d'une visite éclair vendredi de la Troïka européenne. Les ministres des Affaires étrangères d'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas sont parvenus après deux réunions successives à Belgrade et à Zagreb à arracher un accord de toutes les parties sur au moins trois points : un cessez-le-feu effectif depuis vendredi soir, un retour de l'armée dans ses casernes et la suspension pour trois mois de l'application de la déclaration d'indépendance proclamée le 25 juin dernier par la Slovénie et la Croatie.

« Nous avons rempli notre mission » en stoppant le processus de crise, s'est félicité le chef de la diplomatie luxembourgeoise M. Jacques Poos. La Troïka affirme également avoir obtenu un accord de toutes les parties sur un retour à la rotation normale de la présidence fédérale à Belgrade, toujours bloquée par un veto serbe qui empêche le représentant de la Croatie M. Stipe Mecić d'assurer cette fonction. M. Stjepan Miletic a en tout cas promis de « reconsidérer sa position », selon M. Poos. Cet accord global est effectif depuis samedi matin. - (AFP, Reuters, AP.)

Un enseignant estime, pour sa part, que l'« agression » de l'armée yougoslave a réveillé une véritable haine contre ceux qu'il tient pour responsables de cette démonstration de force, en l'occurrence les Serbes. « Cette guerre, c'est elle des Serbes contre les Slovènes (...) Ils ne peuvent pas supporter que la Yougoslavie leur échappe car, jusqu'à présent, ils ont toujours pu y faire la loi. »

L'armée fédérale aurait dépassé les ordres reçus

LJUBLJANA
de notre envoyée spéciale

Les affrontements entre l'armée yougoslave et les forces slovènes avaient pratiquement cessé, samedi matin 29 juin. En dépit de quelques incidents pendant la nuit, la situation semblait se stabiliser. La journée de vendredi avait cependant été agitée. Dans la matinée, l'armée fédérale progressait vers les frontières en forçant les barrages routiers avec ses chars. A Seotilj, à la frontière autrichienne, les blindés étant inefficaces, deux avions militaires yougoslaves bombardèrent les barrages, causant, selon certaines informations, la mort de plusieurs personnes.

Les passants étaient rares. Dans les hôtels et édifices publics, des écriteaux indiquaient : « En cas d'alerte aux bombardements, dirigez-vous vers les abris », avaient été accrochés. Vendredi soir, la ville était déserte. Comme la veille, la plupart des restaurants avaient fermé leurs portes dès le début de la soirée. La radio et la télévision continuaient d'énumérer les incidents de la journée, sans pouvoir donner un bilan définitif des victimes et des dégâts. L'agence officielle de Belgrade Tanjug démentait le plus souvent les faits et les chiffres annoncés par les médias slovènes.

Cinq cents prisonniers

Les ministres slovènes de l'Intérieur et de la Défense, venus respectivement en uniforme bleu et en treillis de camouflage à une conférence de presse - état de guerre oblige - ont annoncé que la journée de vendredi avait été sanglante et que nombreux de bâtiments et de routes avaient été touchés. « Le gouvernement slovène a désigné une commission pour évaluer les dégâts. Nous comptons demander des dommages de guerre », ont-ils déclaré.

Ils ont aussi précisé que l'armée slovène avait fait prisonniers plus de cent soldats et policiers fédéraux et que quelque quatre cents soldats, dont vingt officiers, avaient déserté l'armée yougoslave et s'étaient rendus aux autorités slovènes. Ils ont fait état d'une capture par l'armée d'occupation. M. Janes Jansa, ministre de la Défense, a

indiqué que la jeune armée slovène avait été « très efficace ». Equipée d'engins antichars, elle aurait détruit un grand nombre de tanks yougoslaves. « Puisque l'agresseur s'est attaqué à des objectifs civils, nous nous engageons à une nouvelle offensive. L'armée slovène s'est emparée d'entrepôts militaires, se procurant ainsi des armes », a ajouté M. Jansa.

A 16 heures, un communiqué officiel émanant des autorités militaires de Belgrade annonçait un cessez-le-feu immédiat. Les combats se poursuivaient néanmoins avec la même violence. A Murska Sobota, près de la frontière hongroise, l'aviation fédérale bombardait les barrages qui bloquaient l'accès à la caserne. A Medvedjek, à une trentaine de kilomètres à l'est de Ljubljana, alors que l'armée fédérale tentait de détruire les barrages routiers, une maison a explosé et plusieurs blindés ont été anéantis par les unités slovènes. A Ig, l'armée fédérale s'est emparée du centre d'entraînement militaire slovène.

Qui contrôle l'armée ?

Dans la soirée, les autorités slovènes et yougoslaves signaient un accord de cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur dès 21 heures. Deux heures plus tard, le nouveau agence de presse slovène STA écrivait encore douze violations de l'accord. Dans la nuit de vendredi à samedi, des coups de feu retentissaient toujours à l'aéroport de Ljubljana. Toutefois, la situation semblait se stabiliser.

dans l'ensemble de la République.

Depuis le début des hostilités, une question se pose : qui commande l'armée ? Tout d'abord, parce que la présidence collégiale, est le commandant suprême des forces armées, n'existe plus, de facto, depuis le 15 mai dernier. En effet, depuis l'obstruction de la Serbie et du Monténégro à l'élection du représentant croate, M. Stipe Mesić, à la tête de l'Etat, la direction collégiale n'a plus siégé. Lorsque la Slovénie s'est constituée en un Etat indépendant, mardi 25 juin, le gouvernement fédéral s'est chargé de gérer la crise et a, à la demande du Parlement, décidé d'envoyer la police fédérale en Slovénie - et si nécessaire l'armée - pour contrôler les frontières de l'Etat yougoslave.

« Pire que les nazis ! »

Depuis le jeudi 27 juin, il est clair que l'intervention menée par les forces armées yougoslaves en Slovénie dépasse largement les « instructions » données par le gouvernement fédéral. Déclinant toute responsabilité, le premier ministre, M. Ante Markovic, lui-même reconnaît vendredi.

Lorsque M. Markovic a exigé la cessation des hostilités, dans la nuit de jeudi à vendredi, il n'a pas été entendu. Au contraire, l'armée a alors utilisé des moyens dont elle n'avait pas encore fait usage et a procédé à des bombardements de barrages routiers.

L'armée aurait-elle agi de son

propre chef face à aux unités slovènes déterminées à défendre, elles aussi, par tous les moyens l'indépendance de leur République ? A Ljubljana, on estime que l'ordre de transformer une guerre des nerfs en une véritable guerre n'a pu venir que du haut commandement de l'Etat-major.

Les événements sanglants de ces derniers jours n'ont fait qu'accroître l'aversion des Slovènes pour l'actuelle Yougoslavie. Les toutes dernières déclarations du président Milan Kucan illustrent bien le sentiment de la population : « Il n'est pas question d'une guerre civile en Slovénie. Il s'agit de l'occupation de la Slovénie par l'armée d'un Etat étranger. Un général en retraite de l'armée yougoslave, de nationalité slovène, nous a déclaré : « C'est une honte, même l'armée fasciste allemande ne s'est pas conduite de cette façon. J'ai honte d'avoir servi autrefois dans cette armée (yougoslave). »

Pour une bonne partie des Slovènes, l'avenir au sein de la Yougoslavie est désormais inconcevable. « Nous ne sommes pas nationalistes, nous aspirons juste à disposer de nous-mêmes, de nos efforts et de notre travail. Nous ne voulons plus nourrir les régions pauvres de la Yougoslavie où les gens ne veulent rien faire. Ici, nous sommes travailleurs et les lois de l'économie du marché et de la compétitivité y sont, en fait, appliquées depuis longtemps (...) Nous sommes beaucoup plus ouverts à nous adapter aux critères européens que les autres Républiques yougoslaves (...) », affirme Bojan, un étudiant en économie de Ljubljana.

En revanche, Novak, un jeune Bosniaque, venu il y a dix ans vivre en Slovénie et qui compte y rester, éprouve une profonde angoisse : « C'est dramatique, si je suis mobilisé par l'armée slovène, je ne peux pas accepter de tirer contre l'armée yougoslave où il y a d'autres Bosniaques. Mais je ne peux pas non plus venir dans les unités fédérales car mes deux frères habitent en Slovénie et l'un d'eux est dans la police slovène... »

FLORENCE HARTMANN

Deux journalistes tués à l'aéroport de Ljubljana. - Deux photographes, de nationalité autrichienne, selon la police, ont été tués, vendredi 28 juin, par des tirs d'armes automatiques sur la piste de l'aéroport de Brnik-Ljubljana. Les deux hommes circulaient à bord d'une voiture sur la piste de l'aéroport non gardé depuis le raid aérien intervenu dans la matinée. Deux chars ont surgi des fourrés entourant la piste. Touchés par des tirs, la voiture a pris feu et a explosé. - (AFP.)

Deux semaines de crise

- 15 juin : suite aux référendums qui avaient été organisés respectivement en décembre 1990 et en avril 1991, la Slovénie et la Croatie annoncent leur décision de se constituer en Etats indépendants et souverains au plus tard le 26 juin.

- 21 juin : en visite à Belgrade, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, « déconseille » aux Républiques d'engager « toute action unilatérale ».

- 23 juin : Les douze pays de la CEE décident à Luxembourg de ne pas reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie si ces deux républiques veulent quitter unilatéralement la fédération yougoslave.

Washington, Londres, Paris, Bonn et de nombreuses capitales regrettent la proclamation d'indépendance des deux républiques.

- 27 juin : l'armée fédérale yougoslave occupe l'aéroport de Ljubljana-Brnik à une trentaine de kilomètres et bloque les postes-frontières. Elle annonce qu'elle « a jusqu'au bout » dans la défense de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, propose à la Slovénie et à la Croatie de suspendre pour trois mois leur décision d'indépendance. Le gouvernement estime que la situation est extrêmement critique et risque de dégénérer.

- 24 juin : le Parlement fédéral yougoslave rejette la déclaration de « dissolution » de la Slovénie. M. Ante Markovic, premier ministre fédéral, propose aux six républiques de la fédération une déclaration garantissant les frontières extérieures et intérieures de la Yougoslavie.

- 25 juin : la Croatie et la Slovénie proclament solennellement leur indépendance, vingt-quatre heures avant la date prévue. Le Parlement fédéral yougoslave demande au gouvernement et à l'armée d'empêcher le départ de la Yougoslavie et la modification de ses frontières. Dans la nuit du 25 au 26 juin, le gouvernement fédéral rejette les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Il décide que la police fédérale et l'armée yougoslave « assureront » le contrôle des frontières de l'Etat yougoslave.

Les combats entre l'armée yougoslave et la défense territoriale slovène ont fait « plus de cent morts et blessés », selon le ministre slovène de la Défense, M. Janes Jansa, qui précise que six hélicoptères de l'armée yougoslave ont été abattus (deux selon le gouvernement fédéral) et 15 chars détruits.

- 28 juin : le gouvernement fédéral exige « la cessation immédiate de l'usage des armes » sur tout le territoire. De violents combats se poursuivent néanmoins. Les aéroports de Maribor et de Ljubljana sont bombardés.

- 28 juin : une mission de bons offices mandatée par la CEE quitte Luxembourg pour la Yougoslavie. Selon un bilan officiel publié à Belgrade, cinq officiers et cinq soldats de l'armée fédérale ont été tués et vingt-sept autres blessés au cours des combats avec la défense territoriale slovène.

- 26 juin : sanglants affrontements interethniques en Croatie, dans la petite ville de Glina, dans les deux tiers des habitants sont serbes. On dénombre au moins quatre morts et une quinzaine de blessés. L'armée fédérale prend le contrôle du secteur.

- 26 juin : blocus de l'espace aérien slovène par les autorités de Belgrade. Les unités de l'armée fédérale stationnées en Slovénie sont placées en état d'alerte et prennent position le long des frontières de la république avec l'Italie, l'Autriche et la Hongrie.

En fin de soirée, un accord de cessez-le-feu intervient entre la Slovénie et l'armée yougoslave. Le président slovène, M. Milan Kucan, et le ministre yougoslave de la Défense, le général Vojko Kadijevic, annoncent un arrêt des hostilités à partir de vendredi 21 heures. A la demande de la « troïka » européenne, les dirigeants de la Croatie et de la Slovénie acceptent de « suspendre » pour une période de trois mois leurs déclarations d'indépendance afin de favoriser la reprise des négociations entre les républiques sur l'avenir du pays.

Trois mois pour trouver une solution

Suite de la première page

Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître. La crise n'est certes pas dénouée, mais l'escalade a pris fin et, ce, obtenant un répit de trois mois pour les Yougoslaves, la « troïka » a peut-être fait entrer la Communauté européenne dans une nouvelle phase de son histoire. Pour la première fois, vendredi 28 juin, les Douze ont montré qu'ils pouvaient réagir vite et de manière efficace.

Sans doute les insuffisances et les dérapages enregistrés pendant la crise du Golfe et l'urgence de la situation yougoslave ont-ils provoqué un sursaut. Toujours est-il que le marathonien entrepris au pied levé, vendredi en fin d'après-midi à Luxembourg, s'est achevé samedi à 2 heures du matin à Zagreb par une victoire.

Un plan en quatre points

Hasard du calendrier ? Au lendemain des violences en Slovénie, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté sont réunis à Luxembourg. Que faire ? Les uns - Allemands et Néerlandais notamment - suggèrent la suspension immédiate des aides communautaires et nationales à la Yougoslavie. Français et Italiens préféreraient utiliser l'arme financière (samedi 24 juin, la Communauté a signé avec la Yougoslavie un protocole financier de 807 millions d'écus, soit 5,6 milliards de francs sur cinq ans) comme argument ou équivoque une éventuelle suspension des aides seulement en cas de poursuite des violences.

Tous sont, par ailleurs, d'accord pour enclencher le mécanisme de crise adopté à Berlin le 20 juin par la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) et qui consiste à réunir les trente-cinq pays membres dans les

plus brefs délais en cas d'urgence.

Le chef de la diplomatie italienne, lui, est arrivé avec son idée. Pour trois jours, le bouillonnant Gianni De Michelis fait encore partie de la « troïka » communautaire (composée des ministres des Affaires étrangères de Luxembourg, de la présidence : luxembourgeoise ; de la présidence : italienne et de la suivante : oterlandaise). Il n'est certes pas le seul à envisager un départ immédiat de la « troïka ». Mais il a déjà réglé tous les détails de ce « mission de la dernière chance », le « coup » est monté - l'avis de la délégation italienne, un appareil de taille inhabituelle, est à disposition.

Les messages de la Communauté, MM. Jacques Poos, Hans Van Den Broek et Gianni De Michelis, sont porteurs d'une déclaration orale en quatre points : rétablissement de l'ordre constitutionnel avec « dévolution » normale à la tête de la présidence collégiale, et respect de l'intégrité territoriale interne et externe ; respect des droits de l'homme et des minorités ; approfondissement du processus de démocratisation ; recherche par le dialogue de structures futures pour le pays. Un plan dont il s'agit de coavancer les trois parties en conflit, en leur demandant des gestes concrets.

Mission accomplie

La première escale est la plus facile. Au bâtiment présidentiel, à Belgrade, le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, partage les mêmes soucis que ses interlocuteurs : auxquels il apprend d'ailleurs la proclamation du cessez-le-feu qu'ils venaient exiger.

Vient ensuite la rencontre avec le président serbe, M. Slobodan Milosevic, auteur de troubles dans la mesure où il s'oppose à la nomination d'un Croate, M. Stipe

Mesić, à la tête de la présidence collégiale, suivant le principe de la rotation annuelle. M. Milosevic est-il prêt à faire preuve de conciliation ? « Nous ferons de notre mieux » - une réponse considérée comme positive par les habitués, - dit-il en liant sa prise de position à celle de ses homologues croate et slovène sur la question de l'indépendance.

C'est là la partie la plus difficile. Comment, à Zagreb, convaincre le président slovène, M. Milan Kucan, et le président croate, M. Franjo Tudjman, de suspendre pendant trois mois les effets des déclarations d'indépendance proclamées trois jours plus tôt ? Amené de Belgrade dans l'avion italien, le ministre fédéral des Affaires étrangères, M. Budimir Loefer, assiste aux négociations, tout comme celui qui devait présider aux destinées du pays depuis le 15 mai, M. Mesić.

Outre les menaces de suspension d'aides, la « troïka » dispose d'un argument que M. Poos résume ainsi : « La Yougoslavie est un pays européen. Si elle veut entrer dans l'Europe du vingtième siècle,

elle ne doit pas retourner dans l'Europe du dix-neuvième siècle. » Une façon de dire aux Slovènes et aux Croates que s'ils envisagent, à terme, une intégration à la Communauté, ils s'y prennent mal. Car il n'est pas question pour les Douze d'accepter un processus de sécession unilatérale, fâcheux précédent dans une Europe où les minorités se chevauchent.

Que ce soit cet argument qui ait été entendu ou - plus probablement - que le président slovène ait eu le sentiment d'être dans une impasse, toujours est-il qu'après plus de deux heures de discussions, les émissaires de Luxembourg sortent de la salle de négociations sourires victorieux aux lèvres. Leur mission - arrêter l'escalade - était accomplie. Celle de leurs interlocuteurs - convaincre les populations slovène et croate de l'opportunité de ce moratoire de trois mois - ne fait que commencer.

MARIE-PIERRE SUBTIL

EN BREF

■ AUTRICHE : M. Ehard Busek élu à la tête du Parti populaire. - Le ministre des universités et de la recherche scientifique dans le gouvernement du chancelier Franz Vranitzky, M. Ehard Busek, cinquante ans, a été élu, vendredi 28 juin, président du Parti populaire autrichien (ÖVP). Il l'a emporté par 325 voix contre 252 à M. Bernhard Görg, un économiste de quarant-neuf ans, peu connu sur la scène politique. Ce changement à la tête de la formation démocrate-chrétienne avait été rendu nécessaire par la démission du vice-chancelier, M. Josef Riegler. M. Busek, originaire de Vienne, incarne l'aile « libérale » de l'ÖVP. Il est opposé à toute alliance avec le FPÖ de M. Jörg Haider, et s'était montré très réservé à l'égard de M. Kurt Waldheim, dont l'ÖVP avait été le principal soutien lors de son élection à la présidence de la République en 1986. - (Correys.)

■ ESPAGNE : quatre morts dans une prison de Séville. - L'explosion d'un colis piégé a fait quatre morts et une trentaine de blessés, vendredi 28 juin, dans la prison principale de Séville (nos dernières éditions du 29 juin). Le paquet, adressé au directeur du centre pénitentiaire, a explosé au moment où un fonctionnaire l'introduisait dans un appareil de détection. L'attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne ne doute qu'il soit l'œuvre de l'ETA militaire. L'organisation séparatiste basque s'est attaquée à plusieurs reprises à des membres de l'administration pénitentiaire depuis la décision prise par le ministère de la justice de disperser dans les différents prisons du pays les membres du mouvement inscrites pour éviter que les plus « durs » n'imposent leur volonté aux autres. - (Correys.)

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : l'ancien premier ministre va quitter les Communes

La « seconde mort » de Margaret Thatcher

M^{me} Thatcher a annoncé, vendredi 28 juin, qu'elle ne se représenterait pas aux prochaines élections générales, soit la date de ces dernières. L'événement marque la fin de la carrière politique de la « Dame de fer » qui avait déjà été éliminée à la démission en novembre dernier de ses fonctions de leader du Parti conservateur et de premier ministre. Il s'agit en quelque sorte de la « seconde mort » de M^{me} Thatcher, en attendant l'inévitable – et peu souhaitée par l'intéressée – entrée à la Chambre des Lords en tant que comtesse de Finchley, du nom de la circonscription du nord de Londres dont Margaret Hilda Thatcher, née Roberts, est députée 1959 élue aux Communes.

LONDRES

de notre correspondant

Ce départ rend la vie plus facile à M. John Major, le plus jeune premier ministre de ce siècle, avec derrière lui aux Communes, telle la statue du Commandeur, l'impassable figure d'une praxatriste déçue, qui n'arrivait plus vraiment à comprendre comment elle avait pu choisir un dauphin aussi gris et ne se gênait plus pour le dire, en privé mais devant un nombre grandissant de témoins, et avec des soupçons significatifs. L'atmosphère devenait irrespirable dans les hauts sphères du parti conservateur. Il n'est pas sûr que l'antidote qu'unissait l'ancien et le nouveau premier ministre résiste à ce dernier épisode. Il faudra en tout cas tenir jusqu'aux élections, généralement prévues pour le printemps prochain.

M^{me} Thatcher a été, selon la formule consacrée, le premier ministre le plus « formidable » de ce siècle en temps de paix, ce qui la place immédiatement

après Sir Winston Churchill au panthéon politique britannique. Elle a aussi été, ce qui est plutôt de l'ordre du livre Guinness des records, le premier ministre le plus longtemps en exercice au vingtième siècle. Elle avait été invitée, le 4 mai 1979, par la reine Elisabeth à former son premier gouvernement. Elle a dû, la mort dans l'âme et les larmes aux yeux, demander à la même souveraine, le 22 novembre 1990, de le libérer de sa charge.

Elle n'avait plus le choix. Les parlementaires conservateurs étaient prêts à procéder à un meurtre rituel collectif sur la personne de leur leader. Cette tâche – se débarrasser d'un dirigeant qui risque de faire perdre aux élections les prochaines élections – était jadis dévolue à ceux qu'on appelle les « hommes en costume gris » du parti. Ainsi fut déposé, en 1903, Harold Macmillan qui cédait au meurtre en 1964, quelques années avant sa mort, à recevoir le titre de comte. Les règles ont par la suite été codifiées par un parlementaire conservateur qui est d'ailleurs lui-même devenu travailliste. Celles-ci, plus démocratiques, imposent un vote du groupe parlementaire « story » au complet.

« Une femme libre »

M^{me} Thatcher a fait savoir qu'elle était décidée à « rester active dans la vie politique du pays » et à « continuer à être l'alliée de l'Union du premier ministre Major et du gouvernement qu'il dirige ». Elle estime aussi qu'elle sera plus « libre » de ses mouvements et de ses propos dès lors qu'elle ne fera plus peser sur son successeur la menace d'un « raton laveur », pour une raison ou une autre, au 10 Downing Street. Ce dernier scénario était totalement exclu, dit-elle. Ce n'est pas exactement ce que certains stratèges en chambre, qui avaient son oreille, racontaient ces dernières semaines, sous la censure du

secret le plus absolu mais en espérant bien sûr que cela se saisisse, à tous les journalistes parlementaires spécialisés de fameux « lobby », qui officiellement n'existe pas du royaume.

Elle parlera donc – et en quels termes ! – de l'Europe en général et de M. Delors en particulier lorsque cela lui chamera. Elle se restreindra jusqu'ici. Elle va pouvoir annoncer à pleins poumons quelques-uns de ses hymnes patriotiques, composés généralement au siècle dernier, exaltant la différence britannique, et faisant de ces lies « vertes et pleines » non seulement une exception en Europe, mais une terre « de glorieux et d'aspérances ». Ces valeurs ne sont pas pour exportation.

Elle a de toute façon une autre vision de l'Europe. Celle-ci a été géographiquement de l'Atlantique à l'Oural et M^{me} Thatcher est elle-même sentimentalement plus proche des peuples de l'Est, récemment libérés grâce à elle, dit-elle souvent du communisme, que de certains pays plus anciennement démocratiques du continent, dont elle n'est pas persuadée qu'ils ont des institutions bien honorables ni même solides. Le cœur du débat est là, selon elle. Pourquoi diminuer les prérogatives de la « mère des Parlements » au profit d'institutions européennes récentes et « mal ficelées » ?

Il faut, dit-on, trois générations pour faire un gentleman. Il en faut certainement davantage, vu d'ici, pour avoir un Parlement démocratique digne de ce nom. A cette aune, peu de pays européens soutiennent la comparaison avec la Grande-Bretagne et avec les Communes que la « Dame de fer » s'approprie, à regret, à quitter. Elle le fait pour le bien du Parti conservateur et de son nouveau leader. Mais elle est surtout désolée, selon un propos privé souvent cité, une « femme libre ».

DOMINIQUE DHOMBRES

POLOGNE : la crise institutionnelle

M. Walesa mis au pied du mur par les députés

Le conflit qui oppose depuis plusieurs semaines le président Walesa à la chambre basse du Parlement polonais, la Diète, a abouti à une impasse institutionnelle vendredi 28 juin, avec le rejet, pour la seconde fois, du veto présidentiel par plus des deux tiers des députés (le Monde du 29 juin).

M. Walesa se trouve dans la situation la plus délicate depuis son arrivée au pouvoir, en décembre dernier. Après le vote de la Diète, la Constitution impose en principe au chef de l'Etat de se résigner ou de signer dans les six jours la proposition de loi de la Diète, en l'occurrence la nouvelle loi électorale.

Mais le porte-parole de M. Walesa, M. Andrzej Drzycki, a indiqué que le président « prendrait sa décision la semaine prochaine » et qu'il lui restait encore « des possibilités ». Au cours d'une conférence de presse, M. Drzycki s'est refusé à préciser si ces possibilités incluaient la dissolution du Parlement, dont M. Walesa lui-même a reconnu, mardi dernier, qu'il n'avait pas le pouvoir. M. Walesa dispose encore de l'initiative législative; il peut aussi obtenir d'une fraction du Sénat, qui lui est plus favorable que la Diète, qu'il se dissolve, entraînant automatiquement une paralysie institutionnelle qui aboutirait à la dissolution de la Diète. Mais aucune de ces hypothèses n'apporterait de solution au désaccord qui est à l'origine du conflit, celui qui concerne la loi électorale.

Une transition imparfaite

Au regard des proportions prises par l'affrontement entre M. Walesa et les députés, le désaccord original semble presque dérisoire: la Diète est en faveur d'un système électoral dans lequel les électeurs voteront sur des listes présentées par les partis politiques, tout en choisissant des noms sur ces listes, alors que le président défend un système uniquement de listes, estimant qu'à ce

stade de la construction de la démocratie la Pologne ne peut prendre le risque d'un Parlement trop fractionné.

Mais le vrai problème qui s'est rapidement pris corps derrière ce conflit est celui du déséquilibre entre un président élu au suffrage universel, qui plus est pourvu d'une très forte personnalité, et une Diète héritée de l'ancien régime: pire que communiste, cette assemblée est « semi-démocratique », c'est-à-dire qu'aux termes de l'accord de la table ronde de 1989 – accord très ambigu à l'époque – mais vite déformé par le tourbillon révolutionnaire de l'Europe centrale – seuls un tiers des députés ont été élus démocratiquement, les deux autres tiers représentant des sièges alloués à l'avance aux communistes et à leurs alliés. C'est toute l'imperfection de la transition polonaise qui est mise en évidence au grand jour par cette crise institutionnelle. Après avoir bécoté M. Walesa, les députés ont refusé de se dissoudre: les élections ont finalement été prévues pour octobre prochain, mais il n'est pas sûr que ce point ne soit une nouvelle fois électorale, d'où le conflit actuel.

Ce déséquilibre se double d'un affrontement politique très aigu, entre M. Walesa et ses anciens conseillers de Solidarité, MM. Mazowiecki, Geremek et Michnik. Ceux-ci ont repris leurs accusations d'autocratie à l'égard du président, qui se montre à son tour extrêmement amer à leur égard et a commis l'erreur de menacer d'aller « devant l'opinion publique », pour constater, une fois confronté à elle dans divers meetings, que « l'opinion publique » n'est en réalité que faire de ces querelles institutionnelles. Une ouverture à qui le président demandait cette semaine, dans une usine pharmaceutique de Varsovie, ce qu'il devait faire, a répondu en substance: « Nous vous avons élu, maintenant c'est à vous de nous dire ce qu'il faut faire. » Pour Lech Walesa, l'heure de vérité est désormais arrivée.

SYLVIE KAUFFMANN

URSS

Les manœuvres s'accroissent en vue de la création d'un nouveau parti

Les manœuvres en vue de la création d'un grand rassemblement démocratique d'opposition au Parti communiste (le Monde du 28 juin) se sont intensifiées ces derniers jours à Moscou, sous l'impulsion notamment de MM. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères, et Gavril Popov, le maire de Moscou. « La victoire définitive ne peut être obtenue qu'au centre », a déclaré vendredi 28 juin M. Popov lors du congrès du petit Parti républicain. M. Popov a démenti que le futur parti puisse avoir pour objectif de soutenir M. Gorbachev, qui est toujours secrétaire général du PCUS. De son côté, M. Chevardnadze a précisé vendredi à l'agence Interfax

qu'il ne s'agissait pas « nécessairement de créer un nouveau parti, mais plutôt un mouvement ou une alliance » dans un premier temps. « Nous tenons actuellement d'intenses consultations sur les méthodes et les formes d'action, avec pratiquement toutes les forces démocratiques du pays. L'ancien ministre des affaires étrangères, qui est convoqué lundi par la commission de contrôle du PCUS dont il est toujours membre, s'est plaint de la campagne de calomnies dont il fait l'objet dans la presse conservatrice, avec M. Alexandre Iakovlev, le conseiller de M. Gorbachev. Bien que plus discrètement, M. Iakovlev gravite également autour de ce projet de nouveau parti.

PROCHE-ORIENT

IRAK : après les menaces américaines

L'ONU ordonne à Bagdad d'ouvrir ses sites nucléaires aux experts

Le Conseil de sécurité des Nations unies a ordonné, vendredi 28 juin, à l'Irak de ne plus empêcher les experts de l'ONU d'inspecter ses sites nucléaires, après une série d'incidents qui ont amené les Etats-Unis à envisager une nouvelle intervention militaire. Dans une déclaration, le Conseil de sécurité a souligné que « tout nouveau refus aurait de graves conséquences » et a demandé l'envoi à Bagdad d'une mission de l'ONU de haut niveau pour exiger des garanties concernant la coopération future des autorités irakiennes.

Quelques heures auparavant, selon l'agence irakienne INA, le président Saddam Hussein avait ordonné aux responsables de son pays de coopérer sans réserve avec les experts envoyés par l'ONU pour inspecter ses installations nucléaires.

Le Conseil de sécurité s'est réuni d'urgence vendredi après le refus des Irakiens de laisser l'équipe d'experts de l'ONU actuellement en Irak inspecter du matériel suspect à la base de Falloujah, au sud-ouest de Bagdad. Les militaires ont tiré des coups de feu en l'air quand les inspecteurs ont essayé de photographier des véhicules chargés de matériel qui quittaient le site en toute hâte. Déjà, en début de semaine, des inspecteurs de l'ONU avaient dû attendre six heures dans des barres

avant de pouvoir entrer dans une autre base militaire, à Abnu-Gharib, près de Bagdad. Quand ils ont pu y pénétrer, mercredi, des équipements avaient apparemment été retirés. Pour les Etats-Unis, ces installations servaient à enrichir de l'uranium dans le cadre du programme nucléaire militaire que poursuivait l'Irak.

Lisant un communiqué, le président du Conseil de sécurité a déclaré que « les membres du Conseil demandent à l'Irak d'accorder à l'équipe d'inspection nucléaire de la commission spéciale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui se trouve actuellement en Irak, l'accès libre et immédiat aux objets que cette équipe désire inspecter le 28 juin 1991 et à tout autre site jugé nécessaire ». Le projet de déclaration mentionnait un délai de quarante-huit heures pour l'application de cet ultimatum, mention qui a disparu de la version finale. Le président a ajouté que le Conseil continuait de suivre cette affaire « et que toute répétition d'un refus aurait de sérieuses conséquences ».

Violations de l'accord de cessez-le-feu

« Les membres du Conseil déplorent fermement les incidents des 23, 25 et 28 juin, et condamnent le gouvernement irakien pour son refus de respecter pleinement ses obligations fixées par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité », résolution concernant les modalités du cessez-le-feu dé-

nié entre l'Irak et les alliés après la guerre. « Tous ces incidents constituent des violations flagrantes de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité ». Les inspecteurs de l'ONU se trouvent en Irak en vertu de cette résolution, adoptée le 3 avril. Elle prévoit la destruction des capacités nucléaires, chimiques et biologiques de l'Irak et de ses missiles balistiques. Le Conseil de sécurité a en outre demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, d'envoyer immédiatement une mission de haut niveau en Irak pour une rencontre avec les dirigeants irakiens.

Composée de MM. Rolf Ekouss, qui dirige la commission spéciale de l'ONU, et Hans Blix, directeur général de l'AIEA, ainsi que du sous-secrétaire général de l'ONU Yasushi Akashi, chargé des affaires de désarmement, cette mission devait quitter New-York pour Bagdad vendredi soir. Elle devra rendre compte de sa visite au Conseil de sécurité le plus tôt possible.

Apparavant, le président George Bush avait souligné qu'il existe des « preuves irréfutables » des violations de l'accord de cessez-le-feu. Un raid militaire américain contre les installations nucléaires irakiennes est tout à fait possible, a pour sa part, indiqué un responsable américain. Les options militaires, dont dispose Washington, vont du recours à des missiles de croisière Tomahawk embarqués à bord de navires de l'US Navy dans le Golfe à l'envoi de bombardiers « furtifs » F-117 basés en Arabie saoudite. Les Etats-Unis disposent encore dans la région de 50 000 soldats, de quinze navires de guerre et d'un nombre indéterminé d'avions. — (Reuters).

Prochaine échange d'ambassadeurs entre l'Irak et l'Arabie saoudite. — Après plusieurs années de tension, l'Irak et l'Arabie saoudite vont renforcer leurs relations et échanger prochainement des ambassadeurs, a annoncé, vendredi 28 juin, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, au retour d'une tournée en Arabie saoudite, en Grande-Bretagne et en Suisse. Ryad et Téhéran ont renoué leurs relations diplomatiques en mars. Elles avaient été rompues en avril 1988, quelques mois après de violents incidents entre manifestants irakiens et policiers saoudiens, pendant le pèlerinage annuel à La Mecque. — (Reuters).

La conclusion d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan est retardée

En dépit de l'optimisme affiché ces derniers temps par certains dirigeants kurdes, la conclusion d'un accord avec le régime de M. Saddam Hussein – souvent annoncée comme imminente – paraît se heurter à des résistances et des divergences au sein du Front du Kurdistan. Un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a déclaré, vendredi 28 juin, qu'« une réunion des leaders kurdes dans le nord de l'Irak, destinée à approuver l'accord d'autonomie, s'était terminée jeudi soir sans ratification » de cet accord. « Les dirigeants kurdes vont maintenant engager de nou-

veaux pourparlers avec le gouvernement irakien sur plusieurs questions en suspens », a-t-il ajouté. « De sources kurdes à Damas, on sait que le régime d'accord avait noté avec intérêt la proposition de nouvelles conditions posées par Bagdad et considérées comme inacceptables, par exemple l'obligation pour les Kurdes de remettre leurs armes lourdes aux autorités irakiennes. De plus, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'autre grand parti kurde, a exprimé de très sérieuses réserves sur l'accord négocié à Bagdad par M. Barzani, a-t-on précisé de même source. — (UPI).

AFRIQUE

Les islamistes entretiennent la tension à Alger

Suite de la première page

De fait, malgré un déploiement sans précédent d'engins blindés, des quartiers entiers de la capitale bouillonnent, chaque soir, l'interdiction de sortir. Provocateurs et déterminés, encouragés par les concerts de casseroles et les appels que lancent les imams du haut de leurs minarets, les jeunes des cités descendent dans la rue, dressent des barricades, crient des slogans à la gloire de Dieu et se dispersent à la vue du premier casque. Dès que les policiers ont tourné les talons, ils sont de retour, prêts à recommencer. Cette scène s'est jouée vendredi, comme elle s'était jouée la veille et comme, vraisemblablement, elle se jouera demain, avec un peu plus d'exaltation, chaque nuit.

Plus inquiétant, l'emploi des armes à feu se banalise. Des toits, les policiers sont de plus en plus souvent pris pour cibles par des tireurs qui bénéficient de complicités. De leur côté, les forces de l'ordre n'hésitent pas à tirer de longues rafales d'armes automatiques dont le bruit saccadé n'étonne plus guère. Le nombre des morts augmente, perquisitions et arrestations se multiplient et rien ne paraît pouvoir arrêter le cycle de la violence. Est-elle aussi limitée qu'on l'affirme, avec confiance, dans les cercles proches du pouvoir ou, au contraire, est-elle en train de s'étendre, comme le laisse supposer des informations qui, de plus en plus souvent, font état d'incidents sanglants dans des villes ou régions

qui paraissent jusqu'alors calmes ? C'est dans cette atmosphère malsaine et, aussi, dans une belle indifférence, que le comité central du FLN a, vendredi, achevé ses travaux. En trois jours, les dirigeants d'un parti qui n'est pas sans responsabilités dans la crise actuelle n'ont réussi qu'à produire une résolution politique insipide, rédigée à huis clos dans la traditionnelle langue de bois. Le FLN appelle ainsi partis et associations à « sauvegarder et consolider le processus démocratique et à participer à la préservation de la paix sociale ». Il invite aussi ceux qui voudront bien l'entendre à éviter l'« effusion de sang » et à surmonter la « rude épreuve » que constitue les affrontements d'aujourd'hui. En dépit des répercussions qu'engendrent la crise sur un parti secoué comme jamais, la direction du FLN a préféré repousser l'éventualité d'un

congrès extraordinaire, comme s'il fallait à tout prix préserver des regards étrangers les divisions qui le traversent.

L'essentiel des travaux aurait été consacré à de sévères règlements de comptes entre factions, accompagnés d'affrontements pour le contrôle de la direction. Le bureau politique aurait été renoué en profondeur, mais le comité central a hésité à rendre sa décision publique. Les noms des nouveaux dirigeants devraient être connus lors de la prochaine session, prévue le 18 juillet.

Le seul fait notable de la réunion du comité central aura, finalement, été une décision prise, le 10 juin, mais annoncée seulement vendredi: la démission du chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, de son poste de président du FLN. Celui-ci entend ainsi manifester qu'il est le président de tous les Algériens et non pas le représentant d'un parti. Pour beaucoup, la démission n'est que le plus convaincant des signes de l'effacement du FLN, qui n'est plus qu'un parti.

GEORGES MARION

EN BREF

■ CAMEROUN : la « Coordination » de l'opposition est déclarée illégale. — La « Coordination des partis politiques d'opposition ne peut exercer une quelconque activité sur toute l'étendue du territoire », a annoncé, vendredi 28 juin, le ministre de l'administration territoriale, qui l'accuse d'avoir usé de « méthodes d'action terroriste ». D'autre part, Radio-Cameroun a rapporté, vendredi, que cinq personnes ont été tuées à Douala, au cours de violentes manifestations, provoquées par le

nouveau refus du président Paul Biya de convoquer une conférence nationale. — (AFP, Reuters).

■ MADAGASCAR : démission d'un membre du gouvernement provisoire. — M^{me} Françoise Ravony, l'une des personnalités les plus en vue du « gouvernement provisoire » formé le 21 juin, a démissionné. Il a précisé qu'il ne voulait pas être « la cause de troubles » au sein du Comité des forces vives qui rassemble les partis d'opposition. — (AFP).

هنا من الأخبار

DIPLOMATIE

Au sommet de Luxembourg

L'Allemagne propose de définir une stratégie commune européenne en matière d'immigration

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze devaient achever dans la journée du samedi 29 juin les travaux du conseil européen, réuni depuis la veille à Luxembourg et dominé par la crise yougoslave. Les Douze ont accompli vendredi peu de progrès sur l'union politique. Le chancelier allemand Helmut Kohl a proposé à ses partenaires de définir une stratégie commune en matière d'immigration.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Une épreuve fondamentale. C'est la crédibilité des Douze qui est engagée sur une crise de ce type. » Vendredi soir 28 juin, avant même que soit connu à Luxembourg le succès de la mission de la « troïka » européenne, les Douze se félicitaient de la rapidité de leur réaction. Le surplage caractéristique du débat diplomatique sur le contenu exact du traité à signer avant la fin de l'année - surplage pourtant indéfectible vendredi à Luxembourg où, en particulier, le dossier sensible de la défense commune n'a pas été ouvert - s'en trouvait du coup ravalé au rang d'une péripétie sans vraie gravité.

Après l'équipée de Belgrade, qui osait mettre en doute la capacité des Douze de conclure, lors du conseil européen de Maastricht, en décembre, leurs travaux, tant sur

l'union politique que sur l'union économique et monétaire? L'affaire yougoslave changeait les dimensions de la Communauté, de la même manière que les avait changées en juillet 1989 la décision du sommet de l'Arche de confier à la Commission de Bruxelles la coordination de l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie.

L'ambiance un peu nerveuse que suscite l'action chez des gens qui n'y sont pas habitués portait donc à négliger la parfaite platitude de l'échange de vues sur la future politique étrangère commune - où chacun répète ses positions traditionnelles, celles de M. John Major demeurant, à y regarder de près, tout à fait négatives - et, au contraire, à valoriser les initiatives nouvelles.

Au premier rang figure celle de M. Helmut Kohl en faveur de la mise en œuvre, d'ici la fin de 1993, d'une politique commune en matière de droit d'asile et d'immigration. Dans l'esprit du chancelier, il ne s'agit plus, comme on le fait aujourd'hui, de se limiter à la coordination minimale qu'impose la perspective de l'ouverture des frontières intérieures le 1^{er} janvier 1993, mais de définir ensemble une stratégie de l'immigration, d'en harmoniser les règles par le biais de décisions prises à l'unanimité, nonobstant, précise le texte allemand, l'adoption de mesures d'exception à la majorité qualifiée.

Les troubles dans les Balkans, l'agitation en Union soviétique (où le 1^{er} janvier 1993, une nouvelle loi permettra aux Soviétiques de quitter le pays sans avoir obtenu un visa de sortie) plaident,

on s'en doute, pour ce nouvel élargissement des compétences communautaires à des thèmes qu'il n'était jusqu'à pas envisagé de traiter de manière aussi ambitieuse dans le projet d'union politique.

Dans la foulée, le chancelier propose, pour mieux lutter contre le trafic international de drogue et le crime organisé, la mise en place, avant le 31 décembre 1993, d'un Office central européen de police criminelle (Europol).

Inquiétude espagnole

Il y a urgence, et M. Kohl invite donc les cadres compétents pour l'immigration, le droit d'asile, la lutte contre la drogue, à faire rapport aux Douze dès la réunion de Maastricht. L'initiative allemande, tellement dans l'air du temps, fut bien accueillie, y compris par M. Major, lequel cependant, réfléchit déjà parfaitement acquis, ne voit pas d'avantage à communautariser l'exercice, croyant qu'une coordination renforcée pourrait fort bien se développer selon des procédures intergouvernementales.

M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, est longuement intervenu sur ce qu'on appelle, dans le langage bruxellois, la cohésion économique et sociale, c'est-à-dire sur la nécessité pour la Communauté de consentir une série d'efforts pour permettre aux pays les moins nantis de la CEE de rattraper leur retard. Ceux-ci, et en particulier l'Espagne, ont de plus en plus fréquemment le sentiment que la solidarité au sein de la CEE s'exerce de façon parcimonieuse, et que leur pleine intégration à l'ensemble communautaire n'est pas considérée avec l'attention qu'elle mérite.

M. Delors s'est employé avec beaucoup de sérieux à couper court à cette amorce de révolte espagnole. Il a rappelé l'importance de l'aide consentie par le truchement des fonds structurels (18 milliards d'euros, soit 126 milliards de francs, de 1988 à 1992), promit que ces concours financiers seraient encore sensiblement accrus après 1992, annonçant la mise en place d'un fonds européen de l'environnement, souligné que la politique agricole commune allait être réformée conformément aux intérêts des pays méridionaux, promit enfin que la contribution au budget européen serait dorénavant calculée d'avantage en tenant compte de la richesse relative de chacun.

M. Delors, appuyé en particulier par M. Mitterrand, a fermement invité les Douze à enclencher par une législation communautaire la charte des droits sociaux fondamentaux adoptée en 1989. Rien ou presque n'a été fait, alors que le chômage repart, alors aussi - a ajouté M. Delors - que les partenaires sociaux (employeurs et syndicats) ont pris de l'avance sur le législateur européen. L'appel s'adressait principalement à M. Major, qui, de la même manière que M. Thatcher, ne voit guère que des inconvénients à réglementer en de tels domaines à l'échelle de la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

L'amorce d'un règlement cambodgien

Les Chinois se sont résolus à un compromis

La négociation sur le Cambodge s'est débloquée, à telle enseigne que M. Hun Sen, le premier ministre du Phnom-Penh, sera à Pékin, les 16 et 17 juillet, pour une rencontre avec les autres factions khmères et que le Conseil national suprême (CNS) du Cambodge pourrait, dans trois mois, siéger à Phnom-Penh sous la présidence de fait du prince Sihanouk. On estimait même, vendredi 28 juin à Hanoï, de source vietnamienne sûre, qu'un « dérapage » du processus était désormais peu probable.

HANOÏ

de notre envoyé spécial

Les Vietnamiens expliquent le déblocage de discussions dans l'impasse jusqu'à la réunion du CNS à Djakarta, début juin, par un revirement de Pékin. La Chine, disent-ils, avait trois bonnes raisons d'abandonner son intransigence : elle entend jouer un rôle dans le concert des grandes puissances ; elle a constaté, après deux saisons sèches de combats (les hivers 1989-1990 et 1990-1991), que les Khmers rouges ne sont pas parvenus, en dépit d'une aide chinoise substantielle, à renverser l'équilibre des forces sur le terrain et qu'il n'y a pas de raison que le régime de Phnom-Penh ne continue pas de tenir le coup dans un proche avenir ; enfin, Pékin se rend compte, aujourd'hui encore plus qu'hier, que l'image de marque des Khmers rouges constitue, auprès des opinions occidentales, un handicap quasi insurmontable.

Le prince Sihanouk, qui a présenté à Djakarta une analyse analogue de la situation à M. Hun Sen, s'est donc rendu ensuite à Bangkok puis à Pattaya avec un « feu orange » de ses amis chinois pour tenter une percée politique. Il l'a fait avec succès, moyennant de sérieuses concessions au régime de Phnom-Penh. Les mêmes sources vietnamiennes, qui souhaitent la « transition la plus courte possible », estiment que la « meilleure des choses » serait, désormais, une alliance électorale entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen. « Une telle alliance est possible », ajoutent-elles, en soulignant que le prince s'est déjà nettement démarqué des Khmers rouges.

Quid, alors, de ces derniers ? Dans le cadre de l'installation du

CNS à Phnom-Penh, ils reprendront pied dans la capitale du Cambodge, où ils disposeront d'un QG dont l'enceinte intérieure sera protégée par leurs propres hommes, la surveillance extérieure étant assurée par le régime en place. Ce qui veut dire que les soldats khmers rouges ne seront probablement pas autorisés à sortir, leur autorité étant assurée par les autorités actuelles de Phnom-Penh.

Le rôle de l'ONU

Surtout - le point est crucial - les Khmers rouges ne signeront Phnom-Penh non en tant que tels, mais seulement au titre de membres de la coalition tripartite qui comprend également les sihanoukistes et le Front de M. Son Sann, laquelle décline six sièges sur les douze au sein du CNS. On qualifie ici cette situation d'« ambiguïté importante », ce soulignant que « jamais Hun Sen n'abandonnera l'accusation de génocide » à l'égard des Khmers rouges et que ces derniers ne pourront pas utiliser leur label - Kampuchea démocratique - dans le cadre d'une campagne électorale. Les Khmers rouges, estime-t-on en outre ici, sont déjà « très démoralisés » et auront du mal à remettre en cause le processus de paix.

Les Vietnamiens, pour leur part, souhaitent « aller directement aux élections ». Que reste-t-il, si tel est le scénario, du plan d'intervention massive des Nations unies présenté, le 26 novembre dernier, par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ? Une quadruple mission de contrôle : du cessez-le-feu en vigueur depuis le 24 juin, de la fin des interventions étrangères, du regroupement des forces militaires en présence et du déroulement du scrutin. En outre, l'ONU devra s'occuper, d'un million de réfugiés (un quart de million en Thaïlande) et de personnes déplacées (deux cent mille au Cambodge).

Mais les Vietnamiens estiment que les cinq doivent être associés à une solution, d'abord en la contraignant dans le cadre d'une nouvelle réunion de la Conférence de Paris, ensuite en étant représentés auprès du CNS, des l'installation de ce dernier à Phnom-Penh. Le rôle de l'ONU - « du type mambien, nicaraguayen ou angolais » - tout en demeurant vital, n'a donc plus rien à voir avec la tutelle de fait préconisée par le

plan des Cinq. L'administration actuelle de Phnom-Penh demeurera en place jusqu'aux élections.

Bandits dans la forêt

Qu'un accord international intervienne avant la fin de l'année est donc possible. Les données régionales en seraient radicalement modifiées. Déjà contraints d'abandonner leur récent calendrier de normalisation de leurs relations avec le Vietnam - « Il est dépassé », estime-t-on ici - les Etats-Unis devront également, dans la foulée, lever leur embargo économique contre le Vietnam et le Cambodge.

Les Thaïlandais, qui entendent être la locomotive du développement d'une « péninsule dorée » (la Birmanie, la Thaïlande et les trois Etats indochinois), devront réexaminer leur contentieux avec les Vietnamiens. Le principal obstacle - le différend cambodgien - étant levé, une détonée s'opérera entre la Chine et le Vietnam, lesquels auront, d'ailleurs, déjà repris discrètement leurs relations.

Hanoï, pour sa part, devra s'accommoder du poids financier et économique du Japon. « Nous n'avons pas le choix », indiquent, à ce sujet, les mêmes sources en soulignant que les questions économiques vont rapidement primer. Et entre-temps, au Cambodge, dans la meilleure des hypothèses, il restera des bandits dans la forêt, comme il y en a toujours existé, sauf pendant un court séisme de présence française.

JEAN-CLAUDE POMONTI

M. Pierre Joxe en Hongrie et en Roumanie. - Après une visite, vendredi 28 juin, en Hongrie, où il s'est entretenu avec les ministres hongrois des Affaires étrangères et de la défense de la situation en Yougoslavie, le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, devait séjourner, samedi 29 et dimanche 30 juin, en Roumanie. A l'occasion de ce double voyage, M. Joxe a prévu d'assister à un exercice dit de « ciel ouvert », qui consiste - pour appliquer les mesures de sécurité et de confiance entre l'Est et l'Ouest - en un survol du territoire hongrois par un avion roumain équipé d'un système de surveillance par caméra fourni aux deux pays par la France.

An Sahara occidental

Le Maroc et le Front Polisario ont accepté un cessez-le-feu

Après seize ans de guerre, le Maroc et le Front Polisario ont accepté, vendredi 28 juin, à Genève, de faire taire leurs armes au Sahara occidental, le 6 septembre, comme le leur avait suggéré le secrétaire général de l'ONU, afin de permettre aux Nations unies d'organiser un référendum d'autodétermination au début de 1992.

Dès le 6 septembre, M. Johannes Manz, le représentant des Nations unies, s'installera à El Ayoun, la principale ville de ce territoire de 250 000 km², abandonné par l'Espagne en 1974 et revendiqué, depuis lors, par le Maroc dont les troupes contrôlent la plus grande partie tandis que le Front Polisario en réclame l'indépendance.

Une fois le matériel de logistique mis en place, la Mission d'observation des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO) qui complètera quelque 2 000 observateurs civils et militaires, aura pour première tâche de contrôler le retrait effectif de l'ensemble des troupes du Front Polisario et d'une grande partie des forces marocaines (environ 65 000 hommes resteront dans le territoire).

Reste à régler quelques problèmes, notamment ceux de la composition exacte du corps électoral et de la localisation des bureaux de vote. Le Front Polisario est opposé à ce qu'il soit installé dans les seules villes du Sahara occidental, toutes contrôlées par le Maroc. Dans un récent éditorial, le journal marocain pro-communiste *Al Bayane* invite l'ONU à faire preuve de « beaucoup d'humilité » car, « n'étant ni un ayant-droit, ni un tuteur légal de nos provinces sahariennes, il ne faudrait pas s'entendre à ce que notre pays renonce à la moindre parcelle de ses prérogatives de souveraineté ».

D'autre part, dans une lettre adressée, début juin, au secrétaire général de l'ONU, M. Danielle Mitterrand, président de la Fondation France-Libertés, exprime sa « joie » de savoir que « ces populations (sahariennes) pourront, quel que soit leur choix, libre, rentrer dans leur pays ». Elle propose que « toute organisation non gouvernementale agréée de l'ONU se doit d'effectuer pour que le déroulement de cet événement se fasse dans les meilleures conditions de justice ».

ASIE

CHINE : reconnaissant l'existence du fléau

Pékin lance une « guerre populaire » contre la drogue

Les autorités chinoises, inquiètes devant le croissement « rapide » du trafic de drogue et la multiplication des cas d'intoxication, ont lancé une campagne intitulée « guerre populaire anti-narcotique » visant à éradiquer le fléau d'ici deux ou trois ans.

PÉKIN

de notre correspondant

Pour la première fois, un responsable chinois a reconnu que le problème de la drogue, désormais qualifié de « grave », comportait une dimension nationale avec la « découverte » de « petites plantations » de pavot dans des régions reculées de Mongolie intérieure et de Mandchourie, la formation de gangs armés liés aux réseaux internationaux de trafiquants, et, dans une mesure qu'il n'a pas spécifiée, l'apparition d'une production locale.

Ces révélations ont été fournies par M. Wang Fang au cours d'une conférence nationale sur le problème, la première depuis celle de 1952, lors de laquelle la Chine populaire, alors âgée de trois ans, s'était déclarée « libérée du fléau de la drogue ». « La situation actuelle est la plus sombre que la Chine ait connue depuis 1952 », a estimé M. Wang, ancien ministre de la sécurité publique, nommé directeur d'une commission nationale de contrôle des narcotiques que le gouvernement vient de fonder en vue de coordonner les services de lutte contre la drogue.

Le nombre des nouveaux drogués chinois - de plus en plus fréquemment héroïnomanes - est officiellement évalué à 70 000 pour l'année 1989. En 1990, la police est intervenue dans

3 670 affaires de trafic de stupéfiants.

Le problème comporte une charge émotionnelle très forte en Chine en raison des guerres de l'opium du XIX^e siècle. Les polices occidentales, en particulier américaine, se plaignent d'un certain manque de coopération de la part de la police chinoise, qui refuse de partager ses informations les plus précieuses dans la lutte contre les réseaux internationaux.

Pas de transparence

Les déclarations de M. Wang, reprises dans la presse officielle, laissent croire à un début de transparence sur la question. Cet espoir a été déçu, mercredi 26 juin, au cours d'une conférence de presse qui a plutôt donné lieu à une bordée de critiques envers le reste de la planète.

Un responsable de la commission anti-narcotique a affirmé que puisque la Chine était un pays socialiste, « pas un seul » membre de son administration ou de sa police ne pouvait être impliqué dans le trafic de stupéfiants. Le responsable, M. Yu Lci, a reproché aux Etats-Unis, à titre d'exemple, d'avoir octroyé l'asile politique à un ressortissant chinois que la police de Pékin lui avait confié en tant que témoin d'une affaire de trafic de stupéfiants devant être jugée par un tribunal américain.

Les responsables ont également attribué la responsabilité du transit par la Chine de la drogue produite dans le Triangle d'or (Haute Birmanie, Thaïlande et Laos) à « l'attitude accommodante et magnanime » de la police des frontières envers les étrangers et Chinois d'outremer, depuis le lancement de la politique d'ouverture.

FRANCIS DERON

AMÉRIQUES

CANADA : selon un rapport officiel

Le particularisme des provinces est un des fondements du fédéralisme

MONTREAL

de notre correspondant

Lors d'une grande cérémonie télévisée, jeudi 27 juin à Ottawa, le « Forum des citoyens », créé par le gouvernement fédéral en novembre dernier, a présenté son rapport qui constate une désaffection croissante des Canadiens à l'égard de leurs dirigeants et de leurs institutions politiques, ainsi que des divergences persistantes entre les deux communautés linguistiques dans leur conception du Canada.

En dehors du Québec, la majorité des 400 000 personnes interrogées (le Monde du 25 juin) réaffirme son attachement à un pouvoir central fort, à l'encontre de ce que réclame traditionnellement le gouvernement de la province francophone. Toutefois le rapport maintient que les Canadiens anglophones réagissent à retardement devant les aspirations du Québec qui n'en est plus, depuis déjà quinze ans, à solliciter seulement quelques aménagements linguistiques mais revendique un réel partage des pouvoirs.

Certains commissaires ont estimé que les Canadiens ne saisissent pas la gravité de la situation et l'urgence d'une solution. « Nous ne sommes pas des marchands de fédéralisme mais de lucidité », déclare pour sa part le président de la commission, M. Keith Spicer. « Il y a

non seulement une crise constitutionnelle au Canada, mais il y a aussi une crise de leadership, insiste-t-il. Ce pays meurt d'ignorance... Les gens ignorent les causes de la problématique et des conséquences éventuelles des grandes options constitutionnelles ».

En outre, les Canadiens paraissent souhaiter un règlement rapide au sujet des revendications territoriales des Indiens et le rapport propose qu'on leur reconnaisse le droit à l'autonomie gouvernementale. Le document indique, d'autre part, que le Québec a toute la latitude nécessaire pour préserver son identité propre. Un an après l'échec des accords constitutionnels du lac Meech, que 60 % des Canadiens affirment ne pas regretter, le consensus politique s'est effrit et les positions demeurent depuis lors irréconciliables. A cet égard, les commissaires rappellent que l'égalité parfaite entre les provinces de la Confédération n'avait jamais existé puisque chacune d'entre elles y a fait son entrée dans des conditions particulières. « Il était temps que cela soit dit », affirme M. Spicer. Les Canadiens ne le savaient pas : les arrangements spéciaux sont l'un des principes fondamentaux du fédéralisme canadien », M. Spicer croit au « début d'une grande négociation » pour « réinventer le Canada ».

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

ÉTATS-UNIS : le Sénat adopte la « loi Brady » sur le contrôle des armes à feu. - En l'amendant, le Sénat a adopté, vendredi 28 juin, la loi dite « Brady », du nom de l'ancien porte-parole de M. Ronald Reagan, James Brady, grièvement blessé lors d'un attentat contre le président en 1981. Cette loi fixe à cinq jours (et non sept selon la version votée par la Chambre des représentants) la période d'attente imposée à tout acheteur d'une arme de poing. Cette disposition - la plus controversée de la législation anti-crime dans laquelle cette loi doit être incluse - est destinée

à vérifier les antécédents judiciaires de l'intéressé. Le deuxième amendement de la Constitution des Etats-Unis reconnaît aux Américains le droit de porter des armes. - (AFP)

SAINT-DOMINGUE : nouvelle expulsion d'Haïtiens. - Le gouvernement de la République dominicaine a annoncé que cent vingt-neuf Haïtiens ont été expulsés, jeudi 27 juin. Depuis un décret pris le 13 juin, deux cent soixante-dix Haïtiens, en situation déclarée illégale, ont été renvoyés chez eux. - (AFP)

d'ouvrir experts

POLITIQUE

Le mouvement de contestation des harkis

Jouques, « camp de la honte »

Grâce au déblocage d'une première tranche de crédits de 5 millions de francs (1), la cité d'anciens harkis du Logis d'Anne à Jouques (Bouches-du-Rhône), retenue comme site d'intervention prioritaire, va être réhabilitée dans un délai de trois ans. Créée en 1962 et seule du genre subsistant en France, elle héberge, dans trois immeubles, une soixantaine de familles, soit environ quatre cents personnes auxquelles des propositions de relogement ont été faites, au cours d'une réunion tenue, jeudi 27 juin, à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Le camp de la honte », c'est ainsi que Slimane Djera, président de l'association des jeunes du Logis d'Anne, par ailleurs membre de la « mission de réflexion » sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine, qualifie la cité dans laquelle il est né et où il a toujours habité.

Trois hameaux isolés au milieu des piobères, en bordure de la RN 96, à 25 kilomètres au nord d'Aix-en-Provence, dont deux sont encore constitués d'anciens baraques de cheminiers insuburbains (« des fourrés », des « glacières d'hiver ») construits par l'Office national des forêts et EDF. Sans aucun équipement social, sans même un lieu de réunion hormis le foyer du troisième étage, titre pompeux donné à un garage désaffecté où les anciens se retrouvent pour jouer aux dominos. Un véritable « ghetto campagnard » dont les enfants n'ont été accueillis à la maternelle de Jouques — village distant de 8 kilomètres — que depuis 1984 et où le ramassage des ordures ménagères n'est organisé que depuis deux ans.

Dire que rien n'a été fait, en trente ans, serait inexact. En 1973,

l'un des trois hameaux a été rasé et remplacé par trente-deux pavillons. Mais il s'agissait de constructions de qualité exécrable rapetassées chaque année avec grand résultat. Parmi quelques personnes âgées qui veulent « y mourir », tous ont qu'une envie : partir, le plus vite possible du Logis d'Anne. « Tirer un trait sur le passé », dit Slimane, et travailler pour l'intégration de la troisième génération, celle des deux premières ont été sacrifiées.

Lors de la réunion organisée, le 27 juin, par le sous-préfet d'Aix-en-Provence, M. Pierre Lise, des solutions de relogement — ailleurs, en secteur diffus, dans le département — ont été proposées aux habitants de la cité. Les vœux visent à leur faciliter l'accès à la propriété par le versement d'aides exceptionnelles allant de 150 000 F à 400 000 F. Les autres concernent le secteur locatif et combinent les avantages de prêts locatifs aidés d'insertion avec ceux de l'APL (aide personnalisée au logement), en plus des allocations logement, de façon à leur offrir des loyers nettement inférieurs aux prix pratiqués par les offices d'HLM.

« La clef d'une maison... »

Tout en admettant que ces propositions constituent un progrès, Slimane Djera les estime pourtant insuffisantes. « Demander un apport personnel de 30 % du coût de l'acquisition d'un logement neuf, remarque-t-il, est totalement irréaliste. Comment, avec des retraites dérisoires, nos vieux pourront-ils satisfaire à cette condition ? Ce ne sont pas les millions mais la clef d'une maison qui les intéresse. En Algérie, ils avaient une mechie avec le figulier devant la porte. C'est ce qu'ils voudraient retrouver, pas plus. »

Le paiement d'un loyer, à moins que son montant ne soit symbolique, lui paraît aussi problématique. Le taux de chômage au Logis d'Anne atteint près de 80 % de la

population en âge de travailler et, le plus souvent, les foyers ne vivent que sur un seul salaire. « Les gens ne voudront pas quitter la cité pour aller en location », observe Slimane, car, faute de revenus, ils ne versent plus rien, ici, depuis quatre ans. « Un diagnostic complet de la situation de chaque famille a toutefois été demandé à un cabinet spécialiste. Et, selon le sous-préfet des solutions, adaptées à chaque cas, devraient être trouvées. »

Reste le problème, crucial, de l'emploi. Les jeunes, qui n'en sont pas à leur première action — ils ont fait une grève de la faim en avril 1987 et bloqué, pendant trois semaines, l'entrée du Centre d'essais nucléaires de Cadarache, en septembre 1988 — ne veulent plus entendre parler de « stages parking ». Le dernier, auquel cinquante-cinq d'entre eux ont participé, à Vitrolles, a été un échec cuisant. Un tiers a abandonné en cours de route et vingt mois après, six seulement occupent un emploi à durée indéterminée (« Le pire, se désole Slimane, c'est qu'ils ont acquis une mentalité de ghéolos »). Ce qu'ils réclament : des emplois réservés dans les communes ou des organismes publics ou parapublics, comme l'ONF, la Société du canal de Provence, l'EDF ou la société de l'autoroute des Alpes. « On doit bien pa à notre communauté de laisses-pour-compte et c'est pas la lune... »

Dans l'attente de perspectives concrètes, ils montent toujours la garde, jour et nuit, depuis le lundi 24 juin, devant le barrage de caduc de voitures qu'ils ont édifié sur la RN 96. Un obstacle sans importance, facilement contourné par une déviation. Le soir, ils incendient quelques papiers sous les yeux des jeunes filles découvertes de la cité et de quelques vieux déshabillés. En espérant que leur entêtement finira par émouvoir les autorités.

GUY PORTE

(1) Sur une dépense totale estimée à 19 millions de francs.

Plan d'urgence pour les « oubliés de l'Histoire »

Suite de la première page

Quand il a remis au premier ministre le rapport, commandé en décembre dernier, par M. Michel Rocard, ce colonel du cadre de réserve a dit à M. Cresson : « Nous avons eu le sentiment, au cours de tous nos contacts, d'être la mission de la dernière chance. Une nouvelle déception provoquerait fatalement l'explosion. Et si le gouvernement trouvait que nos propositions coûtent trop cher, il prendrait le risque d'avoir ensuite à payer encore davantage... »

M. Cresson a apparemment compris qu'il y a urgence. A sa demande, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, a débouqué des jeudis les crédits nécessaires au versement des bourses scolaires spéciales attribuées aux enfants des familles d'anciens harkis. Faute de moyens financiers, ces bourses n'avaient pas été payées au deuxième trimestre et ce détail avait contribué à faire déborder la colère de ces jeunes de la troisième génération des rapatriés musulmans qui se réapproprient l'histoire de leurs parents en se présentant à leur tour comme des « oubliés de l'Histoire ».

Très inquiète de la tournure qu'ont prise les manifestations incontrôlables organisées depuis les premiers incidents de Narbonne dans presque tous les départements méditerranéens, M. Cresson veut sans tarder émettre des propositions de loi. Ces jeunes des réponses concrètes, à la mesure de leurs frustrations. Dès que le coût des trente propositions contenues dans le rapport de la « mission de réflexion » sera évalué, elle rendra publiques des décisions dont l'effet sera immédiat. Elle souhaite aussi recevoir les délégués des manifestants et préparer d'autres mesures à plus long terme.

Mais le contenu même de ces propositions montre à quel point

la tâche du chef du gouvernement sera difficile. Ce qui est demandé à M. Cresson, c'est tout simplement, si l'on ose dire, de régler sans délai un contentieux vieux de vingt-neuf ans et dans lequel les séquelles psychologiques de la guerre d'Algérie pèsent au moins aussi lourd, sinon plus, que les revendications matérielles.

Les anciens harkis et leurs familles aspirent d'abord à une « reconnaissance de dignité et d'identité ». Le rapport de la mission formulé à ce sujet huit propositions tendant à la « réhabilitation » du rôle des anciens supplétifs de l'armée française « dans la mémoire nationale » et à la « réparation morale et matérielle » des dommages qui en résultent pour eux. Il préconise notamment « le lancement d'une souscription nationale en vue d'élever un monument en souvenir de tous les musulmans morts pour la France », d'organiser « un débat devant le Parlement consacrant enfin la reconnaissance officielle par la France des services accomplis par les anciens supplétifs », l'accès aux anciens harkis ou à leurs veuves d'un revenu minimum « plafonné à un montant égal à une fois et demie le SMIC ».

Un test politique

Il convient ensuite, selon la mission, d'établir un programme d'actions visant à l'insertion professionnelle des jeunes de cette communauté dont 13 % seulement atteignent un niveau égal au BEPC et dont 40 % ne déclarent aucun diplôme. Le rapport propose, en particulier, de « développer, dans le cadre du service national, l'expérience des éducateurs du contingent pour lutter contre l'échec scolaire », de « favoriser la création d'associations ayant pour objectif le rattrapage scolaire », d'instituer, en marge du système scolaire, un système de « tutorat » dans lequel

« l'enseignant pourrait non seulement remplir le rôle de répétiteur mais aussi celui de conseiller en orientation », d'instaurer avec « une jeune un projet personnel et professionnel réaliste », de regrouper et simplifier les aides à la création d'entreprises.

Il s'agit aussi de résorber définitivement les derniers « camps historiques » et les « fortes concentrations ». Le rapport insiste sur les cas de Bias (Loz-et-Garonne), Jouques (Bouches-du-Rhône), et sur la Cité de la Briqueterie, à Amiens (Somme), « devenus des symboles de détresse et d'écœur ».

Tout cela revient, en somme, à créer en faveur des familles d'anciens harkis « les conditions d'une véritable citoyenneté ». Ce qui implique par exemple, souligne la « mission de réflexion », de revenir au droit commun en matière de service national en obligeant tous les jeunes issus de la communauté d'origine nord-africaine, y compris les enfants d'immigrés, à effectuer leur service militaire « dans le pays de résidence habituelle, c'est-à-dire en France » et de « favoriser l'émergence d'un islam français » en créant une institution « qui pourrait s'inspirer à la fois du Conseil représentatif des institutions juives et de la Fédération protestante de France ».

Et pour que, cette fois, les bonnes intentions ne se perdent pas dans les sables administratifs, la mission demande la mise en place d'un « comité national chargé d'assurer le suivi et l'évaluation des mesures qui seront arrêtées par le gouvernement » et dont l'application serait supervisée par des comités départementaux associant l'administration, les collectivités locales et les représentants de la communauté.

Cette dernière proposition s'inspire du dispositif mis en place par M. Rocard pour veiller, depuis 1983, au suivi des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Et cette référence n'est pas inopportune dans la mesure où la façon dont M. Cresson gèrera ce dossier à chaud prendra aussi, pour elle, valeur de test politique.

ALAIN ROLLAT

LIVRES POLITIQUES

L'ANECDOTE date de 1969, au moment de l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République et de la formation du gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. Léo Hamon, qui avait été élu député de l'Essonne aux élections législatives de 1968, écrit dans ses Mémoires : « La démarche qui suivit la proclamation du nouvel élu de la nation, j'allais dans me circonscription pour l'inauguration d'un groupe scolaire. De retour à mon domicile parisien, j'écoulai à la télévision Michel Jobert, secrétaire général (de la présidence de la République), donner la liste des nouveaux ministres. A l'article « porte-parole du gouvernement » j'eus la surprise d'entendre prononcer mon nom. Je n'avais pas été prévenu. On avait, paraît-il, cherché à me joindre toute la journée — en vain. »

Voilà comment on devient ministre ! Cette divine surprise est arrivée à d'autres — avant et après Léo Hamon — mais il faut le mélange d'ingénuité et de contentement de ce paronage pour qu'elle soit racontée avec tant de simplicité ! Sans doute y faut-il aussi la recul que donne l'âge. En voici un autre exemple : « Ce passage hebdomadaire à la télévision faisait de moi l'homme le plus vu des membres du gouvernement. Cela m'attirait quelques sarcasmes. J'apprenais qu'on me surnommait Léo Perleux par déformation de mon nom. Cette familiarité m'amusa. Etre reconnu dans la rue à tout instant m'amusait moins. »

Le recueil de souvenirs publié par Léo Hamon, sous le titre *Vivre ses choix*, ne se limite pas à des anecdotes ou des remarques de ce genre. Si celles-ci sont mises en avant, c'est parce qu'elles donnent le ton d'un ouvrage sans prétention mais riche de détails sur des périodes fortes de l'histoire contemporaine, en particulier celles de la Résistance et de l'après-guerre.

« Je suis né et j'ai grandi dans un milieu où le socialisme était tenu à la fois pour la vérité de l'histoire et le bien de l'humanité, une manière de révélation que garantissent l'analyse et la pré-

La Résistance en toute simplicité

diction marxiste. Très vite, je suis sorti de cette vision », raconte l'auteur. Ses parents, d'origine juive, amis de Rosa Luxemburg, avaient quitté le Russie après l'échec de la révolution de 1905. Ils s'étaient installés en France, sans renoncer à leur idéal, avant de retourner en URSS via un séjour à Berlin à partir de 1921. Le petit Léo Goldenberg, qui devait opter plus tard pour son patronyme dans la Résistance, fit alors, à quatorze ans, un premier choix décisif, celui de rester en France et de sa vivre d'abord comme Français.

On ne s'étonne donc pas de le retrouver dans les rangs de la Résistance. Ce qui est étonnant, après coup, dans son cas comme dans bien d'autres, c'est la logique naturelle de cet engagement. Si naturelle que l'on en oublierait les risques encourus ; tous les bons Français ne les ont d'ailleurs pas pris. Pendant cette période, Léo Hamon circule, voit un tas de mondes, monte un réseau, conduit une action de commando, mat en rapport les communistes et les gaullistes, fréquente tous ceux qui ont joué un rôle éminent, prend des notes. Près de cinquante ans plus tard, il peut citer son journal d'alors, brosse des portraits d'époque, ceux de Georges Bidault, président du Conseil national de la Résistance, de Georges Marrane et Pierre Villon, notables communistes, d'Hanni Franey, fondateur du réseau Combat, ou, plus tard, d'Edgar Faura et de Pierre Mendès France, évoquer dans le détail ses contacts, les débats et les problèmes d'une activité qui, à Toulouse, Lyon, Vichy ou à Paris, était à la fois clandestine et bruisante.

Membre du Comité parisien de libération, il est aux premières loges lorsque le capitale se soulève. Il participe aux tractations

difficiles et contestées qui sont

engagées avec les Allemands pour éviter la pire. L'avocat qui deviendra conseiller municipal de Paris à la Libération, puis sénateur MRP (démocrate chrétien) jusqu'à sa rupture avec cette formation parce qu'il s'oppose au supranationalisme européen, qui renouera avec la politique dans le courant des gaullistes de gauche, après avoir passé une agression du droit public, resta tout au long de cette longue carrière un médiateur, un homme du dialogue et des rapprochements. « De ma soutenance de thèse à ma vie politique, pour finir par ma réflexion de professeur de Sciences-Po sur le rôle du Conseil constitutionnel, ma vie, écrit-il, eura d'une certaine manière toujours tourné autour du maintien intellectuel d'une irréductible latitude d'action de la part des autorités instituées. Elle ne s'épuise jamais, quoi qu'on en ait pensé nos grands anciens, dans l'application dure mais simple du droit existant. L'Etat de droit lui-même, si justement prôné aujourd'hui, est bien davantage un Etat de création de droit dans certaines conditions, selon certaines procédures, qu'un Etat où le droit régirait tout à l'évidence. »

Parmi toutes ses rencontres, Léo Hamon n'a pas oublié celle d'Edmond Michelet, chrétien engagé, résistant de la première heure, déporté à Dachau où son action fut exemplaire, parlementaire et plusieurs fois ministre du général de Gaulle. Pour lui aussi, l'acte de résistance était de soi. « Il est rare, note Léo Hamon dans ses Mémoires, qu'on rencontre dans la vie un homme dont on se dit avec autant de certitude que, s'il devait y avoir des saints, il serait obligatoirement de ceux-là. » Pierre Penen retrace l'itinéraire singulier de ce disciple de Péguy dans un petit ouvrage biographique et peint d'Edmond Michelet un portrait tout de sobriété et de ferveur.

« Vivre ses choix », de Léo Hamon, Robert Leffont, 556 pages, 135 F.
« Edmond Michelet, de Pierre Penen, Desclée de Brouwer, 138 pages, 76 F.

ANDRÉ LAURENS

Une population difficile à dénombrer

Combien sont-ils ? Le nombre des membres de la communauté rapatriée d'origine musulmane, qui inclut les familles d'anciens harkis, est difficile à évaluer de façon très précise. Depuis 1976, an a fait, l'INSEE ne distingue plus les rapatriés d'origine nord-africaine des autres citoyens français et les services administratifs concernés ne mentionnent plus l'existence des familles dont l'insertion sociale a réussi et qui se sont fondues dans l'ensemble de la communauté nationale.

En 1962, un rapport transmis à l'ONU estimait à deux cent soixante-trois mille hommes le nombre des Français musulmans rapatriés. En 1986, l'INED évaluait cette communauté à deux cent cinquante mille personnes dont quatre-vingt-trois mille enfants nés en France. En 1988, la dérogation gouvernementale aux rapatriés, retenant les déclarations faites par les intéressés dans les préfectures, fixait ce nombre à quatre cent cinquante mille personnes. Certains char-

cheurs parlent toutefois de plus de sept cent mille personnes.

Les familles d'anciens harkis sont réparties essentiellement dans les régions (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Rhône-Alpes, Langue-doc-Roussillon, Ile-de-France). Elles forment une communauté dont plus de la moitié des membres ont moins de vingt-cinq ans et au sein de laquelle 80 % des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans sont sans emploi.

Le Front national et l'antisémitisme

« Ce qu'ils appellent l'holocauste... »

L'opposition parlementaire justifie son refus d'adhésion avec le Front national en affirmant qu'elle ne partage pas les mêmes « valeurs » que l'extrême droite. Invité de l'émission « Sept sur sept », dimanche 23 juin, M. Alain Juppé a explicitement éclairé ce jugement. « Les convictions intimes de M. Le Pen, a-t-il dit le secrétaire général du RPR, on les connaît, elles transparaissent chaque fois qu'il s'exprime. Il est, je crois, très profondément et très sincèrement raciste et antisémite. Voilà une ligne de partage que nous n'avons jamais franchie et que nous ne franchirons jamais. »

La lettre d'information de M. Michel Duchocla, le *Réveil de l'Arriège*, est-elle « très profondément et très sincèrement » une publication antisémite ? M. Duchocla est secrétaire départemental du Front national dans l'Arriège. On parle de lui pour diriger la liste de son parti dans ce département aux élections régionales de 1992. Exploitant agricole à la retraite, éditeur du parti d'extrême droite depuis 1985, ancien candidat du Front national aux élections can-

tonales, législatives et régionales, M. Duchocla dirige et imprime le *Réveil de l'Arriège*, une publication bimensuelle, dûment répertoriée par la commission ldoins et qui se présente sous la forme de fausses volontés de format papier-machin.

Dans son numéro 13 de janvier 1991, le *Réveil de l'Arriège* a consacré un article aux juifs sous le titre interrogateur : « Racistes de droit divin ? ». « Le responsable historique du racisme, est-il écrit, semble bien être Jésus ou plutôt Yahvé, par son choix du « peuple élu » de race juive, dans l'Ancien Testament, donnant ainsi aux juifs la justification de leur croyance à un racisme de droit divin. » « Le virus de cette primauté, poursuit l'auteur, a tellement bien continué à proliférer dans l'esprit juif que, si les juifs sont redevables à Yahvé d'avoir été le peuple élu, sans d'ailleurs en être responsables, ils ont toujours été tellement imprégnés de cette supériorité qu'ils se sont comportés en conséquence, se rendant parfois difficilement supportables aux peuples chez lesquels ils vivaient par leur arrogance quand ils se trouvaient en position de supériorité, s'étonnant et hurlant à la persécution devant des réactions de défense de leurs hôtes, après tout prévi-

sibles, même si elles furent quelquefois intolérables par leurs excès. »

Au nombre des « excès », la publication de M. Duchocla range, sans le nommer, le génocide perpétré par les nazis pendant la seconde guerre mondiale, dont, à bien comprendre le *Réveil de l'Arriège*, les juifs n'auraient pas trop à se plaindre. « Entre aryens et juifs, indique l'auteur, le choc fut ce que nous savons : atroce, et les juifs vainquirent finalement. Après un lourd tribut de leur part dans l'affrontement, inhumain pour eux, mais dans lequel ils ont entraîné, par la même occasion, des millions de « goyim » qui n'étaient pour rien dans cette querelle. Fidèles à leur génie, ils surent tirer de leurs réelles souffrances, d'ailleurs un peu indéfiniment hypertrophiées, un parti considérable, sur un moins deux plans : premièrement, en récupérant leurs ouailles un peu trop sèches et susceptibles d'assimilation dans les pays où elles avaient élu domicile ; deuxièmement, par un dramatique méliodrame incroyable autour de ce qu'ils appellent « l'holocauste », dans le but principal de récupérer, et au-delà, le terrain perdu en arguant sa situation. »

O. B.

محضان الناصر

POLITIQUE

La fin de la session parlementaire ordinaire

M^{me} Cresson accuse l'opposition de faire au gouvernement un « procès fiscal »

Les députés ont adopté définitivement, vendredi 28 juin, les projets de loi sur les écoutes téléphoniques et la réforme de l'aide juridique, sur lesquels étaient intervenus des accords en commission mixte paritaire (sept députés et sept sénateurs). Pour la deuxième fois depuis qu'elle a été nommée premier ministre, M^{me} Edith Cresson a engagé la responsabilité de son gouvernement (article 49-3 de la Constitution) sur le projet portant diverses mesures d'ordre économique et financier, contenant notamment la réforme de la taxe départementale sur le revenu, qui était soumis pour une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale. A cette occasion, M^{me} Cresson a demandé aux Français de ne pas croire au « procès fiscal » que l'opposition a déjà annoncé qu'elle ne déposerait pas de nouvelle motion de censure.

■ Ecoutes téléphoniques. — La commission mixte paritaire (CMP) était parvenue à un accord sur ce projet de loi, en apportant plusieurs modifications au texte d'origine. Pour les écoutes judiciaires, les députés et les sénateurs ont ainsi décidé que le bâtonnier devrait désormais être informé par le juge des interceptions de communications téléphoniques que celui-ci peut décider d'effectuer sur une ligne dépendant du cabinet d'un avocat ou de son domicile. La garde des sceaux, M. Henri Nallet, a précisé qu'il ne s'agissait pas de « faire bénéficier les avocats d'un privilège, mais de protéger la vie privée de leur clientèle ».

Pour les écoutes administratives, les membres de la CMP ont modifié la composition de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité en proposant un compromis entre le texte de l'Assemblée nationale et celui du Sénat. Ils ont supprimé la présence de deux magistrats, l'un de la Cour des comptes et l'autre du Conseil d'Etat, qu'avaient souhaité ajouter les députés. La commission sera donc désormais composée de trois membres : un député, un sénateur et un président, désigné par le président de la République, sur une liste de quatre noms établie conjointement par le vice-président du Conseil d'Etat et par le premier président de la Cour de cassation.

La CMP a également retenu un article, introduit par le gouvernement au Sénat, sanctionnant la révélation de l'existence d'une interception de sécurité et a adopté une nouvelle rédaction du code pénal permettant de contrôler la vente et l'usage des appareils utilisés pour l'interception des correspondances par voie de télécommunications et pour la captation à distance des conversations. Elle a fixé au 1^{er} octobre 1991, la date d'entrée en vigueur, de la loi.

Les trois groupes de l'opposition, qui s'étaient abstenus en première lecture, ont décidé de voter contre, pour marquer leur désaccord avec la nouvelle composition de la commission de contrôle. Selon M. Toubon, elle risque en effet de mettre en cause la crédibilité du projet de loi, à moins, a-t-il indiqué, « que les politiques concernés ne soient brusquement saisis d'une vertu dont ils n'ont pas usé à l'exercice jusqu'ici ».

■ Aide juridique. — La commission mixte paritaire était également parvenue à un accord sur la réforme de l'aide juridique, c'est-à-dire de la loi relative à l'assistance judiciaire, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale le 28 juin. Les sénateurs ont fait prévaloir leur vote, concernant les conditions dans les-

quelles les étrangers non ressortissants de la Communauté européenne peuvent bénéficier de l'aide juridique, ce qui exigeait de leur part une « résidence habituelle et régulière » en France.

Cette seconde condition avait été supprimée par l'Assemblée nationale, qui l'avait estimée contraire aux engagements internationaux de la France et à certaines dispositions de son droit interne. Le texte de la CMP ouvre toutefois la possibilité d'accorder « à titre exceptionnel » l'aide juridique à des étrangers qui ne résident pas « régulièrement » en France, lorsque leur situation « apparaît particulièrement digne d'intérêt ou qu'il y a des charges prévisibles du procès ». Le garde des sceaux, M. Henri Nallet, qui s'était opposé à cette précision du Sénat, a émis le souhait que les bureaux d'aide juridictionnelle « utilisent le texte à bon escient et reconnaissent que certains étrangers sont dans une situation digne d'intérêt ».

M. Nallet a également dû se plier à la volonté du Parlement concernant le mécanisme de rétribution des avocats. La CMP a en effet supprimé la référence au caractère « forfaitaire » du complément d'honoraires, autorisé en cas d'aide juridique partielle, et précisant que, lorsque le barreau, dont relève l'avocat, aura établi une méthode d'évaluation des honoraires, le montant de ce complément sera calculé sur cette base.

Le garde des sceaux a en revanche, obtenu satisfaction sur le financement de l'aide à l'accès au droit, qui devra être assuré en priorité par les collectivités territoriales et les professions juridiques, et non pas par l'Etat.

A propos de la dotation versée par l'Etat aux barreaux, pour financer l'aide juridique, les sénateurs ont accepté la version proposée par l'Assemblée nationale. Cette dotation sera affectée chaque année, en

fonction de la part contributive de chaque barreau aux missions d'aide juridique, afin de tenir compte des variations considérables de cette charge, alors que le Sénat souhaitait à l'origine une « enveloppe » moyenne, répartie également.

Les groupes RPR, UDF, UDC et PC se sont abstenus, le PS a voté pour.

■ Diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF). — Comme en première lecture, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a dû recourir, vendredi 28 juin, à l'engagement de la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, en raison de l'opposition conjointe des groupes RPR, UDF, UDC et PC.

« Nous verrons bien qui est le plus dépensier »

Soulignant que ce projet était destiné à « prendre rapidement des mesures d'harmonisation européenne et des dispositions visant à consolider notre situation financière », M^{me} Cresson a incité les Français à « ne pas croire au procès fiscal que l'on fait au gouvernement ». Les tentatives de désinformation ne changeront rien à la vérité, a ajouté M^{me} Cresson. Les prélèvements obligatoires, qui avaient augmenté de dix points entre 1974 et 1981, n'ont pas cessé de croître et continueront de l'être, elle a précisé que cette disposition, qui permet de définir des taux tenant mieux compte des spécificités locales de chaque commune, avait été adoptée à l'unanimité par le comité des finances locales.

■ TVA sur les produits horticoles : à l'initiative de la commission des finances, les députés ont adopté un amendement, maintenant le taux réduit de TVA (5,5 %), pour toutes les semences, plants et bulbes, alors que les autres variétés horticoles passent à 18,6 %. Cette exception répond à la préoccupation exprimée par les forestiers et surtout par les collectivités locales qui, pour l'aménagement de leurs

espaces publics, sont de gros consommateurs de ces semences. — TVA sur les œuvres d'art : le gouvernement a déposé deux amendements, qui ont été adoptés par les députés. Le premier supprime l'exonération de TVA pour les importations d'œuvres d'art originales, livres, objets de collection ou d'antiquité, lorsqu'ils sont effectués par des négociants qui les destinent à la vente. M. Charasse a souligné que cette disposition avait pour objet d'éviter les distorsions de concurrence entre les négociants effectuant des importations et ceux réalisant, notamment par les artistes, qui ne peuvent être exonérés.

Le second amendement précise que la TVA ne pourra pas être appliquée sur la marge réalisée par le négociant, lors de la vente de biens importés, qui ont bénéficié de l'exonération de taxe au moment de leur importation.

Au cours du débat, le ministre délégué au budget a été pris à partie par M. Philippe Auberger (RPR, Yonne) à propos des observations contenues dans le rapport de la Cour des comptes sur le coût de la construction du ministère de l'économie et des finances, qu'il a décliné. Le député RPR a notamment estimé que ce ministère devrait « commencer par mettre de l'ordre dans son budget, s'il veut prêcher le verbiage avec quelque crédibilité ». Cette remarque a valu à M. Auberger une réponse acerbe de M. Charasse, qui, reprenant un de ses démons favoris sur la « maladie de la pierre » des collectivités locales, a indiqué qu'il avait l'intention de commander à l'Inspection générale des finances une enquête sur les constructions immobilières des départements et des régions. « Ainsi, nous verrons bien qui est le plus dépensier », a-t-il lancé au budget.

PASCAL ROBERT-DIARD

Les accords de Schengen soumis au Conseil constitutionnel

La construction de l'Europe unie va-t-elle imposer une réforme de la Constitution ?

M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, avec quarante-sept autres députés RPR et seize députés UDF, a saisi, vendredi 28 juin, le Conseil constitutionnel de la loi autorisant la ratification des accords de Schengen. La décision des gardiens de la Constitution est particulièrement attendue au moment où les douze pays membres de la Communauté européenne s'efforcent de bâtir une union économique et monétaire ainsi qu'une union politique. Car une lecture stricte du texte de 1958 peut conduire à estimer que la création, même progressive, d'une Europe fédérale impose une modification des règles constitutionnelles françaises.

Le combat politique de M. Pierre Mazeaud a peu bien désemparé. Le bouillant député RPR n'a pu empêcher l'Assemblée nationale d'autoriser la ratification des accords de Schengen, qui prévoient la suppression des frontières et le libre circulation des personnes entre eux, et bientôt neuf, des pays de la Communauté européenne (le Monde du 5 juin). Ses émules du Sénat n'ont pas eu plus de succès (le Monde du 29 juin). Mais la bataille juridique dans laquelle il s'est lancé, avec l'aide de soixante-trois autres députés, en saisissant le Conseil constitutionnel, pourrait être autrement plus délicate pour les partisans d'une accentuation de l'intégration européenne.

Au-delà de la dénonciation de « l'absence de contrôle des mouvements migratoires » qui créerait, d'après les auteurs de la saisine, « un énorme risque de voir une masse d'étrangers affluer (en France) attirés notamment par le caractère très protecteur de notre système social », et aussi de l'affirmation que « la survie des nations au plan culturel, mais

aussi politique, passe nécessairement par une maîtrise de la démographie, c'est-à-dire des flux migratoires », l'argumentation de M. Mazeaud s'appuie sur des éléments de droit solidement adossés à la jurisprudence du Conseil constitutionnel.

Les gardiens de la Constitution ont déjà eu en effet, à plusieurs reprises, l'occasion de se prononcer sur la constitutionnalité d'accords européens. Et s'ils n'en ont refusé aucun, ils ont posé de sérieuses limites à la construction d'une Europe unie. Leur décision la plus importante a été prise le 30 décembre 1976, après que la président de la République, alors M. Valéry Giscard d'Estaing, leur ait demandé de vérifier qu'il n'y avait pas d'obstacles à la ratification de la décision du Conseil européen prévoyant l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

Ils ont, ce jour-là, constaté que « si le préambule de la Constitution de 1946, confirmé par celui de la Constitution de 1958, dispose que « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix », aucune disposition de nature constitutionnelle n'autorise des transferts de tout ou partie de la souveraineté nationale à quelque organisation internationale que ce soit ».

La souveraineté ne peut être que nationale

Les conséquences tirées, alors, par le Conseil étaient fort claires, puisqu'il n'acceptait « l'élection au suffrage universel direct des représentants des peuples des Etats membres à l'Assemblée des Communautés européennes » que parce qu'elle n'avait pas « pour effet de créer une souveraineté ni des institutions dont la nature serait incompatible avec le respect de la souveraineté nationale, non plus que de porter atteinte aux pouvoirs et attributions des institutions de la

République, et notamment du Parlement ». Il précisait, en outre, que s'il y avait « transformations ou dérogations », les traités les prévoyant pourraient lui être soumis.

Cette série de formulations ne peut être oubliée au moment où le Parlement européen se présente en représentant du peuple européen, et où les gouvernements des Douze veulent élargir le champ des institutions communautaires, et donc réduire celles des organes de leurs Etats.

La création d'une Europe « à finalité fédérale », pour reprendre une formulation qui se trouve dans certaines versions du projet de traité en cours de négociation, n'implique-t-elle pas des « transferts de souveraineté », dont le Conseil constitutionnel a refusé le principe en 1976 ? Probablement. Sans attendre, n'est-ce pas déjà le cas des accords de Schengen ?

Les inconvénients du jacobinisme

C'est la thèse de M. Mazeaud. Il s'appuie, notamment, sur une autre décision du Conseil, qui, le 22 mai 1985, tout en acceptant la ratification d'un protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme interdisant la peine de mort, avait expliqué que « les conditions essentielles de l'exercice de la souveraineté nationale » reposaient sur « le devoir pour l'Etat d'assurer le respect des institutions de la République, la continuité de la vie de la Nation et la garantie des droits et libertés des citoyens ». Il rappelle aussi la décision du Conseil, rendue le 17 juillet 1980, qui, acceptant la ratification d'une convention franco-allemande d'entraide judiciaire en matière pénale, avait souligné qu'il n'était pas possible de « porter atteinte à la règle, qui découle du principe de la souveraineté nationale, selon laquelle les autorités judiciaires françaises (...) sont seules compétentes pour accomplir en France, dans les formes pres-

crites par la loi, les actes qui peuvent être demandés par une autorité étrangère ».

Tous ces principes sont, d'après M. Mazeaud, violés par les accords de Schengen. D'abord à cause de la suppression des frontières, car « le respect des institutions nationales suppose comme postulat un cadre dans lequel les institutions disposent d'un pouvoir suprême et inconditionnel », et celui-ci ne peut être que « géographique ». De même, pour lui, « un des attributs essentiels de la souveraineté de l'Etat réside dans les pouvoirs de police ». Or une partie de ceux-ci seront transférés aux polices des Etats voisins, ne serait-ce que parce qu'elles « pourront, sans aucun droit de regard des autorités nationales, procéder à des activités de police judiciaire à l'intérieur même de nos frontières ».

D'autre part, la saisine affirme aussi que ces accords, notamment en matière de fichiers, portent atteinte « aux libertés fondamentales » qui, en France, ont valeur constitutionnelle. Elle éjoute, enfin, que l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer de leur application violait l'indivisibilité de la République proclamée par l'article 2 de la Constitution.

La question fondamentale soulevée, au-delà du cas particulier des accords de Schengen et de la coopération entre services de police, sur la possibilité — ou non — de ce qu'il faut bien appeler des transferts de compétences, paraît suffisamment importante pour que le Conseil constitutionnel rende une décision de principe confirmant, infirmant ou atténuant sa jurisprudence.

La Constitution jacobine de 1958 a déjà sensiblement compliqué la mise en œuvre de la décentralisation. Va-t-elle, maintenant, contraindre les bâtisseurs d'une Europe unie, à moins de se lancer dans une hasardeuse procédure de révision, à freiner leurs ardeurs ?

THIERRY BRÉHIER

M. Madec se sent « proche » d'Espace socialiste mais ne l'a pas rejoint. — M. Roger Madec, conseiller de Paris, dont nous indiquions dans le Monde du 29 juin qu'il avait rejoint les opposants d'Espace socialiste au sein de Socialisme et République, nous prie de démentir cette information. Celle-ci nous avait été communiquée par Espace socialiste, qui citait, à l'appui, une lettre circulaire dans laquelle M. Madec déclarait notamment que « c'est, à contre-

cœur » qu'il avait « approuvé » le texte de M. Jean-Pierre Chevènement aux assises de son courant, le 22 juin. Il ajoute : « Je ne reconnais plus dans ce qui s'est passé ce week-end l'originalité d'un courant (...) fier de fonctionner sur la circulation des idées, et non pas par allégeance à un homme. (...) Je me sens plus proche des animateurs d'Espace socialiste (...) que des camarades de la Nouvelle Ecologie socialiste, dont tout (...) nous sépare ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5552

HORIZONTALEMENT

I. Loge au théâtre. Pète dans un jardin. — II. Qui ne peut plus supporter les coups. Conjonction. Plus dans le coup. — III. Pour un mari, ce que n'est évidemment pas sa moitié. Se met au lit quand il fait froid. — IV. Fleuve côtier. Les grenouilles, par exemple. Laisse toujours des restes. — V. Du lit n'y a pas de fondement. Val. — VI. Pas libre. Déesse plaintive sans objet. Période. — VII. Vieux loup. Apprit. Quand on peut les compter, c'est mégrir. — VIII. Peut consister en une nouvelle mise de fonds. Pronom. — IX. Utiles quand il faut forcer. Redevenant neuf quand on arrive au bout. Peut être un piège à loup. — X. Bien attrapé. Brille mais n'est pas d'or. — XI. Placéas. Pas sombre. — XII. Circulaient à Rome. N'a pas la parole. Juliana au marché. — XIII. Un coup dans l'eau. Compartiments. — XIV. A parfois besoin d'une ratification. Quand elle est patite, c'est un trou. — XV. Dit tout. Ne peuvent mâcher que leurs mots.

VERTICALEMENT

1. Quand elles sont chaudes, il y a beaucoup de sang. Quand elles sont de velours, il n'y a pas de griffe. — 2. Quand on en est atteint, on ne peut pas dire qu'on en bave. Pour l'her. Pas gâté. — 3. A l'étranger. Trompas. Une fille devenue belle. — 4. Quand elles sont chaudes, il y a des éclats. Peut être utile après coup. — 5. Qui n'ont rien passé. Quand il est grand, il y a beaucoup d'effets. — 6. Valeur du silence. Un homme qui sait bien se servir du fusil. Conjonction. — 7. Quand on veut l'affirmer, il y a parfois une crise. Ralevé. — 8. Pour tendre un cordage. Mise en place. — 9. Ne sont satisfaites que quand ils s'en sont mis plein les poches. Pour

faire l'ouverture. — 10. Père de nombreuses filles. Qui ne fait pas plaisir à voir. — 11. Sorte de fur. Une personne qui sait bien découper. — 12. Ne se dégonfle pas. Qui intéresse les ânes. — 13. N'est pas un égrément. Damanda da bonnas dants. — 14. Participe. Formant des échantillons. Garde, en Angleterre. — 15. Protecteur en tôle. Modifie une évolution naturelle.

Solution du problème n° 5551

Horizontalement

I. Penderie. — II. Aplâtreuse. — III. Lad. Lalo. — IV. In. Nu. Épi. — V. Noé. Sa. En. — VI. Ductile. — VII. Rie. Elder. — VIII. Omer. ENA. — IX. Go. Anes. — X. Eculés. Mo. — XI. Sufées. Fan.

Verticalement

1. Palindromes. — 2. Épanouir. Cu. — 3. Nid. Écange. — 4. Dé. Éole. — 5. Écluser. Es. — 6. Réa. Ali. Aa. — 7. Iula. Eden. — 8. Ésope. Enéma. — 9. Infraçon.

GUY BROUTY

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Traduits devant le Conseil supérieur de la magistrature

Deux juges bastiais en position d'accusés

Le Conseil supérieur de la magistrature, siégeant en formation disciplinaire, et présidé par M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, a prononcé jeudi 27 juin sur les sanctions réclamées par le ministre de la Justice à l'encontre de deux juges d'instruction de Bastia, M. Claude Aubanel et M. Eric Sievers, qui avaient été suspendus le 24 décembre dernier. M. Aubanel, à qui l'on reproche des insuffisances professionnelles, devra quitter Bastia et ne plus occuper de poste à l'instruction. M. Sievers, qui encourait une sanction analogue, et à qui l'on reproche, outre des insuffisances professionnelles, une application erronée du code de procédure pénale et de s'être trouvé en absence irrégulière, bénéficie d'un « rapatriement » puisque le CSM a ordonné qu'il soit procédé dans un délai de six mois à des investigations supplémentaires avant que son sort ne soit tranché. La gravité des sanctions, le contexte corse et la crise que traverse l'institution judiciaire donnent à ces deux dossiers un caractère exceptionnel.

Dans le petit bureau pourpre de la Cour de cassation où on les avait priés de patienter, ils ressemblaient à deux collègues nerveux attendant la sanction du procureur après des incartades tapageuses. M. Claude Aubanel, trente-neuf ans, et M. Eric Sievers, trente-huit ans, ont deviné sans mal qu'ils ne s'en tireraient pas au mieux. Ils ont même eu le temps de se rassurer mutuellement : avoir tous deux entamé leur carrière dans la magistrature par le poste délicat de juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bastia, en janvier 1986 pour l'un, en janvier 1989 pour l'autre.

Ce qui les réunit encore, c'est d'avoir été écartés au même moment du fait de l'exaspération qu'ils avaient suscitée parmi leurs collègues et du désaveu cinglant de leurs supérieurs. Suspendus le 24 décembre dernier par le garde des sceaux qui décidait de déclencher l'enquête, ils ont été accusés d'insuffisance de la compétence disciplinaire devant le CSM, ils ont passé par tous les stades d'une procédure grave et rare puisqu'il y a eu, depuis 1959, que quatre-vingt-cinq autres affaires disciplinaires soumises à ce Conseil.

Désinvolture et inaptitude

Que reproche-t-on aux deux juges d'instruction de Bastia (où résident ces trois cabinets d'instruction, ce qui ne fait qu'aggraver la crise) ? De travailler peu et mal. C'est ce qu'en termes triviaux, un observateur éclairé appelle « la conjonction exceptionnelle de deux flemmardises caractérisées ».

M. Aubanel, si l'on en croit ses supérieurs et l'inspection générale des services judiciaires, brûle par « l'absence ou le médiocrité de son travail », « l'inertie », « le manque de

rigueur », « l'inconscience » et la « désinvolture ». Rien moins. Les « statistiques » (le rythme d'évacuation des dossiers largement inférieur à la moyenne, le nombre d'actes d'instruction effectués dans des délais raisonnables trop rare) démontrent qu'ils « délaissent ses dossiers ». Ainsi, et ce n'est qu'un exemple, en septembre 1990, on notait que dans 75 dossiers aucun acte d'instruction n'avait été effectué depuis au moins un an. Quant à ses inculpés détenus, ils auraient été aussi négligés : l'un d'eux, inculpé en octobre 1988, n'aurait pas été interrogé sur le fond avant... janvier 1991.

M. Sievers n'est pas mieux considéré. Arrivé à Bastia après dix ans de barreau parisien, il s'attire vite l'ire de sa hiérarchie qui le qualifie de « Scaevola sur le magistrat » inapte à l'exercice des fonctions qu'il occupe et, de manière générale, à toute fonction d'autorité et de responsabilité.

On lui reproche, outre l'insuffisance en quantité et qualité de son travail, son opposition systématique au parquet, le fait de préférer les maintiens en liberté aux incarcérations, ses relations trop conciliantes avec ses anciens confrères du barreau et sa conduite peu précautionneuse de dossiers jugés sensibles, telle l'affaire Aqueviva, du com d'un jeune militant nationaliste tué au cours d'une opération commando du FLNC contre un fermier. « M. Sievers s'est rendu indigne », affirme l'inspection générale, car, au contraire de M. Aubanel, il s'est mis à dos non seulement le parquet mais « les services d'enquête qui lui reprochent sa partialité ».

Dans le monde judiciaire, où l'on a souvent l'habitude de s'arranger

en famille, la chancellerie a choisi pour une fois de mettre les pieds dans le plat. M. Nallet, au moment où il décidait de saisir le CSM, a même assuré, au départ du secret de la procédure, que la suspension conservatoire des deux juges d'instruction « participe de la restauration de l'autorité de l'Etat en Corse ». Les accusés, eux, ne veulent pas du bon sens d'une dose, on les coiffe. Ils se défendent parfois contre l'évidence en rejetant les arguments statistiques. Ils préfèrent un terrain plus politique, et donc plus polémique.

« Intolérance » et « langue de bois »

Ainsi, M. Aubanel, soutenu par M. Jacques Vergès et par certains policiers et gendarmes de Corse, voit-elle dans les poursuites dont elle a fait l'objet la preuve qu'après 1988 elle a payé pour avoir refusé « de plier l'échine » et se dit aujourd'hui « dégoûtée par une profession où l'indépendance est une qualité que l'on vous demande d'oublier ». M. Sievers, dont le dossier statistique a été habilement démonté par M. Patrick Maisonneuve, qui est parvenu à jeter le trouble dans les esprits du CSM, glisse lui aussi volontiers sur le terrain des principes. Il se sent la victime de « l'intolérance et la langue de bois » de magistrats « à l'esprit grégaire ».

Au cours de ses vacances forcées, il a pris le temps de rédiger un roman dont il espère qu'un éditeur voudra bien le publier. Mais M. Sievers a pris ses précautions : « L'action, certes, se déroule à Bastia, mais dans cinquante ans, pour éviter les procès ».

AGATHE LOGEART

SPORTS

BASKET-BALL : le Championnat d'Europe des nations à Rome

La revanche de Richard Dacoury

Malgré une excellente première mi-temp, l'équipe de France de basket-ball s'est inclinée face à celle de Yougoslavie (97-76), vendredi 28 juin à Rome, en demi-finale du Championnat d'Europe. Elle devait affronter l'Espagne, samedi, en match de classement, le finaliste opposant l'Italie et la Yougoslavie. Au sein d'une équipe de France en plein renouveau, le « vétérain » Richard Dacoury, souvent décrié dans sa carrière, aura été l'un des meilleurs de ce tournoi.

ROME

de notre envoyé spécial

Il y a du Noah dans cet homme-là. Richard Dacoury fait partie de ces champions dont on assure qu'ils sont « surdoués physiquement », avant d'ajouter un « mais... » sans trop savoir s'il convient de retenir le compliment ou de s'inquiéter des réserves qui lui emboîtent le pas. Surdoué, le vétérain de l'équipe de France de basket-ball (trente et un ans, 131 sélections) l'est sans doute. Quand il lance son corps d'athlète à l'assaut du panier adverse, on le dirait en état d'apesanteur. A croire qu'il ne redescend jamais.

Mais... car le « mais » est toujours là qui ronge entre deux extensions... on le dit inconstant, fragile, insaisissable, un peu « star » aussi. Ce jeune homme intelligent, qui a le verbe et le sourire faciles, ce joue-t-il pas volontiers de son physique avantageux et de sa voix de séducteur ? Ces reproches, il les a entendus tout au long d'une carrière qui l'a conduit à cinq championnats d'Europe avec l'équipe de France.

En fait, sans être un marginal, ce mépris né en Côte d'Ivoire d'un père ivoirien et d'une mère française s'est toujours voulu hors normes. A dix-huit ans, en débarquant à Limoges, il portait le coupe « afro » des rebelles nonchalants. Quand il gravissait les marches du palais des sports juché sur une moto de cross, son entraîneur, André Buffière, hurlait : « Il est dingue ».

Richard Dacoury s'est assagi. Aujourd'hui, il porte le cheveu court et écoute de l'opéra. Mais le Limou-

geais ne s'est jamais départi d'un caractère bien trempé. Ainsi a-t-il pu mener de front plusieurs « carrières ». Celle de joueur lui a permis de remporter une multitude de titres avec Limoges, dont deux coupes d'Europe Korac (1982 et 1983) et une Coupe des coupes (1988). Titulaire au sein de la sélection, il a été de tous les espoirs et de toutes les déceptions avec cette équipe qui courait, depuis trente ans, après une place dans les trois meilleures formations du continent.

La carrière d'étudiant du « Noah du basket » avait été tout aussi mouvementée. En 1983, il renonce au Championnat d'Europe des nations à Stuttgart (RFA) : priorité à ses études de kinésithérapeute. Ce choix suscite de vives critiques dans l'entourage de la sélection. En 1987, année décisive pour l'obtention du diplôme, il sacrifie de nouveau le tournoi, disputé en Grèce. Afin de passer l'épreuve écrite, il « s'écroule » des matches de préparation. Pour l'oral, quelques jours plus tard, il quitte ses coéquipiers en pleine compétition. Rate le match contre Israël. Rentre à Limoges. Planche sur une rotule mal en point. Puis repart pour Athènes où l'attend une rencontre face aux Pays-Bas. A jouer ainsi sur tous les tableaux, il irrita.

Une « grande gueule »

Par la suite, le rebelle s'est également fait syndicaliste. Il a pris la tête du premier « syndicat » des joueurs, dans un sport qui ne cessait d'évoluer vers le professionnalisme. « Ce rôle de militant m'a plu. Dans ce domaine, tout restait à faire. Mais en 1990, une fois la machine lancée, j'ai laissé tomber. Il arrive un jour où tu en as assez de prendre des coups. Je passe pour être une « grande gueule ». C'est peut-être justifié. Mais il en faut bien, non ? »

PHILIPPE BROUSSARD

LES RÉSULTATS

DU 28 JUIN

Demi-finales : Yougoslavie bat France (97-76) ; Italie bat Espagne (93-90).

Matches de classement : Grèce bat Bulgarie (110-83) ; Pologne bat Tchécoslovaquie (85-72). Les équipes de Bulgarie et de Pologne devaient se rencontrer samedi pour la 7^e place, le match pour la 5^e place opposant la Grèce à la Tchécoslovaquie.

Forfait slovène

ROME

de notre envoyé spécial

L'unité qui semblait régner au sein de l'équipe yougoslave de basket-ball depuis le début du championnat d'Europe des nations (le Monde du 27 juin) n'a pas résisté à la crise qui secoue le pays. Vendredi après-midi, quelques minutes avant le match de demi-finale contre la France, le joueur slovène Jurij Zdrav, vingt-cinq ans, faisait savoir qu'il ne participerait pas à la rencontre.

Selon les termes de Dusan Ivkovic, l'entraîneur serbe de la sélection, la « fêta » de Jurij Zdrav, joueur de l'Olympique de Ljubljana, devait poser des « problèmes psychologiques » au sein d'un groupe jusque-là uni, bien qu'il rassemble des Serbes, des Croates, un Monténégrin. Dusan Ivkovic a critiqué les responsabilités slovènes. Son joueur aurait

été contraint, sous la menace, de renoncer à la sélection. « Ils lui ont dit que s'il jouait, il trahirait son peuple », dit l'entraîneur. Il était désespéré. Sa femme et sa petite fille ont toujours à Ljubljana ».

Le basket-ball yougoslave, qui domine le scène européenne depuis 1989 et « exporte » de nombreux joueurs vers l'Italie ou les Etats-Unis, craint de connaître le même sort que son homologue soviétique. L'URSS, championne olympique à Séoul en 1988 et quatorze fois championne d'Europe, doit en effet se passer des joueurs lituaniens qui refusent de porter le maillot rouge frappé du marteau et de la faucille. Conséquence : la formation soviétique, éliminée en phase éliminatoire par la France, ne participe pas au tournoi européen pour la première fois depuis quarante-quatre ans.

Ph. Br.

Un nombre croissant d'incidents

Pour les magistrats, la comparaison devient une instance aussi solennelle - le CSM au grand complet, - présidée par le premier président de la Cour de cassation, après une véritable procédure d'instruction, est aujourd'hui encore synonyme d'infamie pour un corps - un peu plus de 6000 magistrats - où tout, malgré le secret théorique de la procédure, finit par se savoir.

Quelles sont, en général, les raisons de ces poursuites ? Il y a ce que les convenances n'autorisent pas : aller en stop au tribunal valant un déplacement d'office à un juge en 1964. Il y a ce qu'une morale à géométrie variable réprovoque : se servir dans les soirées d'un tribunal (Marseille, 1985), enlever son enfant au cours d'une procédure de divorce (Marseille, 1982), détourner des fonds (1989), publier des articles de presse mettant en cause le ministre de la Justice (1986), confier à un repris de justice une arme de calibre 11.43, esquiver sans permis (1987), majorer des frais de transport et prélever des honoraires (1972)...

Et puis il y a ce qui touche véritablement à la compétence professionnelle, et c'est sans doute ce qui fait le plus mal. M. Aubanel et M. Sievers sont dans cette situation où la frontière est floue - c'est d'ailleurs ce qu'ils plaident - entre le fond et la forme. Ces poursuites ont ainsi des allures de test alors que le nombre des incidents aumini à la sanction du CSM ne cesse d'augmenter.

De 1988 à 1991, compte non tenu des sanctions mineures, telles que les réprimandes, qui ne lui sont pas soumisees, le CSM a eu à connaître un nombre croissant d'incidents : de 22 en 1980 à 50 en 1990 ; et on en est déjà, pour les six premiers mois de 1991, à 57. Huit juges ont été sanctionnés entre 1980 et 1987. Huit autres ont été poursuivis ou condamnés et trois suspendus à titre temporaire de 1988 à 1991. Seules sont examinées par le CSM les poursuites déclenchées contre des magistrats du siège. Pour les magistrats du parquet, c'est une commission de discipline, présidée par le procureur général de la Cour de cassation, qui statue sur leur sort pour les cas considérés les plus graves.

FAITS DIVERS

Profanations au cimetière de Gairaut, à Nice

Scène d'occultisme sur la tombe de Jean Médecin

Une information judiciaire a été confiée au juge François Boisseau à la suite des actes de profanation commis, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 juin, dans le cimetière catholique de Gairaut, sur les hauteurs de Nice. Treize tombes ont été visitées, dont celle de Jean Médecin, maire de Nice de 1928 à 1965 et père de M. Jacques Médecin, qui lui a succédé jusqu'à sa démission et son exil en Uruguay en septembre dernier.

NICE

de notre correspondant régional

De toute évidence, le cimetière de Gairaut, aménagé en terrasses et qui jouxte une petite église paroissiale du dix-septième siècle, a été le théâtre d'une cérémonie occulte dont il n'est pas exclu qu'elle soit liée au sort subi par M. Jacques Médecin. Plusieurs constatations donnent à penser que la profanation, perpétrée une nuit de pleine lune, a obéi à un rituel et que celui-ci s'est organisé autour de la tombe du chef de la famille Médecin.

Sur l'immeuble dalle en pierre blanche de sa sépulture, les auteurs de cette profanation ont laissé de nombreuses traces de leur passage. En particulier une grande étoile à cinq branches dessinée à l'aide de brindilles à demi brûlées qui ont été retrouvées sur les lieux. Chaque extrémité des branches de cette étoile était ornée de divers signes cabalistiques avec des restes de terre blanche provenant de bougies qui se sont consumées. L'étoile à cinq

branches, ou pentacle, considérée par les anciens comme le symbole de la perfection, a, de tout temps, inspiré les occultistes, qui lui accordent des pouvoirs magiques. Le pentacle est, en particulier, indispensable dans les cérémonies d'exorcisme.

De là à imaginer que l'on ait voulu conjurer, à travers M. Jean Médecin, le père, le mauvais sort qui a frappé M. Jacques Médecin, le fils, il y a eu qu'un pas que les spécialistes de sciences occultes pourraient ou non aider à franchir. Les enquêteurs de la PJ nicotise - qui n'écarteront pas l'hypothèse d'une parodie de magie noire à laquelle auraient pu se livrer une bande de jeunes influencés par une récente émission de télévision - devront, sans doute, les consulter.

Ils auront également à leur demander la signification des croix qui ont été systématiquement retirées sur une dizaine de tombes du cimetière. Celle déposée sur le tombeau de M. Jean Médecin était noire. Une autre indication, peut-être, de l'intention des profanateurs, puisque les idées de noir et de mal sont, depuis toujours, invariablement associées.

Enfin, on a constaté que les visiteurs du cimetière de Gairaut s'en sont pris, par trois fois, à des croix en brisant ou en tentant de briser, délibérément, le bras droit du Christ. Le curé de la paroisse, l'abbé Henri Frieder, qui n'a rien entendu du subterfuge, a émis l'hypothèse que les auteurs de ces actes ont voulu dénoncer, avec indignation, ce que le préfet des Alpes-Maritimes, M. Yvon Olivier, a qualifié d'« acte barbare » en exprimant « la détermination des pouvoirs publics de punir les coupables ».

GUY PORTE

EN BREF

Manque de sûreté des centrales nucléaires bulgares. - Le directeur de la commission européenne pour l'environnement, M. Laurens Jan Brinkhorst, a déclaré, vendredi 28 juin, que le fonctionnement, la sécurité et le nombre de personnel spécialisé des quatre unités du réacteur nucléaire de Kozloduy, en Bulgarie, étaient ce tout point « insatisfaisants ». L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne a précisé le même jour avoir trouvé la centrale « en très mauvais état », « avec un grand nombre de déficiences relevant de la sécurité ». L'AIEA a demandé au gouvernement bulgare de prendre des « mesures immédiates » pour cette centrale. (AFP, AP)

Mort de Mgr Roger Bourras, ancien évêque de Rodez. - Mgr Roger Bourras, qui avait présenté sa démission et fait ses adieux dimanche 23 juin au diocèse de Rodez dont il était l'évêque depuis 1974, est décédé jeudi 27 juin à l'âge de soixante-six ans des suites d'une longue maladie. Né en 1925 à Saint-Martin-en-Haut (Rhône), ordonné prêtre en 1950, il avait été aumônier de l'Action catholique ouvrière de la Loire, délégué à l'apostolat des laïcs pour le diocèse de Saint-Etienne, puis, en 1971, vicaire général. Pour le remplacer, Mgr Bellino Chirard avait été nommé évêque de Rodez il y a deux semaines.

DÉFENSE

Choisi de préférence au Mirage 2000-5

Le F-18 américain pourrait devenir un enjeu électoral en Suisse

BERNE

de notre correspondant

La décision du gouvernement helvétique de choisir, de préférence à l'appareil français Mirage 2000-5, l'avion de combat américain F-18 - en guise de rôle qu'il a joué lors de la guerre du Golfe - est loin de faire l'unanimité en Suisse.

Les radicaux et les libéraux se félicitent de ce choix. Les socialistes et les Verts ne dissimulent pas leur mécontentement. Sans la contestation, les démocrates-chrétiens et les démocrates du centre regret-

tent que la décision ait été prise dans la précipitation et que certaines questions n'aient pas été examinées plus à fond.

Des personnalités comme le président du groupe de travail pour une réforme de l'armée, M. Otto Schoch, et le président de la commission militaire, M. Hans Feigenwioter, député démocrate-chrétien, se sont déclarés « surpris et sceptiques » : ils estiment que cette décision tombe d'autant plus mal psychologiquement que la Suisse se trouve en cours de négociation avec la CEE sur l'espace économique européen. Sans se faire l'op d'illusions, les partisans du Mirage

2000-5 rappellent que la décision n'est pas encore définitivement acquise puisqu'elle devra être soumise l'an prochain à l'approbation du Parlement. Entre les écologistes qui jugent la dépense inutile, les socialistes qui la trouvent excessive, ceux qui lui reprochent d'être précipitée et ceux qui l'approuvent directement, l'acquisition de treize-quatre avions américains pour un montant de 3,5 milliards de francs suisses pourrait devenir l'un des enjeux des élections fédérales de l'automne.

JEAN-CLAUDE BUHRER

هكمان العمل

CULTURE

DANSE

Les enfants de Balanchine

Ils ont appris le meilleur de la tradition, ils l'ont distordue, ils ont inventé un vocabulaire

L'AMERICAN BALLET THEATRE à l'Opéra Garnier

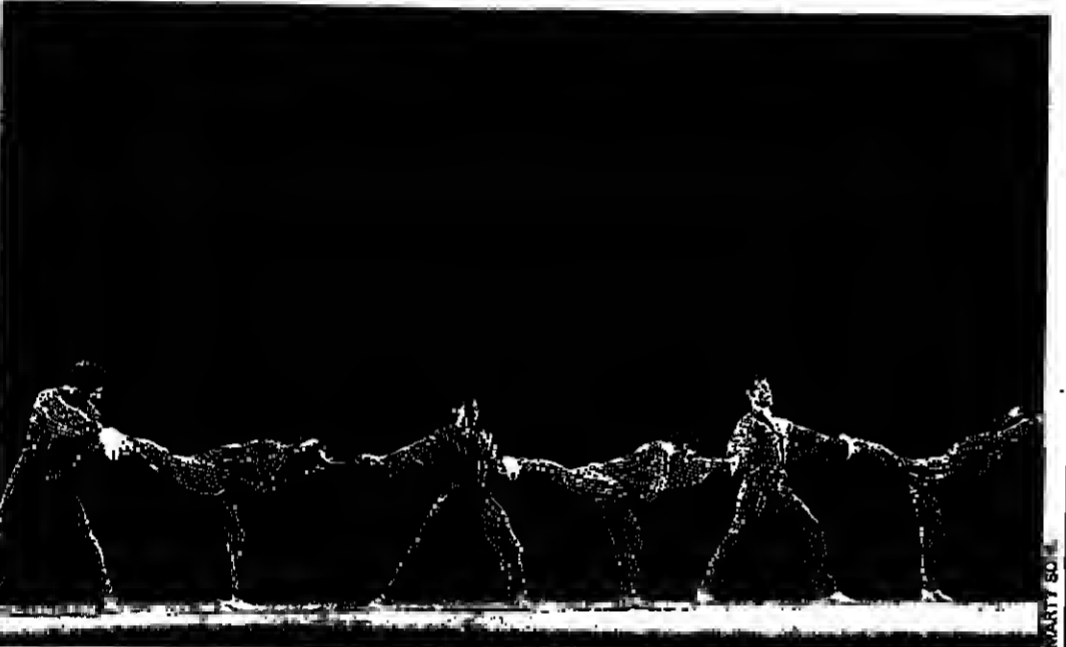
L'enfer étant, comme on sait, pavé des meilleures intentions, l'American Ballet Theatre (dit simplement ABT, que vous prononcerez, «é-bi-ti») avait cru nous flatter en nous présentant, lors de sa dernière visite à Paris en octobre 1988, au Théâtre des Champs-Élysées, l'assommoir *Gaieté Parisienne* de Léonide Massine. Dans des costumes gentiment tape-à-

sont à leur meilleur. Lorsqu'ils en sortent, le résultat peut être bizarre : nous avons vu un troisième acte assez comique de *Roméo* (remonté d'après Petipa, Dieu sait pourquoi, par Fernando Bujones) aussi slave qu'un bamburger au ketchup.

L'éclat des étoiles internationales

Nous avons pu aussi nous glisser dans un studio à une instructive répétition de *Giselle* : Irina Kolpakova, ex-grandissime étoile

Nous n'avons pas encore vu ce *Roméo* ni le *Concerto* du même auteur, également présenté à Paris. Mais on connaît assez ce chorégraphe (sa *Maison* nous est restée sur l'estomac) pour craindre le pire. Espérons que les interprètes le sauveront : la première Juliette sera Alessandra Ferri. Cette jeune ballerine italienne était avec Baryshnikov la vedette du film *Dancers*, d'Herbert Ross : elle ne nous avait pas renversés sans doute parce que les films sur la danse, par une étrange malédiction, sont plus mauvais les uns que les autres.



l'œil de Christian Lacroix, qui avaient fait grand raffut à New-York. Mis à part l'admirable *Pillar of Fire* d'Antony Tudor, le reste du menu laissait également sur sa faim. Bref, ce ne fut pas tout à fait le coup de foudre, entre l'ABT et nous.

Un saut à New-York, le mois dernier, nous a permis de réviser ces impressions à la hausse. Dans une chaleur tropicale, la saison de ballets battait son plein. Heureux les New-Yorkais, qui peuvent voir pendant deux mois, à quelques mètres l'une de l'autre, au Lincoln Center, les deux grandes troupes rivales, le New York City Ballet au State Theater et l'ABT au Metropolitan Opera, chacune présentant un programme différent chaque jour. Concurrence stimulante, sans doute.

Comme le NYCB, enfant de Georgi Melitonovitch Balanchine, dit plus tard George Balanchine, l'ABT est d'ascendance russe. Mikhaïl Mikhaïlovitch Mordkine, ex-danseur du Bolchoï et partenaire de la Pavlova en exil, fonde en 1937, à New-York, une petite troupe qui constituera le noyau du Ballet Theatre, rebaptisé American Ballet Theatre lorsqu'il ne sera plus une tare, dans le monde de la danse, de n'être pas russe. Mais si le NYCB va rester essentiellement, pendant plus de quarante ans, l'instrument hyper-sophisticé du seul Balanchine, l'ABT annonce la couleur dès ses débuts, en 1940 : « Les plus grands ballets de tous les temps » hurlent ses affiches. Il s'agit de pratiquer l'ouverture, d'être à la fois musé - en remontrant les chefs-d'œuvre du dix-neuvième et du début du vingtième siècle - et galerie accueillante à l'air du temps.

Cette hospitalité comportant ses risques, il y a évidemment à boire et à manger dans l'énorme répertoire - trois cent cinquante ballets à ce jour - accumulé en un demi-siècle par l'ABT. A l'actif de Lucia Chase, sa directrice et mécène jusqu'en 1980 (elle y fut même danseuse, mais se retira vite), la révélation de Jérôme Robbins (avec *Fancy Free*, en 1944), et la consécration d'autres chorégraphes anglo-saxons comme Antony Tudor et Agnes De Mille. Mikhaïl Baryshnikov, qui lui a succédé de 1980 à 1989 - comme directeur artistique sinon comme mécène - y a lui aussi remonté des classiques (*Giselle*, *Le Lac des cygnes*, le deuxième acte du *Consul*, *Don Quichotte*) et invité des chorégraphes américains modernes comme Paul Taylor, Mark Morris, ou sa chère Twyla Tharp - qu'il a même associée à sa direction artistique, quelques mois avant son départ.

C'est dans le répertoire américain que les danseurs de l'ABT

du Kirov de Leningrad devenue maîtresse de ballet à l'ABT, essayait en vain d'insuffler à une jeune étoile américaine le merveilleux lyrisme des bras, du cou, de la tête, qu'elle-même lui montrait. A côté, l'étoile avait la grâce d'une fourchette.

Difficile, en revanche, de ne pas s'égarer sur l'esplanade du Lincoln Center avec des souris dans les jambes, après une très excitante soirée Twyla Tharp comprenant *Push Come to Shove*, *Brief Fling* et *In the Upper Room*, sans doute son chef-d'œuvre à ce jour. Humour, mélange de frénésie et de nonchalance, virtuosité souvent acrobatique, vitesse, dynamisme à toute épreuve : tout ce qu'exige Tharp est magnifiquement assimilé et exécuté par une troupe d'athlètes à la vitalité jubilatoire. *Push* ne viendra pas à Paris, parce qu'il vient d'entrer au répertoire du Palais Garnier (le *Monde* daté 23-24 juin). Mais *Brief Fling* et *In the Upper Room* y seront, on vous les recommande ehudement.

A ne pas manquer également *Fall River Legend*, pièce maîtresse d'Agnes De Mille, créée en 1948 et entrée dans l'histoire. A l'origine, un fait divers réel : une jeune fille de Fall River (Massachusetts), Lizzie Borden, fut accusée en 1892 d'avoir tué à coups de hache son père et sa belle-mère. Elle fut acquittée - mais Agnes De Mille la condamne à la potence. Le ballet frappe comme un premier jour par sa puissance théâtrale, la rigueur de son découpage, l'invention d'une chorégraphie qui exprime le drame et les sentiments des personnages sans le secours de la pantomime ou des mimiques. Il ne sera donné que quatre fois à Paris. Visez juste.

L'ABT a bâti une bonne partie de sa réputation sur l'éclat des étoiles internationales qui, depuis toujours, ont brillé plus ou moins longtemps à sa tête. Un vrai gotha : Alicia Alonso, Nora Kaye, Rosella Hightower, Alicia Markova, Jean Babilée, Eric Bruhn, Paolo Bortoluzzi, Michael Denard, Carla Fracci, Gerlesey Kirkland, Natalia Makarova... On a pu dire que tout ce qui danse bien dans le monde était passé ou passerait par l'ABT. Il était donc impensable qu'il n'invitât pas la star des stars d'aujourd'hui, Sylvie Guillem : il lui a offert cette saison un contrat qu'on dit royal (c'est justice) pour treize représentations. Grâce à quoi nous allons la revoir : deux fois dans *Fall River Legend* (elle nous y a arraché des larmes, à New-York), les 10 et 12 juillet, et une fois dans le *Roméo* et Juliette de Kenneth McMillan, le 6. Merci à l'ABT de nous ramener notre divine, et honte à ceux qui l'ont laissée s'envoler du Palais Garnier il y a deux ans.

Au Met, lors d'une simple répétition au piano du pas-de-deux de *Giselle*, sur le plateau désert et sous un méchant éclairage de service, les têtes nous sont soudain tombées des yeux : la petite Ferri est une grande danseuse, nous en reparlerons (elle interprétera à Paris, outre *Roméo*, *Concerto*, *Fall River Legend* et le sublime *Other Dances* de Robbins). Parmi les autres «principaux» de l'ABT (le mot «étoile» n'a pas cours là-bas), Paris devrait aimer Riccardo Buttafante, beau comme un «Latin lover», la très fine et piquante Cynthia Harvey, et une «soliste» rouquine pour qui nous avons une faible, Kathleen Moore, époustouflante dans les emplois les plus divers.

Le rêve de Jane Hermann

Il est loin, le temps où l'impensable fortune de Lucia Chase alimentait l'ABT et ses productions ! La récession économique qui frappe les Etats-Unis n'épargne pas les plus grandes troupes. Jane Hermann, nouvelle directrice de l'ABT (la cinquantaine hionde, énergique et souriante) ne cache pas ses soucis : « J'ai trouvé en arrivant un énorme déficit qui n'est pas encore résorbé, dit-elle. J'ai dû tout réduire : le nombre des danseuses (de 102 à 83), celui des nouvelles productions, des tournées, des répétitions... » Elle a cependant réussi à donner cette saison soixante-neuf représentations à New-York, soixante-douze en tournée aux Etats-Unis et vingt-huit en dehors. Experte en *fund raising*, sport extrêmement mais indispensable en Amérique, où l'Etat ne subventionne pratiquement pas les arts, elle va essayer de trouver de quoi financer cinq productions nouvelles la saison prochaine. Elle rêve d'inviter Maguy Marin, Mats Ek, Jiri Kylian... Et, comme tout le monde, William Forsythe : « Mais il est si occupé », soupire-t-elle.

SYLVIE DE NUSSAC

Les programmes de l'ABT au Palais Garnier :
- Les 3, 4, 5, 6 (matinée et soirée) et 7 juillet : *Roméo et Juliette*.
- Les 9, 10, 11 : *Concerto*, *Fall River Legend*, *Brief Fling*.
- Le 12 : *Thème et Variations*, *Fall River Legend*, *In the Upper Room*.
- Le 13, matinée : *Drink me only with thine Eyes*, *Other Dances*, *In the Upper Room*. Soirée : *Thème et Variations*, *Other Dances*, *Brief Fling*.
- Le 14, matinée : *Thème et Variations*, *Other Dances*, *In the Upper Room*.

MUSIQUES

Le pourquoi et le comment

Dialogue entre instruments et ordinateur. Dialogue entre deux mondes

NEPTUNE de Philippe Manoury

Avec *Neptune* pour deux vibraphones, marimba, processeur numérique 4 X et dispositif lumineux, créé les 26 et 27 juin au Centre Georges Pompidou, Philippe Manoury (né en 1952) vient de clore un cycle d'œuvres inspirées par l'interaction entre les instruments acoustiques traditionnels et le système de synthèse et de traitement des sons en temps réel, la 4 X en l'occurrence. Chacune des quatre partitions du cycle met en jeu les perfectionnements imaginés et apportés au fonctionnement de la machine. Ainsi, dans *Jupiter*, pour flûte (1987), la 4 X pouvait au fur et à mesure détecter et suivre les inflexions du jeu de l'instrumentiste qui, ainsi, n'était plus assujéti au déroulement imperturbable d'une bande magnétique. Dans *Pluton*, pour piano (1988), grâce à un saut de partition mis au point par Miller Puckette, la machine prenait en compte les nuances pour réagir exactement en fonction du jeu du pianiste qui engendrait et contrôlait tout l'environnement sonore de synthèse.

La Partition du ciel et de la terre (1989), partition de l'univers entre Jupiter et Pluton, pour flûte, deux pianos et orchestre, se présente comme la confrontation des deux partitions précédentes. La première partie, plus didactique, n'est pas ce qui paraissait le plus convaincant à la création (le *Monde* du 28 novembre 1989) alors que la seconde, plus complexe, sans doute, mais moins chargée de références directes aux partitions précédentes, semblait plus inspirée et, partant, plus inspirante (1).

Avec *Neptune* pour percussions tempérées et 4 X, le même pro-

blème se pose d'une autre façon. Le compositeur a cette fois ajouté un jeu d'éclairages en corrélation avec le déroulement de la partition et, comme elle, susceptible de varier légèrement suivant les nuances de l'interprétation. Il a donc imaginé, en plus des rapports multiples entre le jeu instrumental et les réponses programmées, parfois légèrement aléatoires de la 4 X, tels qu'ils existaient déjà dans les autres pièces du cycle, une organisation dialectique entre le sonore et le visuel. Il s'en est expliqué avant l'exécution au cours d'une présentation illustrée. Mais si l'idée de faire entendre de la musique quand les percussions ont les bras croisés, celle de produire une forte par des transformations artificielles alors que leurs gestes indiquent qu'ils jouent piano, de tromper l'oreille en faisant venir du fond de la salle un son visible-ment produit sur la scène, ou de lier tel éclairage à telle séquence récurrente peuvent stimuler l'imagination d'un compositeur, force est de constater que ces éléments sont trop peu spectaculaires et devenus si naturels pour l'auditeur qu'il ne saurait y prêter une attention suffisante à moins, peut-être, de vouloir à tout prix comprendre comment cela fonctionne.

Cacher l'art par l'art

Or le compositeur a pris assez soin de cacher l'art par l'art pour que l'auditeur le plus attentif reste un peu sur sa faim. En préambule à sa présentation, il regrette lui-même qu'on s'intéresse davantage au «comment» qu'au «pourquoi» de ses œuvres. Mais, loin de détourner notre intérêt des aspects techniques, il a focalisé notre attention sur des détails de réalisation et, si

l'un des buts de *Neptune* est de surprendre l'auditeur, il n'est peut-être pas bon de lui indiquer d'avance comment il le sera.

Aussi est-il assez difficile, à première audition, d'oublier le comment, tant on est tenté de chercher, derrière les vagues déformations des grappes de notes, dans un environnement aux couleurs changeantes - taches rouges, bleu outremer, triangles gris, rond blanc, - à retrouver ce qui est en jeu et de s'y perdre. Alors, on ferme les yeux et cela va déjà mieux ; on est surpris par de grands rassemblements de sons, par l'affirmation d'une harmonie consonnante, par quelques repères rythmiques ou de timbre. Vers la fin, le joueur de marimba se dirige vers un tamtam et le mystère - le pourquoi de l'œuvre peut-être - se substitue à l'atmosphère réglée qui avait dominé jusque-là.

Tout ce qui précède n'était-il qu'un hors-d'œuvre ou ce passage d'un monde bouillonnant, où l'ordre engendre sa propre transgression, à un monde stoïcien, où un ordre se dégage au sein d'une hétérogénéité irréductible, est-il le foyer même de la composition ? Sans être un épigone de l'un ou de l'autre, Philippe Manoury semble tenir à concilier les influences si déterminantes sur lui de ses grands aînés. De là naît sans doute la dynamique particulière de sa musique, écartelée entre deux univers et acceptant cet inconfort de la pensée, peut-être au profit d'une nécessité intérieure plus forte.

GÉRARD CONDÉ

L'ouverture marseillaise

Linton Kwesi Johnson, Jamaïcain de Londres, en tête du festival Nuits blanches pour musiques noires

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Les lies du Frioul regardent Marseille en face. Depuis deux ans, les Nuits blanches pour musiques noires y ont élu domicile, après la fermeture du Théâtre des Étoiles. Si les organisateurs de ce petit et jeune festival (cinq ans) n'ont pas voulu démissionner ailleurs que sur l'île Ratonneau, c'est qu'ils refusaient de s'enfermer dans les quartiers nord de la ville, là où la culture africaine a des racines. « Pas question de renforcer les ghettos », explique son fondateur, Bruno Maillol. Nous voudrions simplement montrer que Marseille ne peut pas échapper à son histoire.

L'entrée au concert, 80 francs, donne droit au ticket de bateau, un quart d'heure de voyage en mer, le temps de voir autrement Notre-Dame-de-la-Garde. Il faut ensuite attendre le pied d'une immense falaise calcaire où les concerts se déroulent. Trois soirs d'un programme étudié à la loupe, des traditions rapprochées (la Berbere Houria Akchi, le bluesman Buddy Guy et le groupe Muzimuz de Zimbabwe), jusqu'à l'urbanité pour la nuit du samedi, avec Tabu Ley Rochereau, Ismaël Lô, Ray Lema...

Judi 27, environ quinze cents spectateurs étaient là dans les tentes de pousière soulevées par le mistral. Linton Kwesi Johnson (L.K.J.) dut chanter sans son chapeau. Le Jamaïcain londonien, arrivé sur une scène chauffée par son groupe, l'excellent Dub Band du bassiste Denis Bovell, commenta l'affaire d'un laconique : « On se croirait dans une temple de Kowloon ». Courtes, la barbe taillée en pointe, les lunettes cerclées

or, la chemise blanche impeccable, L.K.J. critique impitoyable d'une société violente et inégalitaire, à peine revêtu d'une parenthèse de cinq ans dans le journalisme, dribble les mots en créole anglais avec une habileté surprenante. L'enfer ? Le racisme, bien sûr, et puis tout « les blancs petits-bourgeois », ou encore la manipulation médiatique qui colle l'étiquette d'émutes raciales à Brixton en 1981, alors que « Blancs et Noirs ensemble s'étaient révoltés contre les brutalités policières ».

Mais il donne surtout, avec ses six musiciens, une magistrale leçon de musique. Le Denis Bovell Band, nourri au reggae dur et aux bandes-son trépidantes, peut bien fabriquer des cuivres aux synthés, l'état de grâce est là. La force de la basse de Bovell donne la ligne à suivre. Le Blanc Nick Straker fait la trompette, le hourdon et les sirènes de police au clavier. John

Kpiaye travaille les ambiances à la guitare, presque vénézien en évoquant la Jamaïque, au bord du calypso pour un hommage au Guyanais assassiné Walter Rodney.

Toute cette nuit musicale est une offrande aux textes de L.K.J. Que les musiciens s'arrêtent de jouer pour le laisser « rapper » tout seul, les mots retrouvent leur rythme naturel, s'envoient et se cassent. Reprenant ses standards extraits de *Forces of Victory* (1979) ou de *Making History* (1984), le poète « dub » en arrive à son dernier album, *Thing's an Times*. A sa fois dans le socialisme en tant qu'idéal (*Di Good Life*), à sa vision d'une irrépressible violence.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Samedi 29, lieu du Frioul, départs du Vieux-Port de 20 heures à 21 h 30. Tél. : 91-85-54-52. L.K.J. *Thing's an Times*, album chez Fmuc Music.

« Les équipements culturels de demain ». - La Vidéotheque de Paris organise les 5 et 6 décembre, avec le *Monde* et la participation de France-Culture, des rencontres sur le thème : « Les Equipements culturels de demain ». Les tables rondes seront présidées par Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur de la Bibliothèque nationale de Paris, Robert Batscha, président du Muséum d'Broadcasting de New-York, Joseph Ramoneda, directeur du Centro de Cultura contemporanea de Barcelone, Françoise de Panafieu, adjointe au maire de Paris, chargée de la culture, Paul Chemetov, architecte, et Paul Virilio, urbaniste.

Informations et inscriptions : Vocatif SA, Marie-Sophie Le Guével, 8, av. de la République, 75011. Tél. : 43-55-33-60.

« Rectificatif. - Dans la critique de la Vidéotheque de Paris du 29 juin », c'est à la suite d'une confusion que la mise en scène au Châtelet de *L'Enlèvement au sérail* a été attribuée à Alfredo Arias. En fait il était question des *Contes d'Hoffmann*, qu'il n'effectivement mis en scène, alors que *L'Enlèvement au sérail* l'a été par Louis Pasquel.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Yvonne Mounier
Bureau Parlat
Jimmy Owens
Gilbert Matthews
Helen Van De Gey
Gloria Morris
Chicki Tiliene Fall
Richard Dunbar
Jean-Marie Brille
Benko Toltich
Le Balla Nihala

LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE
Dee Dee Bridgewater - Archie Shepp
Black Ballad
SPECTACLE MUSICAL DU 25 AU 30 JUIN 1991 À 21 H.
SCENARIO ET MISE EN SCENE FRANK CASSENTI.
ASSISTE DE CHRISTIAN GANFÈRE
MUSIQUE ARCHIE SHEPP
LOCATIONS 40 03 39 03
LA GRANDE HALLE, FNAC, VIRGIN MEGASTORE, 3615 FNAC, 3615 THEA

Le Monde HEURES LOCALES

Le littoral au péril de la décentralisation

Les municipalités ne se sont pas précipitées pour assurer la gestion des rivages achetés par le Conservatoire alors que la protection de ces terrains nécessite des investissements importants

B IEN peu de vacanciers connaissent le valloir de la Gaillarde, sorte d'amphithéâtre naturel dont les « gradins » montent du ras des vagues jusqu'à 225 mètres d'altitude dans les collines des Maures, face à la mer, entre Saint-Maxime et Saint-Aygulf (Var). Probablement jamais cultivé et préservé jusqu'ici parce qu'il ne jouait pas les plages, il est devenu, il y a deux ans, propriété du Conservatoire du littoral.

Sur 266 hectares, la lèvre des loissements est stoppée net. Une fenêtre de nature sur cette côte varoise en proie au bétonnage. Or ces collines odoriférantes où couraient lapins et sangliers ressemblent aux environs de Verdun après les offensives de 1916. L'été dernier, deux incendies successifs les ont entièrement ravagés. « Si on y avait fait le terrain de camping et construit les villas qui étaient prévues, observe un natif de Roquebrune-sur-Argens, commune dont dépend le site, et si les pompiers seraient venus et ça n'aurait pas brûlé, là ».

Pourtant le syndicat intercommunal du pays des Maures, auquel le Conservatoire a confié la gestion du terrain, est un spécialiste de la forêt. Il venait d'entamer l'inventaire des possibilités du site pour l'aménagement. Aussitôt après l'incendie, avec l'aide financière d'un industriel local et les dons de la population, des travaux de reconquête ont été entrepris à grande échelle. Un jour, il y aura peut-être ici des pâturages, une forêt de pins parasols, des chênes-lièges productifs, dix autres espèces d'arbres feuillus et des étangs collinaires. Mais, pour l'instant, le beau terrain du Conservatoire est chaume et restera infrequentable pendant dix ans.

Situation banale, hélas. Sur les 8 000 hectares achetés depuis quinze ans par le Conservatoire sur la Côte d'Azur, un tiers ont été ainsi réduits en cendres ou deux tiers. Si le cap Lardier, splendide pointe rocheuse s'avancant entre Cavalaire et Saint-Tropez, a jusqu'à présent échappé aux flammes, il subit, lui, la morsure du tourisme. Sur le sentier de corniche, 2 500 personnes défilent chaque jour au fort de l'été. En arrière sur les pistes anti-feu, motos et vélos tout terrain sévissent. Sur les plages défrichées des vagues de navigateurs du dimanche, arrivant à bord de centaines d'embarcations.

430 kilomètres de fenêtres vertes

Résultat : la terre est emportée, les racines des pins sont à nu et la végétation, déjà empoisonnée par les embruns chargés de gazole et de lessive, succombe. Chaque soir, on ramasse vingt poubelles pleines à ras bord. Bien que le site appartienne au Conservatoire depuis douze ans, il vient tout juste d'être déclaré d'usage en permanence un jardin. Le cap Lardier, dont la gestion a été confiée successivement à l'ONF puis au parc de Port-Cros, est en péril. Pierre Bougeant, le directeur du parc national, avoue : « Nous sommes débordés. Ça ne peut plus continuer ainsi ».

Pourtant quel beau travail que celui effectué, depuis sa création, en 1975, par le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : 36 000 hectares achetés en métropole et outre-mer. Un sauvetage historique réalisé en extrême. Il n'y avait déjà plus rien à acquérir dans les Alpes-Maritimes : 35 mîsérables hectares. Sur les rivages de l'Hexagone et de la Corse, 430 kilomètres de fenêtres vertes ont été ménagés dans ce « mur murant le littoral qui rend les Français murmurer ». Il en a



coûté aux contribuables, 1,2 milliard de francs (valeur 1989) en quinze ans. Somme dérisoire quand on sait que 1 hectare constructible sur une colline désolée du Rayol (et sans accès direct à la mer) coûte aujourd'hui 6,5 millions de francs (deux fois le prix d'un bel appartement parisien). A ce tarif, les espaces du Conservatoire valaient 21,5 milliards de francs. Affaire splendide et démonstration éclatante qu'une volonté politique appuyée par un organisme ad hoc peut faire triompher l'intérêt public sur la spéculation foncière.

Mais, revers de la médaille, ces pans de nature attirent les foules : 10 millions de vacanciers l'août dernier ! Et ce chiffre gonfle d'autant plus vite que la construction de nouveaux ports de plaisance supprime partout des aoces et des plages.

Cocque par l'hyper-décentralisation qu'établirait Jérôme Monod, la loi créant le Conservatoire lui a interdit de gérer lui-même son bas de laine. Il doit le confier à des organismes locaux : commune, syndicat de communes, syndicat mixte, association. Les 430 kilomètres attachés aux promoteurs sont entre les mains de 230 gestionnaires différents, aux motivations variées et aux responsabilités passablement diluées. Une règle commune toutefois. Les terrains doi-

vent être ouverts au public et, sauf exception, gratuitement. Pour assurer leur protection, sont interdits : la chasse, la cueillette de végétaux et de minéraux, la fréquentation de nuit, le camping, l'accès des engins à moteur et, bien entendu, toute construction. Cette dernière règle a d'ailleurs été renforcée par la loi de protection du littoral.

Les maires ne se sont pas rués sur l'occasion. On en connaît même qui, de peur de mécontenter leur électoral et de grever les finances communales, ont refusé au Conservatoire durant des années l'autorisation d'acquiescer telle ou telle portion de rivage. Bien peu ont été volontaires pour en assurer la gestion, préférant laisser celle-ci à un organisme communautaire. Et certains regrettent encore publiquement le camping, le loissement ou le parc de loisirs qui auraient rapporté tant de taxes locales.

D'autres, au contraire, ont compris quel formidable atout constituait pour le commerce local ces espaces vierges bientôt aussi visités que des monuments historiques. Mais ils sont si rares et si chiches de leurs deniers que le Conservatoire est obligé de tricher. Enfreignant sa loi constitutive, il subventionne en moins endroits des gestionnaires réticents. Pourtant le total de ce qui est déboursé annuellement par les collectivités

locales pour entretenir les terrains du Conservatoire atteint à peine 20 millions de francs, soit 600 francs par hectare. Les experts estiment qu'il en faudrait le double pour protéger décemment ces précieux rivages de l'enthousiasme des vacanciers.

Des fortunes de toute manière ne suffiraient pas. Les pouvoirs du Conservatoire et de ses gestionnaires s'arrêtent au domaine public maritime, c'est-à-dire à la limite des hautes eaux. Que les fonds et leurs herbiers soient labourés par les ancres, le sable sali par les ordures des plaisanciers, les plages envahies par des amateurs de bronzette arrivés dans leurs vedettes, on n'y peut rien. La loi de 1975 avait tout prévu sauf que le danger arriverait de la mer. Il y a là une énorme lacune législative à combler.

Fastueux financiers

L'ensemble de ces problèmes de gestion se pose par exemple sur le domaine de Rayol, arraché voilà deux ans, par le Conservatoire et des militants locaux, aux convoitises d'un lotisseur de luxe, 20 hectares de rive et d'histoire se terminant sur la Grande Bleue par un ourlet de sable blond. Ici vécurent de fastueux financiers, l'avionneur Potez et même Jacques Chirac, encore en culottes courtes, durant la seconde guerre mondiale. Les bâtiments de style 1920, le parc empreint d'une charmante nostalgie vont être restaurés. Là seront plantées des essences venant de dix continents étrangers. Déjà on peut explorer les fonds marins avec des guides fournis par l'université de Marseille. Le projet d'aménagement de cet ancien espace privé est enthousiasmant. Le domaine du Rayol devrait être en 1994 l'un des sites les plus séduisants de la Côte d'Azur. Mais ni le municipalisme ni le département ne sont partie prenante. Une simple association de bénévoles, qui n'a encore signé aucune convention avec le Conservatoire et n'a qu'un secrétaire général à quart de temps, qui croit pouvoir mener l'entreprise à son terme. Elle va se heurter à de multiples difficultés, notamment financières. Elle envisage donc d'équilibrer son budget en additionnant subventions, sponsoring d'entreprises et droit d'entrée. On lui souhaite bon vent, mais que d'écueils à l'horizon !

Il ne suffit pas à la puissance publique de posséder pour protéger. Après quinze ans d'acquisitions, voici venir, pour les terrains du Conservatoire, les temps difficiles de la gestion. Une association d'élus gestionnaires de ces espaces vient de se constituer : Rivages de France. Elle a tenu sa première réunion régionale en Bretagne le 7 mars dernier et se réunira en assemblée générale en septembre prochain. Il était temps. Problème immédiatement soulevé : « Comment gérer les foules qui envahissent nos terrains si nous ne pouvons aménager ni accès, ni parking, ni poste de garde, ni même des toilettes ? » Deuxième observation : « Tout cela coûte et pour l'instant ne rapporte rien. Nous voulons un dédommagement ».

La protection et l'entretien d'un espace naturel peuvent être payés soit par le contribuable sous forme de subvention au gestionnaire, soit par l'usage par un droit d'entrée. L'idée que des équipements publics comme les terrains du Conservatoire puissent être gérés à la petite semaine et utilisés gratuitement apparaît en effet comme une utopie désormais dangereuse.

MARC AMBRDISE-RENDU

Primes : un vote controversé

L E projet de décret sur les primes des agents territoriaux soumis par Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, le 27 juin (Le Monde daté 23-24 juin), a été approuvé par cinq bulletins pour, une abstention... et 26 refus de vote. Est-ce un succès, comme l'estime le ministre ?

Certainement pas, protestent en chœur élus et syndicats. « Les refus de vote ne constituent pas des approbations implicites. Nous avons décidé de ne pas voter » a-t-on dit, pour une simple raison de procédure, explique un proche de Jean-Fuech, un nom des présidents de conseils généraux. Nous espérons faire en sorte que le ministre ne puisse pas présenter son projet au gouvernement. En effet, il a le droit de se passer de notre approbation, mais pas de notre avis. Hélas, notre technique s'est retournée contre nous, parce que cinq élus ont voté en faveur du texte ».

La majorité des élus et des syndicats ne s'entendent plus, avec Jean-Pierre Sueur, que sur un point : la nécessité de publier tout de même un décret sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux. Ils veulent en effet éviter que certaines interprétations de la loi du 28 novembre 1990 n'entraînent de trop grandes disparités entre petites et grandes villes. La CFTF, FO, la CGC et la CFTC veulent préparer, avec les représentants des maires, des présidents de conseils généraux et de conseils régionaux, un protocole d'accord définissant un plafond pour l'octroi des primes, qu'ils soumettront au ministre en octobre.

Les partenaires concernés et les organisations professionnelles estiment que le projet actuel instaure de trop grandes inégalités entre les fibres et les grades. Ils rejettent le principe de la parité avec les services déconcentrés de l'Etat, qui sont moins bien dotés que les services centraux. La possibilité, introduite par Jean-Pierre Sueur, de créer une enveloppe globale représentant 40 % de la masse des indemnités forfaitaires, est accueillie sans enthousiasme. Les sommes d'argent qui seraient dégrègées, et qui seraient destinées aux agents les plus défavorisés, ceux des catégories C, notamment, seraient en effet dérisoires. Beaucoup se disent prêts à attaquer le texte devant le Conseil d'Etat.

R. R.

Les préretraités de la politique grenobloise

Universitaires et scientifiques n'ont toujours pas admis qu'Alain Carignon les congédie de la mairie en 1983 et les prive ainsi de leur laboratoire d'expérimentation

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

« **R** OSANVALLON a été très bon », au sortir d'une conférence du directeur d'études de l'Ecole des hautes études en sciences sociales sur « la crise du politique », ils sont une dizaine à se retrouver ce soir-là dans un café coquet du centre-ville. Il y a là un cadre du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), un chef d'entreprise de la ZIRST de Meylan (zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques), quelques universitaires, l'un des principaux adjoints des municipalités Dubedout, Jean Verlhac, et Michel Destot, député socialiste de l'Isère et tête de liste du PS aux élections municipales de 1989. Les mêmes qu'il y a vingt ans en somme, à quelques unités près, sauf qu'entre-temps, eux-mêmes et leurs semblables ont perdu la mairie. Impuissants à démentir la mécanique Carignon, ils ne s'en sont jamais vraiment remis. Depuis que le 6 mars 1983,

la gauche grenobloise, tendance Alpo-d'Huez, s'est oubliée sur les pistes de ski, en se disant qu'après tout elle aurait bien le temps d'aller voter la semaine suivante ; les scientifiques, les universitaires et les ingénieurs qui avaient nourri le mythe du laboratoire grenoblois semblaient appartenir à une génération perdue. Ils croyaient aux vertus de l'expérimentation sociale. On leur a chipé leur projet. Ils militaient autrefois dans les associations de parents d'élèves ou les unions de quartiers, avec l'espoir de changer la ville. Aujourd'hui, ils font du tennis, du vélo ou de la planche à voile, simplement pour vérifier qu'ils n'ont pas trop vieilli. C'est un peu comme si ce jeune professionnel de la politique, qui n'a « même pas son bac », qui « ne parle pas l'anglais », mais qui est maire de Grenoble, Alain Carignon, les avait congédiés, une fois pour toutes, bien avant qu'ils n'atteignent l'âge de la retraite.

« Les gauchistes sont devenus gestionnaires », constate Yves Cros, maître de conférence à l'université Grenoble-I et conseiller municipal (Vert) de Saint-Egrève. « Le Golfe, on en a parlé entre nous, à la cantine, mais il n'y a pas eu une seule AG. Cela aurait été impensable il y a dix ou vingt ans. » « Autrefois, quand on avait fait nos quarante heures, on estimait qu'on avait rempli notre contrat. Aujourd'hui, les jeunes travaillent même le week-end », note un autre chercheur.

A toutes les raisons qui, à Grenoble comme ailleurs, relèvent du rejet du politique, Michel Destot en ajoute une autre, d'ordre culturel : « Il est bien plus intéressant d'être chef de laboratoire que conseiller municipal délégué à la voirie. » Lui qui, comme député socialiste de l'Isère et PDG de Coxy, une filiale du Commissariat à l'énergie atomique, fait précédemment exception à la règle, explique encore : « Pendant de nombreuses années, Dubedout a continué à travailler au CENG. C'est totalement inimaginable aujourd'hui. La décentralisation a rendu pratiquement impossible l'exercice d'un mandat local pour les responsables économiques ou scientifiques ».

JEAN-LOUIS SAUX
Lire la suite page 12

Le tramway de Strasbourg face à une nouvelle opposition

Des travaux requérant l'élargissement du pont de Paris et l'abattage d'une cinquantaine de marronniers provoquent la colère des riverains

C AATHERINE TRAUTMANN, maire socialiste de Strasbourg, affrontait déjà l'opposition du RPR et de l'UDF à propos du dossier du tramway. Après la décision du Conseil d'Etat de valider la déclaration d'utilité publique du projet, qui aurait pu calmer les esprits, ce sont les habitants du quartier Centre-Halles, soutenus par plusieurs associations, qui critiquent les propositions du maire.

L'objet du courroux est la réalisation à cet endroit d'une station importante qui nécessitera l'élargissement du pont de Paris, la construction d'un tunnel routier et l'abattage d'une cinquantaine de marronniers centenaires. Ces travaux entraîneront des aménagements des quais Kléber et Saint-Jean, touchant ainsi une importante partie du bras gauche de l'ill, communément appelée « Canal des faux remparts ». Ce secteur forme sur plus d'un kilomètre « un tout insaisissable », observe un riverain, constitué par le cours de l'ill, les berges, les murs de soutènement

constitués de grès d'Alsace et de briques de différentes nuances de jaune clair.

L'agrandissement du tablier du pont de Paris, avec le nouveau et important accordement incurvé au quai Kléber, ajoute un autre opposant à cet aménagement, « viendra empiéter sur la berge de l'ill, diminuant ainsi l'espace d'eau et de verdure et rendant massif et grossièrement asymétrique ce pont par rapport à celui du Marché ». « Pour couronner le tout, poursuit-il, les quais seront remplacés sur presque toute leur largeur et sur une longueur de plusieurs centaines de mètres par une énorme tranchée, destinée à la circulation routière et dont les parois viendront soutenir la masse de béton des Halles. » Aujourd'hui, la position nettement en retrait du centre commercial et le fait qu'il soit masqué par les arbres menaçants n'altèrent pas trop l'alignement des maisons anciennes.

Les oppositions à cette partie du projet de Catherine Trautmann sont d'autant plus grandes que le créateur

de ce site, datant de 1850, Frédéric Schurzenberger, est resté dans la mémoire des Strasbourgeois sous le nom de « Baumele Maire ». Au cours d'une récente réunion avec Roland Ries, premier adjoint au maire, Raymond Leissner, président de l'Association de sauvegarde des sites de Strasbourg, a fait part de l'irritation des riverains et marqué son scepticisme quant à l'opération qui consiste à replanter des marronniers et des sophoras.

La colère est encore plus vive chez ceux qui connaissent les explications de M. Ries sur « le vaste parvis qui permettra d'accéder directement au Centre-Halles : le parvis sera entièrement remodelé en partenariat avec l'association copropriétaire des Halles ». « C'est incroyable, s'écrit un habitant du quartier, qu'une municipalité socialiste soit plus préoccupée du chiffre d'affaires de groupes commerciaux internationaux que de la qualité de vie des Strasbourgeois ».

MARCEL SCOTTO

HEURES LOCALES

BLOC-NOTES

PUBLICATIONS

Un guide pour l'agglomération rouennaise. — Fidéle à son rendez-vous annuel du mois de juin, le *P'tit Normand*, guide de l'agglomération rouennaise et des restaurants de Haute-Normandie, propose sa treizième édition. Une innovation cette année, à côté des rubriques devenues habituelles, le plan inclus dans l'ouvrage englobe, enfin, les communes limitrophes de la capitale haute-normande.

Le *P'tit Normand*, 432 pages, 48 francs, en vente dans les librairies de la région ou aux éditions du *P'tit Normand*, 18, rue de l'Amiral-Cécile, 76100 Rouen. Tél. : 16-36-72-75-25.

Aménagement du territoire. — La collection « Que sais-je ? » vient de réactualiser l'ouvrage de MM. Jérôme Monod et Philippe de Castelbajac, *L'Aménagement du territoire*. Cette sixième édition expose le travail de la DATAR, décrit la répartition des activités

entre les régions, rappelle l'enjeu des débats sur la ville et le milieu rural ou sur le littoral et le montagne, et explique l'implantation des voies de communications.

PUF, 125 pages, 108, bd Saint-Germain, 75006 Paris.

NOMINATIONS

M. Henri Bonaque, directeur général adjoint des services du département de l'Essonne. — M. Henri Bonaque est, depuis le 1^{er} juin, directeur général adjoint des services du département de l'Essonne, plus particulièrement responsable de l'aménagement et du développement local.

Agé de cinquante ans, Henri Bonaque est diplômé de l'école polytechnique. Chef de l'arrondissement hydrologique du service de navigation de Lyon de 1978 à 1982, il a ensuite été nommé adjoint au directeur de la division des installations nucléaires de la région Centre. En 1987, il quitte ce poste pour devenir directeur adjoint de la région Ile-de-France, chargé de l'action économique.

CONTACTS

Décentralisation. — L'Institut de la décentralisation vient de réaliser un sondage sur la perception qu'ont les Français de la décentralisation. Avis favorable : deux personnes sur trois trouvent le bilan positif. Les agriculteurs et les classes moyennes comptent de plus fervents partisans que les cadres, les commerçants, les chefs d'entreprise et ceux qui exercent une profession intellectuelle. L'urbanisme, le logement, l'environnement et l'aide sociale seraient beaucoup plus bénéficiés de la décentralisation que la sécurité, l'emploi ou l'éducation. Une majorité de Français estiment qu'il y a trop de collectivités locales et 65 % d'entre eux accepteraient le regroupement de leur commune avec des voisines. Mais 78 % des personnes interrogées se prononcent pour le maintien des départements. L'élection au suffrage universel des dirigeants de communautés de communes recueille 66 % de oui.

l'actuelle équipe municipale, se souvient avec nostalgie du temps où il se rendait à son laboratoire en jeans et en sabots. « Parce que c'est plus pratique qu'un costume trois-pièces pour faire des maris ». En 1983, dit-il, il n'y avait pas beaucoup de clients pour aller sur la liste d'Alain Carignon. Moi-même, quand j'ai accepté, c'était en réaction contre l'élection deux ans plus tôt de François Mitterrand à la présidence de la République. Mais c'est vrai que, dans une ville moyenne comme Grenoble, un professeur d'université n'a pas besoin d'être élu pour être reconnu sur le plan social.

Pourtant, il n'y a sans doute jamais eu autant de passerelles lancées entre la ville, la chambre de commerce et d'industrie, l'université et les milieux de la recherche que ces dernières années. De la création du prix du Jeune Chercheur au récent lancement d'un club des ambassadeurs ouvert à tous ces Grenoblois, chefs d'entreprise ou chercheurs, qui voyagent beaucoup, en passant par le cofinancement du laboratoire européen de rayonnement synchrotron et celui de chaires municipales, il y a, comme toujours avec Alain Carignon, du concret et de l'enthousiasme. « C'est pour tenir de reconquérir des couches qui lui échappent encore », juge un opposant irréductible.

Il n'empêche : depuis quelques mois la seconde ligne de tramway relie le centre-ville au campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères, au sein de l'agglomération, trois élus — un centriste, un socialiste, un RPR, tous trois professeurs d'université — veillent à impliquer toutes les communes dans le développement du pôle universitaire grenoblois ; la chambre de commerce et d'industrie a elle-même accepté d'investir financièrement dans l'étude du projet d'université européenne ; et le prochain objectif du pouvoir en place est de réintroduire l'université au sein même de la ville-centre. Pour « un maire qui n'a même pas son bac », on pourrait redouter davantage.

JEAN-LOUIS SAUX

Les préretraités de la politique grenobloise

Suite de la page 11

Sur le plan local, l'élite grenobloise — encore que beaucoup réfutent ce mot — n'a toujours pas véritablement admis l'installation d'Alain Carignon aux commandes de la ville. En 1983, celui-ci était arrivé avec, dans ses bagages, bon nombre de représentants — élus ou employés — de la chambre de commerce. Cela n'avait guère plu ; on avait parlé d'« OPA ». L'année d'avant déjà, l'élection au conseil général de l'Isère d'un marchand forain (RPR) contre l'un des caciques locaux du Parti socialiste, Guy Névache, rallié depuis lors à Alain Carignon, était apparue comme la marque ultime du mauvais goût : on avait vu, alors, les représentants du « peuple de gauche » se moquer ouvertement du vendeur de chaussures. Aujourd'hui encore, un chercheur du CENG, Jean Rivardière, animateur de la puissante Association pour le développement des transports en commun (ADTC) et principal artisan, à ce titre, de cette petite révolution locale que fut la réhabilitation du tramway à Grenoble, ne peut s'empêcher de marquer son désapprobation à l'évocation des noms de Jeanne Longo ou de Bruno Esby dans l'équipe du maire de Grenoble : « Des sportifs ! ».

Oui, il y a davantage de « sportifs » et de petits commerçants que d'universitaires au conseil municipal de Grenoble. « Nous avons tout de même un professeur de droit, et d'extrême droite, en la personne du leader local du Front national », précise avec ironie une élue écologiste, Geneviève Joux, elle-même professeuse d'anglais. Il est vrai qu'après 1981 un bon nombre de « têtes chercheuses » grenobloises furent aspirées à Paris par le nouveau

pouvoir socialiste. Ce phénomène se poursuit même pendant la cohabitation, quand le maire de Grenoble était au gouvernement : le directeur du CENG, Michel Suscillon, l'un des pères de la ZIRST de Meylan, fut subitement promu dans la capitale, au moment même où il songeait à se présenter aux élections municipales contre Alain Carignon.

En jeans et en sabots

La multiplication des coups médiatiques et, plus récemment, les différentes « affaires » qui ont éclaté dans l'entourage du maire n'ont, bien sûr, pas contribué à combler le fossé qui continue de séparer les élites grenobloises de la classe politique locale. « D'habitude n'aurait pas pleuré un maire à la mairie pour son quartier personnel », note encore un ingénieur du CENG. « Ils ont peur des intellectuels et le travail militant n'est plus valorisé », assure Raymond Avallier, autre élu écologiste de la ville et ingénieur d'études à l'université des sciences sociales de Grenoble. « L'équipe d'Alain Carignon ne paraît incapable d'appréhender à long terme les problèmes de développement qui se posent à l'agglomération grenobloise », estime François Gillet, ancien maire de Meylan et coordinateur du futur pôle universitaire européen de Grenoble.

La sous-représentation de l'élite dans le pouvoir en place n'est pas davantage contestée par Joël de Leiris, adjoint (RPR) chargé des relations internationales et du secteur universitaire-recherche dans l'actuelle municipalité grenobloise. Ce professeur de physiologie cellulaire à l'université de Grenoble-I, la caution scientifique de

VILLE DE CERGY

recrute

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

(Attaché ou Directeur)

Vous serez plus particulièrement chargé de la gestion des Ressources Humaines et de la logistique administrative.

RESPONSABLE du DEVELOPPEMENT et de L'EMPLOI

Poste ouvert aux fonctionnaires de catégorie "A" et par voie contractuelle (niveau BAC + 4 requis).

Adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à Mme le Maire - Hôtel de Ville - rue de l'Abondance - 95000 CERGY

DÉBAT

Quand la loi risque de confondre électoralisme et marketing

par Guy Lorient

La politique est malade et quand elle prétend la guérir la communication ne fait souvent qu'aggraver son cas. En homme avisé, le législateur en a pris note. En homme responsable, il a légiféré. Cela a donné la loi du 15 janvier 1990, qui interdit « l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle », pendant « les trois mois précédant le premier jour d'une élection et jusqu'à la date du tour de scrutin où celle-ci est acquiescée ».

Deuxième disposition du législateur : « A compter du premier jour du sixième mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin ». C'est ici que les choses se compliquent. Que faut-il entendre par « promotion publicitaire » ? par « réalisations », par « gestion » ?

Les réponses obtenues jusqu'à présent sont de deux ordres. Sur le fond : la jurisprudence tranchera. Sur la forme : tous les outils ou supports de communication ne seront pas touchés par les mesures d'interdiction. Ainsi le mailing et le phoning, protégés par le secret de la correspondance, ne seraient pas concernés.

Enfin, en dépit de sa formulation, la loi est annoncée comme applicable sur tout le territoire, quelle que soit la consultation électorale. Ce qui veut dire que de 1991 à 1995 six mois sur douze seront chaque année interdits à la « promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ».

Effets pervers

Si on se rapporte aux intentions du législateur, on ne peut que se féliciter de la volonté de réglementer des usages appartenant à des abus, pour ne pas dire à des scandales. Le problème est d'apprécier les risques d'effets pervers engendrés par les dispositions annoncées.

Premier risque : la prime offerte aux procédures et procédures en tous genres, puisque c'est la jurisprudence qui en fin de compte décidera. Reste à savoir si, dans cette hypothèse, le débat démocratique y gagnera.

Deuxième risque : la gestion de l'argent public. Une campagne, quelle qu'elle soit, suppose une mise de fond minimum. Que deviendra celle-ci si la juridiction saisi décide qu'au total la campagne tombe sous le coup de l'interdiction annoncée ? Sans parler du comportement

de certains médias, prêts à avancer leur propre interprétation de la loi, comme cela s'est déjà produit du côté de FR 31.

Troisième risque : l'inégalité des armes. Les deux seules catégories de candidats à pouvoir utiliser massivement le mailing et le phoning seront, soit les candidats en place, soit les candidats des formations politiques disposant d'importants moyens ou susceptibles d'en réunir. Qu'il des « petits » ?

Quatrième risque : la pénalisation du professionnalisme. Ceux qui veulent faire de la communication un outil de gestion et de développement des collectivités pensent nécessairement : stratégie, approche marketing, plan de communication, évaluation... autant de pratiques incompatibles avec des mesures qui, compte tenu des échéances électorales, conduiront, si l'interprétation dominante se fait très restrictive, à condamner les responsables communication à travailler à mi-temps de 1991 à 1995.

Les mauvaises pratiques, elles, persisteront. Rien n'interdira en effet d'investir massivement, à tout hasard, dans des campagnes douteuses, durant les mois disponibles, dans l'espoir de frapper fort les esprits pour que l'électeur s'en souvienne au moment de déposer son bulletin dans l'urne. Il est urgent que le législateur, le ministère de l'Intérieur, le secrétariat d'Etat aux collectivités locales ou toute autre instance compétente donne de la loi une interprétation permettant d'éviter qu'un projet, excellent dans ses objectifs, ne devienne inapplicable et donc générateur d'effets néfastes.

Comme bien des villes, Nantes s'est fixé des objectifs de communication. Elle a depuis longtemps prévu le lancement, au cours du second semestre 1991, d'un concept de ville destinée à valoriser ses atouts pour attirer des talents, qu'ils soient de gauche, de droite ou d'ailleurs.

L'association Communication et citoyen trouverait très dommageable qu'une mesure destinée à en finir avec le débâcle d'argent public au service d'objectifs électoraux conduise à réprimer le marketing territorial qui constitue une des antidotes aux différentes formes de dévoiement infligées à la communication des collectivités locales.

Guy Lorient est directeur de la communication de la ville de Nantes et vice-président de Communication et citoyen, une association regroupant des responsables de communication de collectivités locales.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Ile-de-France et de la Corse, qui sont caractérisées par des écarts trop importants). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération - 0,03). Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.

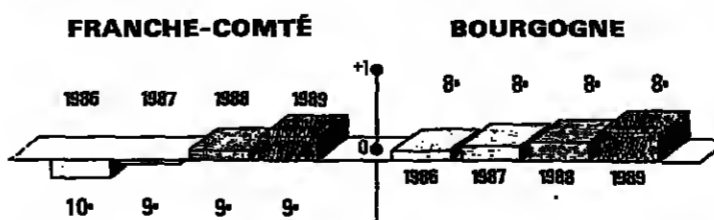
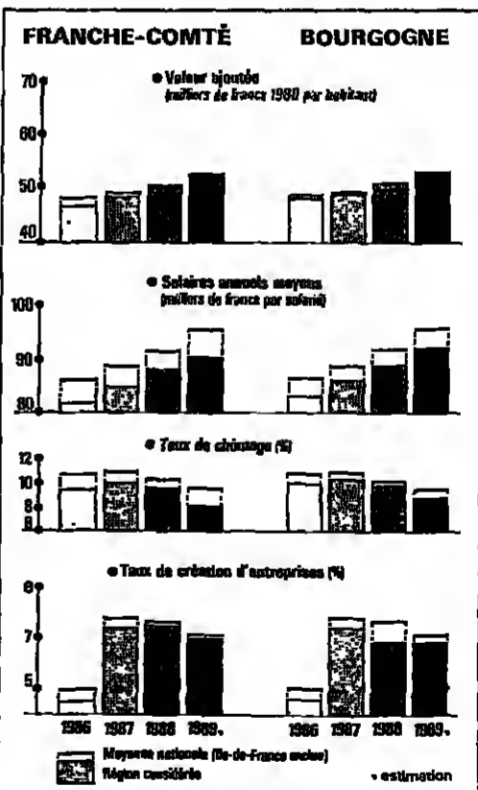
Franche-Comté (neuvième)
Bourgogne (huitième)

Les positions de la Franche-Comté et de la Bourgogne sont assez comparables pour chacune des variables économiques composant l'indicateur synthétique. Elles se classent dans la première moitié des régions de province pour la valeur ajoutée par habitant et le chômage alors que le salaire moyen et le taux de création d'entreprises sont inférieurs à la moyenne de province.

De 1989 à 1989 la croissance de la valeur ajoutée par habitant a été vive pour chacune des régions : + 12,5 % en Franche-Comté et + 10,3 % en Bourgogne contre + 8,4 % pour la moyenne de province. Il en résulte une croissance non négligeable de l'indicateur synthétique et un gain d'une place pour la Franche-Comté à partir de 1987.

D'autres parallèles apparaissent entre les deux régions. De 1986 à 1989, la croissance de l'emploi a été légèrement inférieure à la moyenne de province (1,5 % contre 2,1 %). La position des deux régions en termes de productivité du travail (valeur ajoutée par emploi), par ailleurs proche de la moyenne, s'est donc légèrement améliorée. La baisse du taux de chômage qui a débuté au deuxième semestre 1987 au niveau national s'est effectuée en Franche-Comté et en Bourgogne un an plus tard, mais a été très marquée pour les années 1988 et 1989.

Les similitudes entre les deux régions pourraient laisser croire que les structures de production sont proches. Ce n'est pas le cas. La Franche-Comté se caractérise par une forte monopolarisation industrielle. Dans la valeur ajoutée la part de l'industrie est



Le chiffre porté au-dessous du graphique donne le classement de la région selon l'indicateur proposé (Ile-de-France et Corse exclues).

supérieure à 30 % et le tiers de cette dernière est réalisé dans la construction automobile. La région a bénéficié entre 1986 et 1989 de quatre ans de vive reprise dans ce secteur (+ 8 % de croissance annuelle de la valeur ajoutée). Cette reprise ne s'est pas poursuivie car en 1990 la production automobile nationale a reculé de 1,7 %. En Bourgogne, l'agriculture conserve une place importante avec 9 % des emplois. Il en est de même pour l'industrie, où le filière métallurgique (sidérurgie, travail des métaux, mécanique) est assez fortement représentée. Entre les recensements de 1982 et de 1990, la population des deux régions a faiblement

augmenté : gain de quatorze mille habitants pour la Bourgogne et de un faible excédent naturel alors que les mouvements migratoires sont équilibrés et gain de treize mille habitants en Franche-Comté et à un excédent naturel plus important alors que les départs hors de la région dépassent les arrivées de près de trente mille personnes.

هكمان العمل

HEURES LOCALES

PORTRAIT

Beate Weber, la nouvelle patronne de Heidelberg

La défense de l'environnement est un des points forts de la politique engagée par la mairesse de la cité allemande

HEIDELBERG

de notre envoyé spécial

MADAME le maire d'Heidelberg devait accueillir, dans la nouvelle salle des fêtes de la mairie, les représentants de plusieurs villes européennes. L'attente fut longue, à peine adoucie par le trio en jaquette qui distilla des rengaines du début du siècle. Elle arriva enfin, toute blonde, toute vive, et expliqua d'une franche impétuosité qu'elle n'avait pu quitter plus tôt la séance du conseil municipal qui débattait d'un sujet dur, très dur, très discuté, mais sur lequel on était enfin arrivé, dit-elle, « à un bon accord » : l'élimination des déchets.

Heidelberg, Mannheim, la ville voisine, et leur agglomération regroupent un total d'un million d'habitants, ont décidé de se répartir les tâches : l'arrondissement s'occupe de l'aménagement des décharges, Mannheim de l'incinération, Heidelberg du traitement très spécial des déchets sanitaires et des boues des stations d'épuration.

Beate Weber prend ce genre

de question très au sérieux. La défense de l'environnement fut un des points forts de son programme électoral et lui a valu, grâce à l'appui des Verts, très présents dans la région, de prendre la tête, en décembre dernier, de la municipalité de Heidelberg. Elue surprise à plus d'un titre. La mairie était tenue depuis de nombreuses années par un juriste respecté. Beate Weber était une femme dans un pays où les femmes sont encore moins présentes dans la vie professionnelle et politique qu'elles ne le sont en France. Elle était relativement jeune : quarante-huit ans.

Préoccupations humanistes

Au nombre de ses soucis, en revanche : son passé d'enseignante ; de militante du SPD depuis 1975 ; de députée européenne depuis 1979, avec une participation active dans la commission de l'environnement et de protection des consommateurs. Surtout, elle représentait, dans cette ville très traditionnelle mais très jeune - près de 30 000 étudiants sur 140 000 habitants, - une sorte de parti du mouvement, « l'occasion de faire bouger les choses », dit une de ses électrices.

Les choses, elle veut en effet les faire bouger. Et d'abord dans la forme. On a beaucoup remarqué la façon dont elle a organisé sa première cérémonie de présentation des vœux. Après une courte allocution de bienvenue, elle a aussitôt passé le parole à un représentant d'une Eglise pro-



testante pour un discours de fête, un festrede, une longue réflexion humaniste sur le sens de la vie communautaire, dans laquelle elle retrouvait les préoccupations de la nouvelle mairesse. Celle-ci renouvellera cette innovation et s'appliquera, dit-elle, à multiplier les consultations et les occasions de débat en commun dans les quartiers et avec les associations de la ville.

Ses deux préoccupations essentielles : normaliser les rapports de la ville avec l'université qui, compte tenu de son ancienneté, de son importance, de son autonomie, représente une sorte d'Etat dans l'Etat ; faire d'Heidelberg une véritable ville écologique.

C'est sur ce dernier point que sa démarche est la plus originale. Elle passe, on l'a vu, d'abord par la défense de l'environnement, la définition de zones urbaines pro-

tégées du bruit, la réglementation de la circulation dans une zone menacée d'asphyxie automobile... Avec, à la clé, un exercice particulièrement difficile : comment accueillir les trois millions de visiteurs qui, chaque année, se pressent dans la ville ancienne, enserrée entre la colline et le Neckar, et aux portes du célèbre château romantique qui le domine ?

Question d'aménagement mais aussi, pour ne pas dire, de psychologie politique. Les « indigènes » acceptent de plus en plus malaisément l'arrivée des touristes lorsque ceux-ci se présentent en trop grand nombre, sur des espaces trop réduits. Il s'agit là, d'ailleurs, d'une difficulté qu'ont à affronter toutes les villes anciennes comme vient de le montrer, à Heidelberg même, la rencontre organisée par la Fédération des offices de tourisme des villes européennes.

Education européenne

Beate Weber n'en est qu'au début de son mandat et, dit-on, de ses peines. Elle pour l'instant, des idées indépendamment - c'est une originalité - de son conseil municipal qui, lui, est désigné pour cinq ans, une première tâche s'étend : se constituer une majorité à partir des élus du SPD et des Verts. Elle devra ensuite éviter de décevoir les espoirs que son accession à la tête de la ville - on ne compte en Allemagne que huit femmes dans son cas - a fait naître. Ses partisans comptent

pour eels sur son énergie, son grand esprit de méthode et d'ouverture.

Beate Weber insiste beaucoup sur l'expérience qu'elle a acquise au Parlement de Strasbourg. Elle y a appris à replacer tout naturellement les problèmes allemands dans le cadre européen. Actuellement, elle y a perfectionné son français et a trouvé l'occasion d'acquiescer une résidence secondaire en Alsace. C'est une véritable amie de la France. Elle entretient d'excellents rapports avec l'Institut franco-allemand et a redonné un nouvel élan au jumelage exemplaire que sa ville a noué depuis trente ans avec Montpellier.

A quelques pas de l'hôtel de ville, cette dernière loua désormais une charmante maison de deux étages rénovée à neuf : centre d'exposition au rez-de-chaussée, six chambres en étages, dont une sous les combles, toute blanche et bleue, réservée au musée de Montpellier ou à ses conseillers municipaux lorsqu'ils viennent à Heidelberg. Les échanges universitaires et bientôt économiques entre les deux villes devraient se multiplier ; les deux maires se sont tendu vœux et il est vrai qu'entre Georges Frêche, le maire de Montpellier, et Beate Weber il y a, sinon la complicité amoureuse que leur prêtait ironiquement les journalistes allemands, du moins une réelle parenté de tempérament : deux fonceurs.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'eau au service du vin

A l'ors que la société Evian s'apprête à créer à La Salvetat-sur-Agout une usine d'embouteillage qui doit créer quarante emplois, Montpeyroux, autre commune du département de l'Hérault, vient de trouver un nouveau débouché pour sa source, la Vitale. Découverte en 1760 et réactivée en 1981 pour les besoins du village, elle est exploitée industriellement, depuis le 15 juin, par une société privée.

Avec l'aide des collectivités locales, cette société a investi 19 millions de francs dans l'opération. Elle espère approvisionner le marché français, dès cet été, à une cadence de deux millions de bouteilles d'eau minérale par mois. La source de Montpeyroux est réputée pour ses qualités dans le traitement des affections digestives et de la peau.

La nouvelle usine va créer vingt-cinq emplois, mais elle devrait permettre, en cinq ans, à la commune de quintupler ses revenus grâce à la taxe professionnelle. Le maire du village envisage d'utiliser cette manne pour augmenter ses subventions au « syndicat du cru », dont la fonction est d'améliorer la qualité des vins de Montpeyroux. Quant aux habitants, ils seront toujours autorisés à puiser à la source, comme ils en avaient l'habitude.

LIMOUSIN

La porcelaine s'expose à Tokyo

Sept PME spécialisées dans les industries traditionnelles limousines - porcelaine de Limoges, tapisserie d'Aubusson, miroiterie, encadrement - ont participé en commun au salon Life Style Europe 91 (consacré aux arts de la table et de la décoration domestique) de Tokyo. L'opération a été rendue possible par un fort partenariat de la chambre de commerce et d'industrie de Limoges et du conseil régional, qui ont garanti à 75 % le budget (1 130 000 francs) nécessaire à l'entreprise.

Cette initiative collective s'inscrit dans le cadre de la convention régionale d'exportation prévue par le contrat de plan Etat-région.

NORMANDIE

Union des grandes villes des deux régions

Le Groupe des trois plus grandes villes normandes - Caen, Le Havre et Rouen - créé à l'initiative de leurs maires, MM. Jean-Marie Girault (Caen), André Duroméa (Le Havre) et Jean Lecanuet (Rouen), espère constituer un réseau de villes efficace à défaut de réunir la Normandie en une seule région administrative.

Après une première prise de contact à Caen en décembre 1990, le Groupe vient de décider de mesures concrètes dans le domaine de la communication et de la formation. Dans certains cas, comme le développement universitaire (renforcement du troisième cycle), il s'agira de faire pression d'une même voix pour que l'Etat suive les recommandations des maires. Les trois villes souhaitent développer les filières liées à la protection de l'environnement et aux transports. Elles appuieront la création d'une banque de données commune aux bibliothèques municipales et universitaires. Elles diffuseront une plaquette recensant les formations post-baccalauréat dans les régions.

Dans le domaine des activités socioculturelles Rouen, Le Havre et Caen ont décidé la création d'un forum des compagnies théâtrales, l'organisation d'un concert rock en 1992 et des rencontres d'arts plastiques en 1993, l'édition d'un vidéodisque sur les fonds iconographiques normands et le lancement de rencontres sportives triangulaires.

Les trois villes n'ont pas réussi à mettre au point un comité d'expansion économique unique, pourtant espéré lors de la première rencontre.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Etienne Banzet (Rouen), Georges Chatain (Limoges) et Jacques Monin (Montpellier).

Avignon : « urbi et orbi »

Un architecte catalan propose de faire sortir la cité papale de ses remparts

MANOLO NUNEZ, un architecte né à Samarcande (Espagne), vient de remporter le concours international d'idées lancé par la municipalité d'Avignon pour l'aménagement du « tout des remparts » de la cité papale. Deux cents ans après le vote de l'Assemblée nationale - le 14 septembre 1791 - qui faisait d'elle un territoire français, l'ancienne capitale du Comtat Venaissin se prépare à vivre une seconde révolution. Après le temps des cardinaux, voici le temps des urbanistes pour offrir à la ville de Pétrarque et de Matteo Giovannetti, de Vernet et de Roumanille, des vergers et des cloîtres fouettés par le mistral et titillés par les bannières frémissantes du festival, une image plus respectueuse du passé.

Alarguic entre ses fortifications du quatorzième siècle, Avignon n'est plus que l'ombre d'elle-même. La situation de son marché immobilier, le plus faible de toutes les villes du sud de l'Hexagone, témoigne de la lente dégradation qui rongent l'antique cité de la papauté. La circulation et le stationnement ont d'autre part envahi tous les espaces situés autour de ses remparts et balafrent l'environnement de la cité ancrée au pied du rocher des Doms. Bref, selon Manolo Nunez, « Avignon étouffe et se vide ».

Cinq places communicantes

A cheval sur trois départements (Vaucluse, Bouches-du-Rhône et Gard) et deux régions (Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur), ce site privilégié a besoin d'oxygène pour, en l'an 2000, jouer le rôle que l'histoire lui a légué. Le projet audacieux et élégant du lauréat du concours d'idées prévoit donc de faire « sortir » Avignon de ses remparts.

Pour cela, il propose, dans un premier temps, de dessiner, hors les murs, cinq places en liaison directe avec le noyau historique du centre-ville. Elles porteront les noms de « place du Rhône », au débouché du pont Dalaudier, « place Salon », à la porte Saint-Lazare, « place de la Gare », qui sera ornée de fontaines et de sculptures monumentales, « place Mirador », devant le fameux pont Bénézet, et « place des Jardins-de-l'Imaginaire », à l'arrivée du pont de l'Europe, juste devant

les remparts. Véritable porte d'Avignon, elle sera composée de grandes sculptures végétales.

Ces places communiqueront entre elles par des ruelles, des boulevards et des jardins, et la majorité d'entre elles seront achevées avant 1995. Avec ces larges espaces ouverts sur l'extérieur, la cité des Papes retrouve la vocation des grandes villes de l'Europe du Sud où les places jouent, depuis toujours, un rôle d'accueil et de rencontre mais aussi d'échange entre les citadins et les visiteurs.

Selon Manolo Nunez, le premier coup de pioche sera donné en janvier 1992 pour tracer la place du Rhône, qui mettra en valeur la découverte d'Avignon depuis le fleuve. Un décor majestueux qui invite à prendre le chemin du palais du Roure et des tréteaux de juillet dressés sous un ciel lumineux et doux. Ce vaste parvis permettra aux Avignonnais d'avoir un accès direct avec le Rhône, qui est à l'origine de la ville. Pourvu d'un parc de stationnement souterrain pouvant accueillir 600 véhicules, il sera mis à la disposition de grands spectacles qui accompagneront ceux présentés pendant le festival. Enfin, le pont Dalaudier, qui achève sa course sur le plateau du Rhône, comme le pont Alexandre-III sur l'esplanade des Invalides à Paris, sera aménagé avec des statues, des lampadaires, des bancs, et, protégé du mistral, rendu aux promeneurs. Le coût de cette opération (hors parc de stationnement) est estimé à environ 38 millions de francs.

Mais le projet se veut plus ambitieux. A plus long terme, il propose en effet que la ville, à partir de ces places, franchisse le fleuve et les voies ferrées qui l'enserment pour créer le « grand Avignon », délimité par Orange, Saint-Rémy-de-Provence, Cavaillon, Tarascon et Remoulins. De par sa situation géographique, le « grand Avignon » est la clé de voûte de l'immense espace économique sur lequel repose l'Europe du Nord. Pour jouer pleinement son rôle, ses voies de communications doivent être améliorées, notamment par la création de rocades. La mise en place d'un tel schéma routier permettrait de désenclaver le centre historique d'Avignon et de libérer le tout des remparts de la servitude du passage obligé.

JEAN PERRIN

Die fête la transhumance

Un troupeau de deux mille cinq cents moutons a défilé dans les rues, comme au temps jadis

DIE

de notre envoyé spécial

LES rues ceinturant la cathédrale romane de Die bruisaient d'impatience. Voilà un moment déjà, une dizaine d'années, bâtis de neuf, avançaient, paisiblement, ouvert la marche, mais en appâtant la foule, mieux qu'une triviale caravane publicitaire. Car ce n'est pas le passage d'une course cycliste ou d'un corso fleuri, que les Dieois et les touristes attendaient, en ce premier samedi d'été. Bien davantage, tellement plus : la transhumance !

Un simple troupeau d'ovins monté de la Crète, pour estiver sur les hauts plateaux du Vercors, mais descendus, cette année, des camions avant la bourgade, pour un tour d'honneur. La troupe qu'on commençait à deviner à l'horizon et dont on percevait à peine la source rumeur avait décidé de prendre son temps. Comme pour rappeler que depuis l'Antiquité et jusqu'à la fin des années 60, de la Provence aux Pyrénées, les trou-

peaux transhumants ont toujours rythmé, deux fois l'an, le basculement des saisons. « Autour du 19 juin et du 7 octobre, à deux jours près », précise un vieux berger, qui se souvient qu'alors « les villageois se levaient la nuit pour nous voir passer, lorsqu'ils en avaient les sonnailles. Ils étaient contents... »

Les voix, derrière un maître berger de légende - barbe et grand chapeau, pleine et bâton, - les boucs et les bœufs « menons », et les chiens tournoyants ; 2 500 bêtes, beige et brune maréc défilant, belle et bête, dans les mille tintements de cloches, les aboiements. Cohorte onduleuse, sautillante, s'agitant jusqu'à se fondre, marquant l'asphalte de ses 10 000 petits sabots, et d'où une cabrette folle émerge parfois pour jouer à sautemouton. Le long fleuve laineux file comme eau-vive, avoie de s'élargir sous les venelles, de s'étrangler sous la voûte romaine de la porte Saint-Marcel. Le troupeau passe, et avec lui le rêve. Mais la fête n'est pas finie. A la foire aux bêtes, les visiteurs découvrent les espèces de

moutons - suffolk à tête noire, mouroserus à tête rousse, chèvre angora frisée comme Valentine, - les enfants frissonnent devant une démonstration de tonne électrique. d'autres écoutent les secrets du fabricant de sonnailles.

Outre le passage du troupeau, une veillée constituait le temps fort d'un festival auquel les ministères de la culture et de l'agriculture s'étaient associés. Couchés dans l'herbe sur les flancs de Glandasse, tout près du troupeau, « écoutez et rappelez » étaient réunis pour entendre des experts, des éleveurs et surtout des bergers parler de la transhumance : ses traditions, son vécu, son (incertain) avenir. Henri Gaud, conteur sachant faire raconter, mit ainsi en vedette de formidables inconnus prénommés Pierre, Sylvain, Ulysse ou Magali. Ces chaudes tranches de vie pastorales avaient quelque chose d'une épopée à l'échelle humaine, cette fois, plein de petits enfants étaient venus adorer des bergers.

ROBERT BELLERET

Orléans rajeunit son campus

Municipalité et université s'unissent pour donner un cœur au quartier de La Source et réussir la liaison étudiants-population

ORLÉANS

de notre correspondant

AU début des années 60, les responsables qui avaient créé l'université d'Orléans s'étaient donné une tâche ambitieuse : édifier « un Oxford français ». Le cadre s'y prêtait : un « magotique » paré d'arbres, le château de La Source sur les bords du Loiret où, dit-on, Voltaire avait pris ses mesures. Le campus végéta pendant des décennies, des générations d'étudiants travaillant dans des locaux préfabriqués, isolés du centre d'Orléans (près de 10 kilomètres) et l'osmose tant souhaitée avec la ville nouvelle de La Source, qui avait été construite parallèlement, ne se réalisait jamais.

Aujourd'hui, le campus fait peu neuve, prêt pour un second décollage. L'université et la municipalité d'Orléans semblent avoir mis le plus grand nombre d'atouts entre leurs mains pour enfin réussir ce campus

et donner un cœur urbain au quartier de La Source qui cherchait, lui aussi, désespérément une âme.

Un nouvel ensemble, avec des commerces et des logements pour étudiants, va être édifié à la jonction du campus et de la ZUP, sur la place de l'Indice, le seul lieu symbolique des Sources. On a remarqué, en lui donnant plus d'ampleur, un projet déjà esquissé sous la municipalité dirigée par Jacques Douffignies, dans le cadre d'une procédure « Banlieues 89 ». Le but est de créer un « effet de rue » qui, en principe, favorise la convivialité et de mêler les étudiants à la population. Autre geste symbolique, on a abattu un rideau d'arbres (mais on a également vite replanté) qui cachaient les installations universitaires aux habitants.

Le président de l'université, William Marois, s'est fait urbaniste : « Il fallait couper cette architecture des années 60 qui consistait en une juxtaposition simpliste de blocs, le bloc université, le bloc habitot collectif,

etc., pour avoir une connexion avec le quartier de La Source, qui va enfin trouver un centre ». De son côté, Jean-Pierre Delpont, adjoint au maire socialiste d'Orléans, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, affirme : « Il y a maintenant vingt-cinq ans que ce quartier existe. Des erreurs ont été commises. Cette conception de l'urbanisme est aujourd'hui totalement dépassée : La Source est une ville éclatée en fonctions bien déterminées et séparées. Cela a généré des dysfonctionnements et des problèmes sociaux ».

Au total, ce seront 660 nouveaux logements étudiants qui seront disséminés sur le campus et dans ce futur centre urbain. Les prévisions donnent une croissance des effectifs de 1 500 étudiants par an. Fin 1994, date d'achèvement prévue de cette opération d'urbanisme, le campus rajeuni devrait accueillir plus de 16 000 étudiants qui, enfin, ne vivraient plus à l'écart de la cité

RÉGIS GUYOTAT

L'application du plan Bourges

A2, « entreprise moderne » ?

Après la fixation des objectifs, radicaux, de renouveau d'un service public fort, voici le plan Bourges ancré dans le concret. En proposant de supprimer la part des effectifs de sa chaîne - Antenne 2 compte 1 759 salariés, dont 1 400 statutaires - M. Eric Giully pratique une thérapie de choc. Émergence des chaînes privées, perte de parts de marché, de recettes publicitaires, hausse du prix des programmes et des frais de personnel : M. Giully fait remonter à 1985 la « dégradation progressive » qui justifie cet « indispensable effort de redressement ». Voilà au passage une chronologie qui remet en perspective toutes les polémiques sur les responsabilités dans les déboires d'Antenne 2. L'impasse financière - réelle - accumulée par l'équipe précédente, et que certains feignaient de découvrir avec stupeur, a des causes profondes qui ne datent pas d'hier. Et ces causes ne dépendent pas toutes des directions successives de la chaîne.

Et les remèdes ? « Amélioration de la productivité », « formation et mobilité », « recherche de l'adaptation des programmes au public », telles sont pour M. Giully les trois exigences que « les conditions de la concurrence imposent aux entreprises modernes ». A la seule condition de remplacer « programmes » par « produits », voilà un discours qui pourrait tenir l'importance que pourrait tenir l'importance d'un chef d'entreprise « moderne ».

Mais c'est justement cette banalisation du discours qui peut choquer. « A quel bon les récentes déclarations du ministre Kijman suivies les semaines suivantes de l'équilibre budgétaire n'est pas une fin en soi pour A2 et FR3 ? » (le Monde du 25 juin), s'indignent les syndicats.

Antenne 2 est une entreprise culturelle publique. En insistant sur le premier terme de ce triptyque, la direction de la chaîne restreint à l'évidence un débat qui concerne aussi les autorités de tutelle, et plus largement les citoyens-contribuables. De rapports en débats parlementaires, de polémiques en groupes d'études, la question reste posée : quelle télévision publique la France veut-elle et peut-elle se payer ? « Antenne 2 entend bien accroître, au sein du groupe, l'évaluation publique, ses capacités d'innovation, de création et de diversité pour répondre aux goûts du public » : dans cette rhétorique empruntée au vocabulaire de l'économie, Antenne 2 est une entreprise. Télévision publique n'est plus un concept mais un groupe. Un groupe dont l'autre « filiale », FR3, doit bientôt annoncer son propre plan de redressement...

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le CNPF proteste contre les grèves à la RATP

Le CNPF a protesté contre la grève qui a affecté, vendredi 28 juin, la RATP en « demandant instamment » au gouvernement de prendre « par les voies les plus appropriées et les plus rapides » des dispositions pour que « cessent, au plus vite, les perturbations qu'occasionnent les grèves des services publics des transports ».

Ce mouvement a surtout perturbé le métropolitain, en particulier la ligne numéro 1 (Vincennes-Neuilly) qui est restée fermée à partir du milieu de matinée à la ligne 10 (Boulogne-Austerlitz) où l'on démontait moins d'un train sur dix. Sur les autres lignes, deux trains sur cinq roulaient au moyen d'un seul convoi. Sur les lignes A et B du RER, 65 % à 70 % des véhicules circulaient et les autobus tournaient à 90 %.

Antenne 2 veut supprimer 377 emplois

Le projet de 377 suppressions d'emplois - soit environ le quart du personnel - préparé par le directeur général d'Antenne 2, M. Eric Giully, sera discuté au comité d'entreprise du 9 juillet et au conseil d'administration du 10 juillet.

Première application concrète du « plan stratégique de télévision publique » de M. Hervé Bourges, ce plan de réorganisation interne comprend cinq volets, selon la direction d'Antenne 2. Des économies seront réalisées sur les frais généraux, les loyers, les contributions à TDF ou l'INA, pour une cinquantaine de millions de francs. Les conditions de travail seront redéfinies, pour encourager la polyvalence. L'organisation sera simplifiée, par compression des niveaux hiérarchiques. Le contrôle de gestion sera modernisé et décentralisé. Et, cinquième volet, « une telle réorganisation implique la

suppression d'un certain nombre de postes ». « Cela ne signifie pas nécessairement des licenciements » qu'un plan de reclassement a pour but d'éviter au maximum, précise M. Giully.

La direction chiffre à 377 les suppressions d'emplois. Une vingtaine de salariés pourraient être réaffectés parallèlement. Compte tenu des départs de retraite (192 salariés concernés), des départs déjà enregistrés depuis avril (45) ou du non-renouvellement de contrats à durée déterminée (35 d'ici à la fin de l'année), la direction estime que 86 reclassements seulement sont à organiser. Pour régler ces cas, la direction compte faire appel au volontariat jusqu'au 27 septembre, et propose une panoplie désormais classique d'accompagnement : formation, aides à la mobilité, etc.

Pour justifier l'ensemble de son plan, M. Giully met en avant la situation critique d'Antenne 2, qu'il estime engendrée par la hausse du

coût des programmes (+ 23 % pour les films et séries, + 157 % pour les droits de retransmission sportive depuis 1987), et l'augmentation des effectifs ces dernières années (+ 3,8 % entre 1988 et 1990). Le plan définitif devrait être arrêté pour le comité d'entreprise du 27 août.

Dès vendredi soir, l'intersyndicale FO-CGT-CFTC-CGC d'A2 a « dénoncé les licenciements projetés », que, selon elle, « rien ne justifie », et « ce plan basé uniquement sur le départ volontaire des salariés ». La CFTD et le SNI d'Antenne 2 estiment en outre que « cette décision ne correspond à aucune nécessité ». La finalité d'Antenne 2, ce sont les programmes : quelle télévision digne de ce nom pour les téléspectateurs car « une telle mesure ne pourrait y survivre », les deux syndicats concluent : « Voici comment un gouvernement de gauche traite un service public, voici comment une direction qui vient d'arriver liquide son entreprise ».

L'assemblée générale du numéro un mondial du pneumatique

M. Edouard Michelin a été désigné officiellement comme dauphin

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Comme prévu, l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie générale des Etablissements Michelin (CGEM) (1) a approuvé, vendredi 28 juin, la nomination de M. Edouard Michelin, vingt-huit ans, aux fonctions de gérant associé commandité de la société. M. Michelin junior, qui a déjà assuré des responsabilités dans diverses filiales du groupe, prendra, à compter du 1^{er} juillet, la direction des sociétés aux Etats-Unis et au Canada. Il continuera ainsi à « faire ses classes » avant de succéder à son père, qui avait, par le passé, suivi un cursus identique.

Lors de cette assemblée générale, il a été annoncé aux actionnaires que les pertes du groupe en 1990 (278 millions de francs con-

tre un bénéfice de 809 millions en 1989) excluaient toute distribution de dividendes. Les actionnaires pourraient toutefois se voir proposer des bons de souscription d'actions gratuits. Le groupe Michelin est engagé dans un plan de redressement qui prévoit 16 000 suppressions d'emplois dans le monde d'ici à 1992, dont 4 900 en France.

M. François Michelin a par ailleurs annoncé que le nouveau pneu à l'étude (un « pneu vert » qui doit permettre des économies d'essence) sera commercialisé en petites quantités fin 1991. Prudent, les gérants de Michelin conditionnent désormais le retour à l'équilibre - annoncé pour 1991 - à un redémarrage des ventes, notamment en Amérique du Nord.

JEAN-PIERRE ROUGER

(1) La CGEM est la société holding qui rassemble les activités de Michelin dans le monde (130 000 salariés).

Budget 92 : endiguer le déficit

Suite de la première page

La politique de relance de la croissance au travers de la dépense publique, imprudemment pratiquée par la gauche en 1981 alors que le monde était en pleine dépression, avait gravement déséquilibré la situation financière du pays, portant le déficit budgétaire à des niveaux jamais atteints : 99 milliards de francs en 1982, 130 milliards en 1983, 146 milliards en 1984, 153 milliards en 1985, ce qui représentait alors quelque 3,2 % de la richesse nationale (PIB). Dégénération d'autant plus inquiétante qu'à la fin des années 70, le déficit des finances publiques était minime (30 milliards de francs), la France donnait l'exemple - dans ce domaine au moins - à bon nombre de pays industrialisés. La politique de rigueur pratiquée par les socialistes à partir de la mi-82 n'eut d'abord pour effet que d'endiguer le flot, objectif indispensable mais limité. De la même façon qu'en mer un pétrolier lourdement chargé ne peut changer rapidement de cap, le budget de l'Etat comporte une telle masse de dépenses incompressibles qu'une dérive amorcée ne peut être corrigée qu'après des années d'économies. On se souvient peut-être que le président de la République, en finissant la loi de finances de 1983, avait promis de limiter impérativement le déficit de l'Etat à 3 % de la richesse nationale. Norme qui apparaît maintenant passablement laxiste mais qui, dans les désordres de l'époque, eut au moins le mérite de stopper la dérive.

La baisse du déficit budgétaire - étape qui suivit l'endiguement - ne commença qu'à partir de 1986. Rétrospectivement, on s'aperçoit qu'elle ne fut pas assez rapide. Elle n'empêcha pas en effet l'endettement de l'Etat de continuer à s'alourdir, chargeant chaque année davantage le budget du poids des intérêts à payer. Les recettes fis-

cales supplémentaires, fournies en abondance par la forte croissance économique des années 1987 à 1989, auraient pu permettre d'être au moins à la hauteur de la dette, mais la réduction du déficit comme cela fut fait avec les fonds tirés des privatisations (85 milliards de francs)

Une barque trop chargée

Toujours est-il que l'année 1989 vit le déficit revenir à 100 milliards de francs. Chiffre lourd de signification qui mit clairement en évidence le fait que, sans les intérêts payés par l'Etat sur sa dette, le budget aurait été équilibré. C'est alors qu'on prit conscience, dans les milieux gouvernementaux du véritable poison que distillait un endettement sans cesse croissant, atteignant 27 % du produit national et cheminant allègrement vers les 2 000 milliards de francs : 1 800 milliards fin 1990, 1 900 milliards à la fin de cette année (1).

Les faits sont là : le niveau exorbitant des taux d'intérêt oblige l'Etat à consacrer chaque année plus de 10 % des dépenses budgétaires à la seule charge des intérêts de ses emprunts (126 milliards de francs l'année dernière et probablement plus de 140 milliards de francs cette année).

C'est bien pour casser cet enchevêtrement ruineux que M. Balladur s'est fixé comme objectif de réduire chaque année de 15 milliards de francs le déficit, de façon à ramener celui-ci à moins de 90 milliards, niveau à partir duquel le stock de la dette publique cesse de croître par rapport à la richesse nationale. La dérive actuelle des finances publiques éloigne cet objectif, dont on regrette maintenant qu'il n'ait pas été atteint à la faveur des années de forte croissance économique (1987-1989).

Le déficit budgétaire oblige l'Etat à se porter emprunteur sur le marché obligataire en concurrence avec le secteur privé,

empêchant les taux d'intérêt de baisser. Les bénéfices des entreprises en sont réduits (un point d'intérêt représente 15 milliards de francs supplémentaires), et finalement les investissements. C'est un premier inconvénient grave des déficits publics.

Mais ceux-ci ont pour autre inconvénient, on le voit maintenant, de mobiliser ou d'immobiliser des ressources croissantes pour le paiement des intérêts de la dette, des ressources qui manquent pour d'autres dépenses essentielles à la vie de la nation : son armée, sa recherche, son système d'éducation, ses équipements collectifs...

L'esprit entreprenant de M. Rocard à Matignon a eu aussi pour effet de relancer la dépense publique. Les chiffres traduisent déjà des initiatives qui furent nombreuses : + 1,5 % de volume pour 1989, + 2,5 % en 1990, ce qui est supérieur à la progression moyenne des charges publiques depuis 1983 (entre 1 % et 1,5 % par an en volume). Et les engagements pris par M. Rocard, vis-à-vis de l'éducation nationale, de la fonction publique, des policiers, des militaires, des agents des services publics, vont peser lourd alors que les recettes fiscales se tarissent.

Pour 1992, MM. Bérégovoy et Charasse se sont fixés comme objectif de limiter la croissance des dépenses publiques à la hausse des prix, soit environ 2,5 %. Cet objectif, qui correspond à une totale stabilité des charges de l'Etat en valeur réelle, avait été retenu dans la lettre de cadrage covoyé par M. Rocard à ses ministres avant de quitter l'hôtel Matignon.

Principe sans doute nécessaire pour empêcher le déficit de s'accroître mais extraordinairement difficile à atteindre même si ce tour de force fut réalisé en 1987 (2,0 % et en 1988 (0,8 %). Les conditions tout de même un peu particulières puisque l'argent des privatisations facilitait les choses. Comment limiter à 2,5 % en 1992 la croissance des dépenses publiques alors que les charges salariales de l'Etat, qui entrent pour 40 % dans le budget, progresseront d'environ 5 % et que les charges de la dette publique (plus de 10 % du budget) augmenteront d'au moins 8 % ?

Encore faudrait-il tenir compte des dépenses à répétition encourues par les administrations des pays les plus pauvres (une dizaine de milliards), par le non-paiement des grands contrats à l'exportation indemnisés par l'Etat (8 milliards de francs), par les charges croissantes entraînées par la Communauté économique européenne. Des dépenses d'action extérieure, comme on les appelle, qui représentent de telles charges qu'on prête à M. Bérégovoy l'intention d'en décrire prochainement les conséquences budgétaires aux membres du gouvernement.

Retour aux 100 milliards

Toutes ces dépenses auraient pu être financées sans trop de difficultés si la croissance économique s'était poursuivie au rythme élevé qui a été le sien entre 1987 et 1989. Mais depuis l'année dernière les rentrées fiscales ont fléchi : l'impôt sur les sociétés a rapporté 6 milliards de moins que prévu en 1990, la TVA, 11 milliards.

Le déficit budgétaire annoncé pour 1990 (93,4 milliards au lieu de 90 prévus) aurait dépassé les 100 milliards si toutes les dépenses envisagées avaient été faites. En matière d'emplois notamment, une dizaine de milliards de francs ont été reportés sur 1991,

gonflant d'autant le déficit potentiel de cette année puisque des ressources équivalentes n'ont pas été transférées de 1990 sur 1991. Au contraire, pourrait-on dire, il faut donc avoir clairement en fait à l'esprit que c'est en 1990 que le dérapage budgétaire a vraiment commencé et que cette année-là, contrairement aux chiffres publiés, le déficit de l'Etat a cessé de se réduire.

Les pertes de recettes fiscales que l'Etat enregistre par rapport à ses prévisions n'ont pas cessé depuis le début de l'année. Les rentrées d'impôt sur les sociétés sont moins catastrophiques que prévu mais la TVA est plus mauvaise. Les pouvoirs publics s'attendent à des moins-values fiscales de l'ordre de 30 ou 40 milliards de francs cette année, ce qui mettrait le déficit aux environs de 130 milliards de francs si rien n'était fait.

Contexte tout de même inquiétant, même si la plupart des grands pays industrialisés se trouvent dans des situations encore plus inconfortables que la nôtre. Contexte qui explique les efforts déployés par MM. Bérégovoy et Charasse pour gommer des dépenses, augmenter quelques recettes, vider certaines caisses plus ou moins dormantes du secteur public, retarder des paiements, avancer des encaissements, réclamer de façon parfois peu élégante aux pays du Golfe et à certains alliés comme l'Allemagne et le Japon des contributions à la guerre contre l'Irak (10 milliards espérés à ce titre). On en passe...

Il est impossible de dire à quel niveau se situera le déficit du budget de l'Etat cette année et en 1992 : probablement aux alentours d'une centaine de milliards de francs, toutes économies faites.

Pas de nouveaux emplois publics

Une stratégie va être développée. Elle consistera à ne pas faire appel à la fiscalité pour réduire le déficit : les législatives s'approchent et des impôts supplémentaires déprimeraient davantage la conjoncture et les esprits. C'est donc pour l'essentiel sur les dépenses que porteront les efforts à venir et bien évidemment en grande partie sur les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire de personnel. Autant dire que la réduction des dépenses de 1983 à 1988 - oubliée en 1989-1990 - va être de nouveau appliquée. Globalement, aucun emploi public civil ne devrait être créé et 10 000 ou 15 000 emplois militaires pourraient être supprimés.

En ce qui concerne les augmentations de traitements, les plans catégoriels Jospin et Durlauf qui dérouleront leurs effets sur plusieurs années devraient être respectés. M. Bérégovoy s'y étant engagé. Mais les mesures générales devraient alors être réduites au minimum, ce qui créera pas mal de difficultés sociales au gouvernement. A moins - autre hypothèse - qu'une renégociation d'ensemble aboutisse à élargir dans le temps les plans concernant l'éducation nationale et la fonction publique.

Et si en fin de compte ces efforts n'étaient pas suffisants pour rééquilibrer les comptes de l'Etat, se poserait la question d'une reprise des privatisations. On n'en est pas encore tout à fait là, mais une chose est sûre : la droite revenant au pouvoir en 1993 ne se priverait pas d'une telle aubaine...

ALAIN VERNHOLES

(1) Seuls les intérêts de la dette sont à la charge du budget de l'Etat. Le stock des dettes est quant à lui géré par le Trésor public.

L'OIT s'inquiète de la situation des travailleurs égyptiens en Irak

GENÈVE

de notre correspondant

Au cours de la session annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui vient de s'achever, son conseil d'administration a examiné plusieurs plaintes sur des violations des conventions internationales du travail. C'est ainsi que, faisant suite à une réclamation de la Fédération des syndicats égyptiens, le conseil a fermement prié le gouvernement de Bagdad d'assurer, ne serait-ce que le paiement des salaires dus aux travailleurs égyptiens qui avaient pu rejoindre leur pays avant et après l'invasion du Koweït.

Le Bureau international du travail (BIT), instance permanente de l'OIT, s'est d'ailleurs déclaré prêt à participer à l'évaluation du nombre de travailleurs égyptiens lésés et du montant des sommes dues. Le conseil d'administration a également demandé au gouvernement irakien de respecter les conventions relatives à l'abolition du travail forcé et à la discrimination tant dans le domaine professionnel que dans celui de la sécurité sociale. Bagdad a été par conséquent invité à supprimer les prescriptions empêchant les travailleurs de mettre fin à leur emploi moyennant préavis et celles qui disposent que le travail est obligatoire et fait partie de la discipline.

M. Yvon Chotard élu à la présidence

Le conseil a étudié une plainte du congrès des syndicats sud-africains contre Pretoria, pour atteinte aux droits syndicaux. Or l'Afrique du Sud n'étant pas membre du BIT, la plainte a été transmise à l'ONU, qui a obtenu l'accord du gouvernement sud-africain pour que se rendent sur place les trois membres de la commission d'investigation et de conciliation instituée par ce même conseil d'administration.

M. Yvon Chotard, délégué gouvernemental de la France, a été élu à l'unanimité, le 27 juin, à la présidence du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail. C'est un Français, M. Jacques Oeschlin, qui a été réélu à la tête du groupe des employeurs, chargé qu'il occupe depuis de nombreuses années, tandis qu'un Britannique, M. John Morton, a été désigné à la présidence du groupe des travailleurs.

ISABELLE VICHNIAC

Quatrième hausse consécutive de l'indice composite américain

Nouveau signe de reprise de l'économie américaine : l'indice composite des principaux indicateurs économiques a progressé de 0,8 % en mai, après une hausse de 0,4 % en avril, a annoncé vendredi 28 juin le département du commerce. Il s'agit de la quatrième hausse mensuelle consécutive de cet indice qui préfigure l'évolution de l'économie américaine pour les six à neuf mois à venir.

Les analystes tablent généralement sur une hausse de 0,5 % pour le mois de mai. Pour avril, le département du commerce a revu en baisse sa première estimation, à 0,4 % au lieu de 0,6 %, après une hausse de 0,9 % en mars et 1,1 % en février.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 24 AU 28 JUIN

PARIS

Au carrefour du développement

INDICE CAC 40
-3,27%

Après avoir culminé le 11 juin à son plus haut niveau de l'année (1 874,81), le marché n'en finit pas de se déprécier, malgré une ou deux tentatives de reprise. En l'espace de quinze jours, le baromètre de la place française a perdu 6,8 %, avec une nette accélération du mouvement au cours des dernières séances.

L'heure n'est tout de même pas à la panique, le recul s'effectuant dans une ambiance calme avec des échanges peu fournis. La progression depuis les premiers jours de janvier de l'indice CAC 40 reste encore honorable, avoisinant les 15 %.

Cependant, le sentiment des investisseurs évolue. Jusqu'à présent, ils restaient sur la réserve en raison des incertitudes économiques et politiques. Or, à cette méfiance se substitue progressivement l'inquiétude.

Haussé du dollar, tension sur les taux d'intérêt et absence de reprise en France sont les trois sujets de préoccupation des intervenants, auxquels s'est greffée en fin de semaine la dégradation de la situation en Yougoslavie.

Obs lundi 24, nombre d'entrées furent déçus par l'inefficacité apparente des nations industrielles pour contrer la progression de la devise américaine. Au lendemain de la réunion du G7 à Londres, le billet vert repartit de l'avant, malgré les propos des sept ministres des finances

affirmant au sortir de leur rencontre qu'ils procéderaient à des actions concrètes sur le marché des changes. Les valeurs françaises perdirent 1,72 % dans un climat sordide par les scandales boursiers japonais et par le démission des présidents de Nomura et de Nikko, respectivement numéro un et numéro trois japonais et mondial des firmes de courtage.

Le reste de la semaine fut meussée (-0,01 % mardi, -0,85 % mercredi et -1,15 % vendredi) en dépit d'une légère embellie jeudi (+0,42 %).

Au nombre des mauvaises nouvelles s'inscrivent en France le niveau élevé du loyer de l'argent à court terme, l'aggravation du chômage en mai (+2 %), sans parler de la révision à la baisse des perspectives de croissance pour l'année (1,5 % au lieu des 2,7 % espérées aux premiers jours de janvier). Si, côté Ouest, les nouveaux signes de reprise de l'économie aux Etats-Unis avec la progression des dépenses de consommation en mai (+1,1 %) ne font que raffermir le dollar, les perspectives à l'Est ne sont guère encourageantes. La forte inflation allemande (+3,5 % sur un an) laisse peu d'espoir à une détente des taux. De plus, vendredi, les premiers affrontements armés en Slovaquie après la proclamation de son indépendance ont ravivé les craintes d'une déstabilisation dans les pays d'Europe centrale.

Sans Carrefour, Euromarché, Viniprix, le Printemps, les Galeries Lafayette, les Nouvelles Galeries, le Bon Marché et même à un moment Promodès, la semaine surent être totalement morose, tant les affaires étaient rares. L'animation s'est venue uniquement de la distribution, à croire que le Bourse s'était transformée en un gigantesque centre commercial.

La distribution en vedette

« La distribution est au carrefour du développement et du changement de dimension pour affronter la concurrence européenne », commentait un spécialiste de ce secteur pour expliquer les deux rassemblements majeurs de la semaine : Carrefour absorbant Euromarché et les Galeries Lafayette prenant le contrôle des Nouvelles Galeries.

Dans le premier cas, ce fut la surprise totale. On attendait le Printemps, actionnaire minoritaire d'Euromarché, à ce Carrefour. Le groupe présidé par M. Michel Bon dépensera jusqu'à 5,2 milliards de francs pour acquérir les titres Euromarché et Viniprix, l'un des actionnaires de cette enseigne, aux prix respectifs de 4 470 F et 2 700 F. Conséquence de cette opération, le Printemps s'est apprécié de 10 % le jour de l'annonce, dans la perspective des gains issus de la cession de ses parts, tandis que Carrefour s'est nettement déprécié. De leur côté, les Galeries Lafayette sont sûres de réussir leur OPA sur 66 % des actions Nouvelles Galeries, après la confirmation de la validité de cette OPA par la cour d'appel de Paris. Le groupe textile Oevenley,

qui avait tenté de s'opposer à cette transaction, a jeté l'éponge, apportant ses titres à l'opération, ce qui lui permettra d'encaisser au passage près de 1 milliard de francs.

De son côté, dans le cadre de la simplification de ses structures, la Financière Agache, un des holdings de tête du groupe de Bernard Arnault, lancera prochainement, par l'intermédiaire du Bon Marché, une offre publique d'échange sur les titres Boussac-Saint Frères.

Enfin, dans cette grisaille, un petit vent de folie a apparemment soufflé sur les marchés parisiens et londoniens, troublant dans un cas un opérateur, dans l'autre un ordinateur. Mercredi, les cours de Promodès se sont dépréciés sans raison à l'ouverture, si ce n'est celle d'une erreur d'un négociateur chez Finacor. Au lieu de vendre son paquet de mille titres à 2 240 F, il les a proposés à 2 040 F... pour la plus grande joie de la dizaine d'acquéreurs. Plus étrange encore, le lendemain à Londres, pas moins de 10 % du capital de la Générale des eaux ont changé de mains en séance, mettant en émoi les dirigeants de ce groupe d'autant que cette part correspond sensiblement à celle de son plus important actionnaire (Seln-Gobain). Renseignements pris, c'était une fausse alerte, ou plutôt une erreur d'ordinateurs. La faute à qui ? Certainement au temps qui n'est pas de saison.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Poursuite de la baisse

INDICE DOW JONES
-1,98%

La Bourse de New-York a continué de se déprécier, déprimée par le scandale financier japonais, les incertitudes sur l'évolution des résultats des entreprises américaines et les craintes d'inflation. L'indice Dow Jones des valeurs cotées a perdu sur la semaine 1,98 %, portant la baisse observée depuis la mi-juin à plus de 3 %.

Le recul a été amorcé dès lundi par la démission des présidents des maisons de titres japonaises Nomura et Nikko après que ces deux firmes eurent reconnu avoir indemnisé de gros clients lors du krach de 1990, et avoir consenti en 1989 des prêts importants à l'un des plus puissants gangs de la pègre japonaise. Une chasse aux bonnes affaires et une demande sélective des investisseurs institutionnels, qui préparent la présentation trimestrielle de leurs portefeuilles, s'est permis au marché de se raffermir passagèrement mercredi et surtout jeudi.

Toutefois, vendredi, Wall Street reprenait le chemin de la baisse (-0,96 %). Ce jour-là, la poursuite de l'amélioration en mai de l'indice composite des principaux indicateurs économiques aux Etats-Unis (+0,8 %), n'a pas permis à la Bourse new-yorkaise de se reprendre. En effet, malgré cette

statistique encourageante, les investisseurs doutent que la reprise économique profite pour le moment aux résultats des entreprises. Ces perspectives de redémarrage de l'économie sont de plus assombries par les craintes d'un retour des pressions inflationnistes. Elles se reflètent par la formation de taux d'intérêt à long terme américains, qui se sont maintenus durant l'essentiel de la semaine au-dessus de 8,51 % pour les bons à trente ans.

Indice Dow Jones du 28 juin : 2 906,75 (c. 2 965,56).

	Cours 21 juin	Cours 28 juin
Alcoa	69 1/4	67 1/2
AT&T	38	38 1/4
Boeing	46 7/8	45 3/4
Chase Man. Bank	19 1/8	16 1/4
Du Pont de Nemours	48 1/4	45 7/8
Eastman Kodak	40 3/4	38 3/4
Exxon	58 1/2	58 3/8
Ford	37 3/4	36
General Electric	75	74 1/8
General Motors	44 1/8	40 3/4
Goodyear	33 1/4	33 1/4
IBM	99 5/8	97 1/8
ITT	59 3/8	56 1/4
Mobil Oil	65 3/8	64 1/4
Pfizer	47 1/8	45 1/2
Schlumberger	58 1/2	58 7/8
Texaco	61 1/8	60 1/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	145 1/4	138 3/4
Union Carbide	20 1/4	20 3/8
USX	28 1/4	27 7/8
Westinghouse	28 7/8	27 7/8
Xerox Corp.	53 3/4	54

TOKYO

Scandales et démissions

INDICE NIKKEI
-4,37%

La Bourse de Tokyo a continué de glisser cette semaine. Le bilan hebdomadaire est encore plus médiocre que le précédent. L'indice Nikkei s'est terminé en nette baisse à 23 290,96 points, soit une perte de 4,37 %. Les investisseurs sont restés en retrait comme en témoignent la faiblesse de l'activité. Il s'est échangé, en moyenne, chaque jour, 256,2 millions d'actions contre 282,4 millions d'actions la semaine précédente.

Le marché a commencé la semaine sur une déception : tout espoir d'une baisse des taux d'intérêt s'évanouissait après la réunion des grands archangeurs du G7 dimanche à Londres. Le mauvais sentiment initial fut rapidement amplifié par l'annonce de la démission du président du premier mondial du courtage Nomura Securities, suivie, dans l'après-midi, par celle du président de Nikko Securities, numéro trois mondial du secteur (le Monde du 25 juin).

La fin de semaine ne fut guère plus brillante. Vendredi, les déclarations du ministre des finances, M. Ryutaro Hashimoto, sur la suppression éventuelle et législative des indemnités de portes boursières par les firmes de courtage a déclenché des spéculations. Certains estiment que les fonds du secteur public, notamment les caisses de retraite, pourraient se voir empêchés d'investir sur le marché des actions.

Indices du 28 juin : Nikkei, 23 290,96 (c. 24 775,08); Topix, 1 819,01 (c. 1 873,84).

monial du secteur (le Monde du 25 juin).

La fin de semaine ne fut guère plus brillante. Vendredi, les déclarations du ministre des finances, M. Ryutaro Hashimoto, sur la suppression éventuelle et législative des indemnités de portes boursières par les firmes de courtage a déclenché des spéculations. Certains estiment que les fonds du secteur public, notamment les caisses de retraite, pourraient se voir empêchés d'investir sur le marché des actions.

Indices du 28 juin : Nikkei, 23 290,96 (c. 24 775,08); Topix, 1 819,01 (c. 1 873,84).

	Cours 21 juin	Cours 28 juin
Akai	1 230	1 250
Bridgestone	1 050	1 010
Canon	1 480	1 490
Fuji Bank	2 680	2 560
Honda Motors	1 470	1 490
Mitsubishi Electric	1 640	1 670
Mitsubishi Heavy	706	702
Sony Corp.	6 070	6 300
Toyota Motors	1 820	1 650

LONDRES

La déescalade
-2,9%

La Bourse de Londres a poursuivi la déescalade amorcée la semaine précédente en terminant vendredi à son niveau le plus bas depuis près de quatre mois. Les intervenants sont déprimés par les incertitudes pesant sur le monde politique britannique et redoutent les conséquences de la crise en Yougoslavie. Vendredi, l'indice des cent valeurs principales de la Bourse de Londres a terminé en baisse de 2,9 % par rapport à son niveau du 21 juin.

Les déclarations fermes du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, indiquant qu'il ne favoriserait pas un abaissement des taux dans un proche avenir ont tiré l'indice vers le bas. M. Lamont a de plus reconnu implicitement pour la première fois que la recession durait plus longtemps que prévu. Sur cela se venait se greffer un sondage montrant la persistance d'un recul du Parti conservateur sur le pouvoir sur l'opposition travailliste.

Indices « FT » du 28 juin : 100 valeurs, 2 414,8 (c. 2 487,3); 300 valeurs, 1 890,8 (c. 1 947,3); Fonds d'Etat, 83,60 (c. 83,79); Mines d'or, 206,9 (c. 203,9).

	Cours 21 juin	Cours 28 juin
Bovis	6,25	5,98
BP	3,33	3,27
Charter	4,62	4,60
Courtauld	4,04	4,07
De Beers	14,09	-
Glaxo	12,52	12,24
Glaxo	15,50	15,50
ICI	12,83	12,40
Reuter	7,90	7,62
Shell	5,14	5,13
Unilever	7,47	7,39
Vickers	1,95	1,90

FRANCFORT

Malmenée
-5,24%

La Bourse de Francfort a été malmenée et les mauvaises nouvelles se sont succédées à un rythme régulier, pour culminer vendredi. Les valeurs ont perdu en moyenne 5,24 % dans un marché toutefois peu actif. Déjà troublée par des mauvaises dispositions des marchés de Tokyo et de New-York et les discussions sur une nouvelle augmentation d'impôts, la Bourse s'est vivement dépréciée vendredi (2,57 %), secouée par la crise yougoslave, la menace de hausses des taux d'intérêt et une décision du tribunal constitutionnel de Karlsruhe concernant la taxation des revenus sur le capital. A cela se sont ajoutées des rumeurs selon lesquelles les obligations pourraient également faire l'objet d'une retenue à la source. Les secteurs les plus affectés ont été ceux des assurances et de l'automobile.

Le malaise s'est propagé au marché obligataire, où le taux moyen de rendement des emprunts publics est remonté en flèche à 8,66 % (8,48 % le 21 juin), soit son plus haut niveau depuis fin mars 1991.

Indices du 28 juin : DAX 1 622,18 points (contre 1 711,86), Commerzbank : 1 923,20 (2 022,7).

	Cours 21 juin	Cours 28 juin
AEG	282,50	197
BASF	256,40	233,40
Bayer	272,30	267,20
Commerzbank	257,00	243
Deutschebank	666,00	628,00
Hoechst	255,30	239,30
Karstadt	674	635
Mannesmann	303	280
Siemens	664,50	635,50
Volkswagen	416,90	389,50

Mines d'or, diamants

	21-6-91	Diff.
Anglo-American	212	-12,80
Anglo	421	-21,30
Bul. Gold M.	77,05	-1,25
De Beers	144,28	-5,60
Drief. Cons.	75,80	+0,10
Geneco	23,80	-0,10
Harmony	36,70	+0,10
Randfontein	27,50	+0,50
Saint-Helena	48,10	-0,90
Western Deep	243	+4,8

(1) Coupon de 10,70 F.
(2) Coupon de 14 F.

Produits chimiques

	Cours	Diff.
Inst. Merck	4602	+222
Roussel-Uclaf	1690	-135
Synthelabo	797	+37
BASF	776	-49
Bayer	903	-53
Hoechst	897	-3
L.C.A.	124,40	+3,30
Nord-Hydro	163,50	-11,20

(1) Coupon de 33 F.
(2) Coupon de 33 F.

Pétroles

	28-6-91	Diff.
BP-France	126,10	-3
ELF-Aquitaine	356,50	-7,5
Eso	605	+16
Primagaz	411,30	-3,70
Sogepax	355	-15
Total (1)	766	-22
Exxon	420	-10
Petrofina	931	-19
Royal Dutch	476	-3

(1) Coupon de 23 F.

Bâtiment, travaux publics

	28-6-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 160	-3
Bouygues	566	-20
Ciments français	323,18	-16,90
CTM	420	-7
Immob. Phénix	179	-6
J. Lefebvre	720	-25
Lafarge-Coppée	360,50	-6,70
Polis	430,30	-5,70
SGE-SB	228	-14,10

Valeurs diverses

	28-6-91	Diff.
Accor	764	-6
Air liquide	646	-28
Agomari	1 991	-45
Bic	691	-33
CGIP	980	-44
Club Méditerranée	462,50	+10,50
Esilor	350	-8
EuroDisney	117,10	+1,20
Europe 1	1 065	+70
Eurotunnel	44,25	-2,25
Groupe Ciel	541	-49
Hachette	176	-11,60
Havas	467	-8,10
Marine-Wendel	305	-14,00
Navigation marse.	1 132	-49
Nord-Est	124	-3
L'Oréal (1)	575	-2
Saint-Gobain	327	-7
Santof	857	-7
Sauvages Châtillon	240	-7
Skin Rosignol	630	-11

(1) Coupon de 7 F.

Métallurgie, construction mécanique

	28-6-91	Diff.
Alsip (1)	-378,10	+4
Dassault-Aviation	458	+7
De Dietrich	1 396	-54
Fives-Lille	246	-2
Penhoët (2)	481	+1
Peugeot	565	-27
SAGEM	1 690	+10
Safran-Facem	895	-30
Valco	460	-32,50
Vallourec	304	-10

(1) Coupon de 10,70 F.
(2) Coupon de 14 F.

Alimentation

	28-6-91	Diff.
Béghin-Say	585	+33
Bongrain	2 325	-125
BSN	879	-10
Carrefour	1 833	-152
Cassini G. Per.	125	+3,30
Euromarché	4 471	+531
Guyenne-Grac.	1 145	-45
LVMH	4 080	-208
Occid. (Gie)	755	-17
Olivier	240	-1
Pernod-Ricard	1 096	-56
Promodès	2 161	-139
Saint-Louis	1 380	-56
Source Purier	1 405	-57
Nestlé	33 210	-800

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 juin 1991
Nombre de contrats : 70 670

COURS	ÉCHÉANCES			
	juin 91	sept. 91	déc. 91	mars 92
Premier	-	-	-	-
+ haut	-	105,16	105,14	105
+ bas	-	104,74	104,76	104,88
Dernier	-	105	105,06	104,88
Compensation	-	105	105	104,94

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	21-6-91	24-6-91	25-6-91	26-6-91	27-6-91
RM	2 396 361	1 497 588	1 923 203	3 183 983	3 477 272
Comptant	6 593 828	8 284 553	7 465 795	10 030 647	11 738 372
R. et obl.	243 056	91 281	153 989	631 401	2 959 687
Total	8 990 189	9 873 424	9 544 987	13 846 031	15 215 644

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	21-6-91	24-6-91	25-6-91	26-6-91	27-6-91
Françaises	116,7	115	114,9	113,6	114,1
Etrangères	121,7	118,9	119,6	119,8	120,1

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	21-6-91	25-6-91	26-6-91	27-6-91	28-6-91
Général	477	471,4	473,4	470,3	470,7
CAC 40	1 775,63	1 775,53	1 760,52	1 767,99	1 742,62

Matériel électrique

	28-6-91	Diff.
Géophysique	746	- 13
Imetal (1)	296	- 13
Métaleurop	98,90	- 8,4
Michelin	98,75	- 5,5
RTZ	54,90	- 0,2
ZCI	1,80	+ 0,1

(1) Coupon de 9 E.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une percée américaine à Tokyo

La façon dont ont été dénoncés ces derniers jours d'importants scandales boursiers au Japon a surpris de nombreux spécialistes. On ne s'attendait pas à ce que deux des plus grandes maisons de titres nippones, la première et la troisième, soient mises en cause en même temps. Cela fait que, dans l'esprit d'une foule d'investisseurs, l'opinion d'une foule d'investisseurs, le crédit est jeté sur l'ensemble d'une profession bien définie, celle dont l'activité s'exerce tout particulièrement dans le domaine des transactions de valeurs mobilières.

Au Japon, la détermination est très nette entre ces affaires et les autres opérations de banque. Il n'existe pas, comme en Europe, d'établissement financier à caractère universel habilité à s'occuper de tout. Ces sociétés cherchent pourtant à se rapprocher du modèle européen. Les autorités s'en préoccupent. Des négociations sont menées en ce sens depuis plusieurs années à Tokyo. Elles n'ont toutefois abouti à aucun résultat concret, en raison notamment, semble-t-il, de l'opposition des maisons de titres. Celles-ci rechignent à partager avec d'autres un domaine qui leur rapporte énormément. Maintenant que leur position paraît quelque peu affaiblie dans l'opinion publique de leur pays, il est possible qu'elles se montrent plus conciliantes.

D'aucuns n'hésitent pas à prétendre que tous ces éléments sont liés et que la dénonciation simultanée, à la fin du mois de juin, des méfaits imputés à Nomura et à Nikko, les deux maisons de titres incriminées, ne doit rien au hasard. Elle ferait partie de tout un ensemble qui devrait déboucher sur un important mouvement de libéralisation au Japon en matière financière. Une telle interprétation est peut-être tendancieuse, mais elle est plausible. Elle renforce en tout cas l'impression laissée par l'évolution la plus récente du marché des euro-emprunts libellés en yens.

Dans ce compartiment, qui jusqu'alors était pratiquement considéré comme une chasse gardée des banques japonaises, un établissement américain, Morgan Stanley, vient d'effectuer une percée importante. Il a réussi à obtenir d'une société japonaise qu'elle lui confie

le mandat de monter une émission de 10 milliards de yens. Les obligations liées au pair rapporteront 7,55 % l'an durant cinq ans. Le débiteur, Shimizu International Finance, est domicilié en Australie, mais la maison mère nipponne apporte sa caution, et cela en fait un véritable emprunt japonais.

Le marché de l'euro-yen est, pour l'essentiel, sollicité par des entreprises industrielles japonaises qui voient une source de financement complémentaire à celles qui s'ouvrent à elles dans leur propre pays. Cette situation explique que les banques étrangères aient tant de mal à y diriger des emprunts. L'exemple de Morgan Stanley montre que l'encre est à la libéralisation et que les barrières nationales et les monopoles ne se justifient plus sur les grands marchés des capitaux.

Croissance des organisations supranationales

D'une façon générale, la période des vacances n'est guère propice à l'activité financière, celle des émissions nouvelles. La première semaine de juillet promet d'être particulièrement calme en raison des fêtes nationales du Canada et des États-Unis, qui tiendront à l'écart de l'euro-marché de nombreux opérateurs. Une catégorie d'emprunteurs promet toutefois de se montrer très entreprenante. Il s'agit de ces rares organisations supranationales qui jouissent partout du plus haut crédit qui soit. La Communauté européenne du charbon et de l'acier - CECA - devrait se présenter sur le marché de l'euro-marché pour y lever quelque 340 milliards. Son emprunt sera assorti de contrats d'échange de bons de trésorerie de ressources en quatre autres monnaies d'Europe ainsi qu'en dollars.

La Communauté économique européenne devrait suivre avec un euro-emprunt de 285 millions d'euros, des que le Parlement de Prague aura ratifié le contrat de prêt qui permettra à la Tchécoslovaquie de bénéficier des fonds que les Douze entendent mettre à sa disposition. Une partie de 100 millions d'euros de cet

emprunt devra être versée à la Hongrie. Pour sa part, la Banque africaine de développement approuve à lever des fonds sur un grand marché européen, peut-être celui de la livre sterling, et le produit de cet emprunt sera vraisemblablement échangé contre des francs suisses. Quant à la Banque européenne d'investissement, elle est attendue sous peu en francs français.

Une autre organisation supranationale de premier plan, la Société européenne de financement de matériel ferroviaire, Eurofinas, s'est également signalée à l'attention ces derniers jours. Elle n'a pas de projet immédiat, mais elle vient de se doter d'un instrument qui lui permet de préserver jusqu'au bout sa liberté d'emprunteur. La formule était éprouvée, mais rarement aura-t-elle été poussée aussi loin. C'est celle des *medium term notes* à l'américaine. Il s'agit d'un programme-cadre dont les données sont définies au départ et dans les limites desquelles le débiteur émet des titres au fur et à mesure quand la demande des investisseurs se fait sentir. La solution est très souple, car toutes les formalités sont accomplies d'emblée, si bien qu'il est possible de réagir immédiatement sans être retardé par aucun obstacle d'ordre administratif ou technique.

Ce qui fait la spécificité du programme d'Eurofinas, c'est de n'avoir aucune autre limite que celle d'un montant maximal de 500 millions de dollars. Jusqu'à concurrence de cette somme, la société pourra émettre toutes sortes de titres pour toutes les durées qui lui conviendront, sous toutes les formes qu'elle voudra et dans toutes les monnaies qu'elle retiendra, à condition bien sûr que ses projets soient conformes aux exigences des autorités concernées. Elle devrait normalement s'en servir pour lancer des euroobligations qui seront cotées à Londres. Quant à la Banque européenne de l'acier, celles de Lebmans Brothers, de Morgan Stanley, de la Société de banque suisse, et de S. G. Warburg. Mais, à son gré, Eurofinas fera appel à d'autres établissements. Elle s'en est réservée la possibilité.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar sous surveillance

La réunion à Londres, dimanche 23 juin, des ministres des finances du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, a un peu calmé le jeu sur le dollar. En fin de semaine, la devise américaine demeurait ferme, sauf contre le yen. Vendredi 28 juin à New York, le billet vert s'échangeait à 1,815 DM contre 1,793 DM la veille, à 6,140 francs contre 6,09 francs et à 160 yens contre 137,90 yens jeudi.

Les Sept se sont mis d'accord pour empêcher les mouvements de revêtir une trop grande ampleur sans, naturellement, fixer aucune limite aux cours, ce qui a refroidi un peu les enthousiasmes haussiers sur le dollar, et incité des opérateurs à se dégager un peu : après tout, les banques centrales peuvent reprendre leurs interventions.

Les marchés financiers internationaux attendent, maintenant, d'autres indicateurs sur l'évolution de la conjoncture aux États-Unis pour prendre position. Ils se préoccupent également de l'attitude de la Banque fédérale d'Allemagne, qui serait tentée de relever ses taux si le rythme de l'inflation s'accroissait outre-Rhin.

L'événement de la semaine s'est produit dans le système monétaire européen (SME) où l'affaiblissement, tout relatif, de la peseta espagnole, amorcé il y a dix jours (*le Monde* du 16-17 juin) sur des rumeurs de resserrement de la marge de fluctuation de cette devise (2,25 % contre 6 %) s'est confirmé. L'écart de la peseta avec le franc est revenu de 6,18 % au presque (maximum admis) à 5 %, ce qui, cette fois-ci, a permis au franc français de quitter la queue du système monétaire européen et de céder la banquette rouge à la couronne danoise.

Ce « décollage », encore timide (0,25 % à partir du bas) a relâché les tensions entre le franc et le mark, dont le cours a un peu fléchi à Paris, revenant en dessous

de 3,3950 F. La devise allemande risque d'être un peu secouée par la résurgence de l'inflation (+3,5 % sur les prix en un an) et aussi par les propos de M. Theo Waigel, ministre fédéral des finances, qui suggère, pour des raisons budgétaires, de rétablir la retenue à la source de 10 % sur les revenus du capital, mise en vigueur au 1^{er} janvier 1989, et supprimée six mois après.

L'information, publiée dans nos éditions du 23-24 juin et du 27 juin, suivant laquelle la Banque de France a vu ses réserves de devises diminuer de 30 milliards de francs entre décembre 1990 et juin 1991, a causé quelque émoi en haut lieu. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a démenti la chose, déclarant devant le Sénat que « *ses réserves de change en devises s'élevaient à 121,680 milliards de francs fin décembre, et à 106,519 milliards fin mai, soit une baisse de 15 milliards de francs. Le dernier chiffre, a-t-il précisé, correspond à des interventions effectuées contre la peseta alors qu'elle était en opposition contre le franc et le dollar.* »

M. Bérégovoy a raison, mais ce n'est pas avoir tort que de rappeler que la défense d'une parité peut s'effectuer soit par mobilisation de ses propres réserves par la Banque centrale qui défend sa monnaie (c'est le compte numéro 2 à l'actif du bilan de la Banque de France, « *disponibilités à vue à l'étranger* ») soit par intervention de la Banque centrale de la monnaie adverse qui, dans le cas de la Banque d'Espagne, achète des francs et les laisse en compte à la Banque de France, sous forme de créances éventuellement mobilisables (compte 25, au passif, du bilan de l'institut d'émission français). Or, ce compte 25, qui retrace les dettes de la Banque de France vis-à-vis de l'étranger, s'est gonflé de près de 17 milliards de

francs depuis le 6 décembre 1990, le compte numéro 2 (disponibilités à vue à l'étranger) a décliné de 22,8 milliards de francs, soit près de 39 milliards de francs de diminution de la situation nette en devises de la Banque de France, chiffre auquel il faut ajouter une dizaine de milliards de francs provenant du compte 22 du passif du bilan (autre compte, « *disposition et engagements à vue* »), le tout formant les fameux 30 milliards de francs de baisses de réserves contestés par le ministre.

A vrai dire, il n'y avait rien de déshonorant pour la Banque de France, qui devait défendre une monnaie forte, le franc, contre une monnaie faible, la peseta, dopée par les taux d'intérêt les plus élevés d'Europe, et dont la vigueur conduirait à pousser à la hausse le cours du mark à Paris. La Banque fédérale d'Allemagne a bien voulu avoir perdu 10 milliards de marks de devises (34 milliards de francs) depuis février, consacrées à la défense de sa monnaie.

Ajoutons que le chiffre d'une baisse de 30 milliards de francs, directe et indirecte, actif et passif cumulé au bilan de la Banque de France, est inférieur à la vérité, la Banque d'Espagne, dont les réserves se sont gonflées exagérément à près de 50 milliards de dollars, ayant camouflé une partie de ses achats de francs en bons du Trésor français et de dépôts auprès de certaines banques françaises.

Le réajustement récent de la peseta va mettre davantage à son aise la Banque de France qui, toutefois, doit à la vigueur exagérée de la devise espagnole de n'avoir pu diminuer ses taux directeurs.

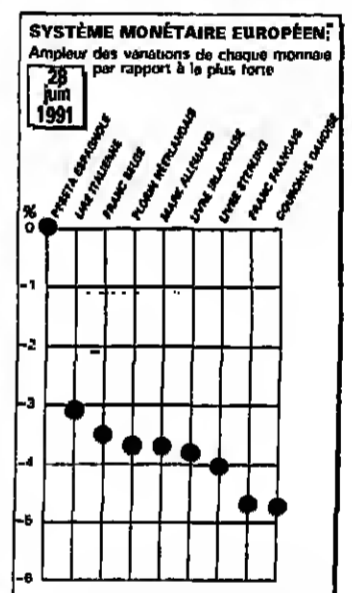
FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 AU 28 JUIN 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Danmark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,6730	-	16,3055	64,2880	25,2406	2,6845	49,0677	0,0749
Paris	1,6300	-	16,3599	64,7878	25,5771	2,6990	49,3461	0,0748
Zurich	9,9538	6,1330	-	394,27	338,83	16,4644	300,93	4,5564
Bruxelles	9,9638	6,1140	-	396,61	339,798	16,5020	301,78	4,5660
Frankfurt	2,5345	1,5855	25,3677	-	85,9382	4,1758	76,3348	1,1556
Amsterdam	2,5159	1,5435	25,2453	-	85,7833	4,1699	76,1658	1,1527
Stockholm	2,9376	1,8100	29,5124	116,36	-	4,8590	88,8125	1,3447
Copenhague	2,9378	1,7993	29,4291	115,57	-	4,8564	88,7085	1,3437
Bonn	60,4587	37,25	6,0736	23,9472	20,5801	-	18,2777	2,7674
Madrid	66,5915	37,05	6,0598	24,8638	20,5913	-	18,2827	2,7669
Oslo	3,3031	2,0265	33,1452	13,129	112,627	5,4966	-	1,5134
Milan	2184,559	1346	219,46	865,316	743,646	36,1342	686,451	-
Tokyo	2182,57	1339	219,98	867,588	744,178	36,1403	686,745	-
Yokohama	223,4971	137,70	22,4523	88,5245	76,0773	3,6966	67,5662	0,1023
Manila	325,755	138,50	22,6528	89,7311	76,9743	3,7381	68,3444	0,1034

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 28 juin, 4,4538 F contre 4,4144 F le vendredi 21 juin.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un mauvais vent d'Est

Le marché de Paris n'a pas de chance. Au moment où, après une crise assez prononcée, il commençait, en fin de semaine, à se redresser, un vent mauvais venu d'Allemagne risque de compromettre son rétablissement. En début de période, un nouvel accès de pessimisme s'était produit, après une réunion du groupe des Sept à Londres, qui n'avait débouché sur rien de précis en ce qui concerne, comme toujours, les taux d'intérêt.

Cet accès, partagé, il est vrai, par les autres marchés mardi fit plonger les cours du MATIF un peu en dessous de 104 (103,96), ce qui correspondait à un rendement supérieur à 9,30 % pour l'OAT à dix ans. Le pessimisme était tel que, pour beaucoup d'opérateurs, les cours du MATIF allaient descendre à 102,50 et le rendement de l'OAT monter à 9,50 % : bref, le « coup de tonnerre » n'était pas terminé.

Mardi après-midi, toutefois, le MATIF amorçait un redressement, qui se confirmait les jours suivants. Les cours de l'échéance septembre revenaient à 103,12 jeudi, avant de glisser à 103 vendredi 28. Le rendement de l'OAT redescendait à 9,11 %. Mais ? Le franc décollait enfin de sa dernière place dans le système monétaire européen, grâce à l'affaiblissement, tant attendu, de la peseta (lire la rubrique « *Devises et or* »).

En même temps, le taux de l'argent au jour le jour se débandait, revenant de 10 % et descendant à 9,5 %, la Banque de France ayant, lundi, un peu plus approvisionné le marché et les liquidités étant plus abondantes, ou moins parcimonieuses, au choix.

Une petite lueur apparaissait donc sur un horizon encore bien sombre ces derniers jours, lorsqu'une nouvelle préoccupation commença à pointer, celle de la situation sur le marché allemand. Déjà, l'attention avait été attirée sur ce dernier, ou le loyer de l'argent au jour le jour se tendait fortement, la Banque fédérale d'Allemagne se voyant contrainte d'injecter des liquidités à 8,85 % et 8,95 %, pour empêcher ce loyer d'atteindre 9 %, le fatidique taux « *Lombard* », plafond traditionnellement fixé à un niveau choisi par la Banque centrale et qu'elle n'aime pas voir touché. Jeudi 27, en outre, une « *mauvaise* » nouvelle tombait : le coût de la vie en Allemagne de l'Ouest a augmenté, en juin 1991, de 0,50 % par rapport au mois précédent et de

3,5 % par rapport au mois de juin 1990.

Il s'agit de la plus forte hausse depuis avril 1983 (3,9 % à l'époque). Rappelons que le 1^{er} juillet prochain, le rythme de hausse des prix en Allemagne devrait augmenter, du fait de l'application des mesures fiscales décidées auparavant, augmentation du prix de l'essence, notamment. Cette mauvaise nouvelle a provoqué de nouvelles tensions sur les marchés financiers d'Europe-Rhin et relancé les craintes d'un nouveau relèvement du taux Lombard, lors de la prochaine réunion, le 11 juillet, du conseil de la Banque fédérale d'Allemagne avant la suspension de ses activités pour l'été. « *Le risque d'une hausse des taux est nettement plus important maintenant, en raison de l'inflation* », estimait un expert de Francfort à la veille du week-end. Si une telle hausse se produisait, elle ne favoriserait guère une détente à Paris, c'est à craindre.

Sur le marché obligataire de Paris, très déprimé, au début, par la chute du MATIF, puis un peu revigoré par la reprise de ce dernier, l'événement de la semaine, le rachat de l'emprunt de la SNCF, 2 milliards de francs répartis sur trois tranches, assimilables immédiatement aux souses 9 % mai 1991 ou 9,80 % février 1990, avec une option pour 500 millions de francs de plus et un rendement réel de 9,56 %.

La RATP aussi

L'accueil du marché a été modérément enthousiaste, les investisseurs institutionnels estimant que les conditions avaient été un peu trop « *tristes* ». Cet emprunt ira grossir la nouvelle sonde 9 % 2003, constituée pour répondre à l'offre publique d'échange de la BNP, du Crédit lyonnais et de la Société générale, à pour but, évidemment, d'offrir aux investisseurs une souche beaucoup plus « *liquide* », en lieu et place d'emprunts obsolètes et peu adaptés à la demande actuelle.

Elle devrait permettre à la RATP d'obtenir une meilleure cote pour ses émissions, les opérations, dans le passé, ayant souvent mis en cause la tenue de ses titres sur le marché secondaire, tenue qui a commencé à s'améliorer il y a quelques années et qui devrait bénéficier de la création de la nouvelle souche. C'est ce qu'on appelle, aujourd'hui, la « *gestion active* » d'une dette.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les non-ferreux sous influence chilienne

Alors que les perspectives des métaux non ferreux s'annoncent sombres (les cours devraient baisser de 20 % en moyenne cette année, selon le groupe d'études londonien Metals and Minerals Research Services), la grève décidée pour le lundi 1^{er} juillet dans les mines de cuivre chiliennes devrait entraîner un relèvement des prix.

Depuis la reconnaissance par le gouvernement Aylwin du droit de grève en 1990 - après dix-huit ans d'interdiction sous le régime Pinochet - les mineurs de cuivre ne manquent pas une occasion de tester la réalité de cette nouvelle ouverture sociale. Le 28 juin, 6 191 mineurs de Chuquibambuta (82 % des effectifs du gisement)

ont voté en faveur de la grève, refusant les conditions salariales proposées par la direction de la compagnie nationale CODECO.

Les syndicats de mineurs réclament une augmentation de salaire de près de 10 %, des congés plus longs, des semaines de travail plus courtes et des primes de productivité plus substantielles, rapporte le *Financial Times* dans son édition du 28 juin. La CODECO rétorque qu'elle ne peut accorder une aussi forte hausse de salaires alors que l'inflation progresse actuellement à un rythme annuel de 15 %. Elle espère aussi contenir les ouvriers en attribuant des primes aux non-grévistes de 1 000 dollars, soit l'équivalent d'un mois de salaire. Plus grande mine du Chili, « *Chuqui* » produit chaque année quelque 680 000 tonnes de cuivre raffiné, soit plus de la moitié de la production du pays et 6 % environ de l'offre mondiale.

En butte à la concurrence internationale, entamée dans sa suprématie par les compagnies privées chiliennes aux coûts nettement moins élevés, la CODECO dispose d'une faible marge de manœuvre, ses profits constituant en outre 25 % des revenus du budget du pays. La grève à Chuquibambuta, si elle éclate, devrait entraîner une réduction de la production de 1 700 tonnes par jour, soit une valeur quotidienne de 3,5 millions de dollars. Selon la CODECO, le coût de la revendication s'élèvera à 200 millions de dollars, tandis que les ouvriers l'estiment à seulement 10 millions de dollars.

D'après les spécialistes du marché, ce conflit devrait conforter la remontée des cours du cuivre amorcée dès la mi-juin. Les prix pourraient encore grimper à New-

York de 10 cents la livre, et permettre ainsi à la CODECO de compenser en partie la chute de ses recettes due à l'interruption de l'activité. Mais le redressement des prix devrait surtout profiter aux exportateurs privés qui vendent chaque année environ 300 000 tonnes sur les 1,2 million de tonnes exportées par la CODECO.

Tous les métaux n'ont pas la « *chance* » de subir l'impact de troubles sociaux. C'est pourquoi les experts londoniens s'attendent à voir en 1991 l'ensemble des cotations revenir à leurs planchers historiques atteints en 1986. « *Le niveau élevé des stocks, qui ont atteint un niveau record dans le cas de l'aluminium, va peser sur les cours pendant la troisième trimestre, avant que la reprise attentive de l'économie mondiale ne stoppe la baisse de la demande vers la fin de l'année* », indique ainsi le Metals and Minerals Research Institute. Les excédents devraient commencer à se résorber en 1992, sauf pour le cuivre et le zinc. Ils pourraient même se transformer en déficits dans le cas de l'étain et du nickel « *dont les cours enregistreront la reprise la plus marquée* ».

ÉRIC FOTTORINO

o L'URSS achète 135 000 tonnes de maïs américain. - L'Union soviétique a acheté 135 000 tonnes de maïs américain, livrables durant l'année commerciale 1991 (septembre 1990 à août 1991), a annoncé le 27 juin le département américain de l'Agriculture. C'est la seconde vente de maïs américain à Moscou déclarée par des exportateurs en quelques heures. La précédente transaction avait porté sur 133 000 tonnes.

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

LIBAN : malgré de nouveaux incidents

L'armée va tenter de se déployer dans le Sud

La tension est fortement montée, vendredi 28 juin, dans le sud du Liban, à quarante-huit heures de l'échéance du 1^{er} juillet, fixée par le gouvernement libanais pour une nouvelle étape du déploiement de son armée dans cette région. Des duels d'artillerie entre les Palestiniens, appuyés par des groupes libanais du Saïda, et l'Armée du Liban-Sud (ALS), la milice auxiliaire d'Israël, stationnée à Jezzine, ont fait deux morts et onze blessés. Mais le ministre libanais de la défense, M. Michel Nurr, a réaffirmé que rien n'arrêterait le déploiement de l'armée du Liban sur la terre du Liban.

BEYROUTH

de notre correspondant
Les deux premières tentatives de l'armée pour restaurer l'autorité de l'Etat - à Beyrouth en décembre 1990 et au Mont-Liban en mai

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a quinze ans : les émeutes en Pologne..... 2

ÉTRANGER

La « deuxième mort » de M. Thatcher
L'ancien premier ministre va quitter les Communautés..... 4

La crise institutionnelle en Pologne
La président Waleśa défilé par la Diète..... 4

Plan de paix cambodgien
Pékin aurait contraint les Khmers rouges au réalisme..... 5

POLITIQUE

Libres politiques
« La Résistance en toute simplicité », par André Laurens..... 6

La construction européenne
est-elle conforme à la Constitution ?
Les accords de Schengen soumis au Conseil constitutionnel..... 7

La fin de la session parlementaire
M. Cresson accuse l'opposition de faire un gouvernement un « procès fiscal »..... 7

Réunion du Conseil supérieur de la magistrature
Deux juges bastards sous le coup de sanctions..... 8

L'American Ballet Theatre au Palais Garnier
Les enfants de Balanchine..... 9

HEURES LOCALES

Le littoral au péril de la décentralisation • Les prévisions de la politique grenobloise • Quand le loi risque de confondre élection et marketing • La santé économique des régions • Beate Wabar, la nouvelle patronne de Heidelberg • Avignon : urbi et orbi..... 10 à 12

Le plan Bourges pour A 2
Un quart des effectifs supprimés..... 15

M. Edouard Michelin a été désigné comme dauphin..... 15

Revue des valeurs..... 16

Changes, Crédits Grands Marchés..... 17

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 14
Météorologie..... 14
Mots croisés..... 7
Télévision..... 10
Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LE MONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 29 juin 1991 a été tiré à 482 488 exemplaires.

Le dernier - avaient réussi, et l'on avait vu l'incroyable se produire : la disparition des milices de tout bord qui avaient occupé le haut du pavé durant seize ans de guerre. Peut-on s'étendre au même succès dans le sud du pays ? Les données y sont encore plus complexes qu'ailleurs, avec la présence palestinienne et israélienne. Une chose paraît, en tout cas, sûre : soutenu par la Syrie, le gouvernement libanais entend tenir ses engagements dans les délais fixés et déployer un fort contingent - 10 000 hommes environ - dans le Sud. Mais à quelles conditions l'opération pourra-t-elle être menée à bien ?

Négociations avec l'OLP

La partie méridionale du Liban - un peu plus de 2 000 kilomètres carrés - se présente aujourd'hui comme une mosaïque, produite de la guerre civile libanaise, des interventions israéliennes et de l'implantation palestinienne. Jusqu'à Saïda, l'armée libanaise est déjà redéployée, avec l'appui des forces syriennes. Mais, au-delà, les choses se compliquent singulièrement dans la mesure où Israël interdit toute présence syrienne dans une région que l'on peut découper en quatre zones : la ville de Saïda et ses environs ; l'Idlib el Toufah et Nabatieh, où l'armée est revenue en mai dernier pour séparer les belligérants chiites du Hezbollah pro-iranien et d'Amal pro-syrien ; la zone contrôlée par la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies pour le sud du Liban), englobant Tyr, où l'on note, la aussi, une présence de l'armée ; la ceinture de sécurité israélienne, à l'extrême sud, bande de 8 à 15 kilomètres de large couvrant le long de la frontière et allant jusqu'à Jezzine. Les Palestiniens, leurs combattants et leurs armes, se trouvent dans des camps près de Saïda et de Tyr, ainsi que sur les routes qui y mènent.

L'armée libanaise compte prendre le contrôle, le 1^{er} juillet, de Saïda et de ses environs, jusqu'au contact des Israéliens et de leurs suppléments de l'ALS. Elle doit aussi se déployer aux côtés de la

FINUL. Mais les militaires libanais vont se heurter à l'opposition des Palestiniens, celle du Hezbollah ainsi que des milices de Saïda, et celle d'Israël.

Le gouvernement de Beyrouth s'engage avec l'OLP des négociations mais on a parfois l'impression d'assister au même dialogue de sourds qu'au début de la guerre du Liban. D'accord sur le principe de la souveraineté libanaise, les Palestiniens entendent ne rendre leurs armes que lorsque Israël se sera retiré du Liban et que Beyrouth sera, après s'y être engagé, en mesure d'assurer leur protection.

Parallèlement, les Palestiniens réclament des droits politiques et sociaux : une ambassade à Beyrouth, la liberté de travail et de déplacement, ce que le gouvernement libanais serait disposé à leur reconnaître. Sans, toutefois, signer d'accord formel, il n'y a plus au Liban de chrétiens ou de musulmans prêts à redonner l'expérience des accords libano-palestiniens du Caire (1969). Et, contrairement au début de la guerre, s'ils sont encore forts à Saïda, les Palestiniens sont incertains à Beyrouth. Ils ont, en conséquence, perdu leur principal moyen d'action.

Le Hezbollah chiite d'une part, les islamistes sunnites de Saïda de l'autre, ainsi que les nationalistes arabes de M. Moustapha Saad soutiennent grosso modo les mêmes thèses que les Palestiniens. Mais - autre différence notable - avec la situation d'antan - la Syrie, qui veut le succès de l'opération, e, sur eux, des moyens d'action qu'elle ne mesoque pas d'utiliser, convoquant notamment M. Saad à Damas.

Quant à Israël, il oppose à priori une fin de non-recevoir à toute demande d'évacuation de sa zone d'occupation tant que subsistera le problème palestinien. Si les États-Unis ont promis de faire pression sur l'Etat hébreu lorsque les Palestiniens auront été désarmés, ils ne donnent, cependant, pas le mode d'emploi pour mener à bien cette opération en l'absence de toute concession israélienne.

LUCIEN GEORGE

En créant officiellement 23 cardinaux

Le pape rend hommage aux croyants de Chine et des pays de l'Est

Au cours du cinquième consistoire de son pontificat, le pape a remis la barrette rouge, vendredi 28 juin, aux 23 nouveaux cardinaux créés en trois supranuméraires (le Monde du 31 mai). Dans la salle des audiences du Vatican, les dix mille personnes présentes, évêques, ministres, ambassadeurs et fidèles, se sont levés et ont applaudi, lorsque Jean-Paul II a élevé la dignité de cardinal Mgr Ignatius Gong Pin-Mei, évêque de Shanghai, âgé de près de quatre-vingt-dix ans, qui a passé trente ans dans les prisons chinoises.

Parmi les nouveaux cardinaux, outre l'évêque de Shanghai, l'archevêque roumain d'Alba-Iulia, Mgr Alexandru Todea, soixante-dix-neuf ans, a été aussi victime des persécutions communistes, et l'évêque tchécoslovaque de Nitra, Mgr Jan Korec, soixante-sept ans, a passé douze ans en prison.

Au cours de la cérémonie, le pape a invité l'assistance à prier « pour tous ceux qui souffrent à cause de leur foi chrétienne », ainsi que, à titre spécial, « pour nos frères de la Yougoslavie, spécialement de Croatie et de Serbie, soumis à de dures épreuves, afin que soit mis fin à la violence et que le dialogue s'empare ». Jean-Paul II a aussi rendu hommage « au courage des pasteurs qui n'ont pas cédé aux flatteries et aux changements, en dépit des longues et dures épreuves qu'ils ont dû endurer » et a invité les nouveaux cardinaux à « servir et donner [leur] vie au service de [leurs] frères jusqu'à l'effusion du sang ».

Désormais, 58 pays sont représentés au sein du Sacré Collège (162 cardinaux), mais seulement 48 au sein du collège des cardinaux électeurs du pape (120), ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge de quatre-vingts ans.

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Ouvert le dimanche

En raison des nombreux retards accumulés du fait des intempéries, les organisateurs des championnats de tennis de Wimbledon ont décidé de rompre avec une tradition séculaire : le tournoi ne devait pas faire relâche dimanche 30 juin. Après quatre jours d'incertitude (cinquante-deux matches achevés), le cent cinquantième tournoi de tennis du All England Club a néanmoins pu véritablement commencer vendredi 28 juin.

C'est ainsi que sous un ciel toujours menaçant les principales têtes de série du simple messieurs se sont qualifiées pour le deuxième tour : Boris Becker, Ivan Lendl, Jim Courier, André Agassi, Pete Sampras, Michael Stich, Goran Ivanisevic,

Jacob Hasek, Karel Novacek, et Brad Gilbert. En revanche, Michael Chang et Emilio Sanchez ont été éliminés, le premier par Tim Mayotte, la seconde par Petrisk McEnroe. Côté français, Jean-Philippe Fleurian, Cécile Piliou, Henri Leconte et Arnaud Boetsch se sont qualifiés tandis que Guillaume Raoux et Rodolphe Gilbert étaient éliminés.

Dans le simple dames toutes les têtes de série se sont imposées sauf Sandra Cecchini et Helena Sukova, tandis que les Françaises Catherine Suire, Pascale Paradis et Karine Quentrec gagnaient leur premier match et que Noëlle Van Lottum et lasballa Damongao étaient éliminées. - (AP, AFP)

Dénouant « la complaisance vis-à-vis d'attitudes d'exclusion »

M. Le Pors demande la mise au pilon d'un tract du PCF sur l'immigration

Un tract diffusé par la direction du PCF, sous la titra « Immigration : l'opinion des communistes », suscite des interrogations chez certains militants et est vivement contesté par les « rafondoteurs » qui demandent son abandon.

Ce tract, présenté sous la forme de questions-réponses, affirme d'emblée : « L'immigration est-elle devenue aujourd'hui un vrai problème ? Non, réponse est oui ». Tout en condamnant la « xénophobie » et en dénonçant « le poison du racisme », le tract appelle à une « action collective contre les immigrants, les traités en bous embarras des maux dont souffre notre pays ? Non, il faut changer de politique ».

M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF et l'un des animateurs du courant « refondation », a déclaré vendredi 28 juin : « Ce tract soulève des questions qui se veulent franches, mais qui se placent dans l'utilisation des res-

sources communales qui méconnaissent d'autres couches de la population » et répond immédiatement : « Si, et il faut y remédier ». Il réclame à l'Etat de fournir aux communes confrontées à ces questions des « moyens exceptionnels (...) afin que partout on puisse aider toutes les familles qui en ont besoin ».

« Drogue, violence, délinquance : faut-il fermer les yeux quand des immigrants sont dans le coup pour ne pas être traité de raciste ? Non, absolument pas », affirme encore ce tract qui conclut : « Faut-il retourner sa veste contre les immigrants, les traiter en bous embarras des maux dont souffre notre pays ? Non, il faut changer de politique ».

M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF et l'un des animateurs du courant « refondation », a déclaré vendredi 28 juin : « Ce tract soulève des questions qui se veulent franches, mais qui se placent dans l'utilisation des res-

sources communales qui méconnaissent d'autres couches de la population » et répond immédiatement : « Si, et il faut y remédier ». Il réclame à l'Etat de fournir aux communes confrontées à ces questions des « moyens exceptionnels (...) afin que partout on puisse aider toutes les familles qui en ont besoin ».

« Drogue, violence, délinquance : faut-il fermer les yeux quand des immigrants sont dans le coup pour ne pas être traité de raciste ? Non, absolument pas », affirme encore ce tract qui conclut : « Faut-il retourner sa veste contre les immigrants, les traiter en bous embarras des maux dont souffre notre pays ? Non, il faut changer de politique ».

La réforme du crédit interentreprise

Le rapport Prada propose de réduire les délais de paiement

M. Michel Prada a remis vendredi 28 juin aux organismes patronaux (CNPF et CGPME) son rapport sur le crédit interentreprises. Il propose de réduire progressivement les délais de paiement pratiqués en France en introduisant d'avantage de transparence financière dans les contrats commerciaux.

« Il est hors de question d'imaginer qu'on puisse modifier du jour au lendemain les pratiques actuelles en matière de crédit interentreprise sans créer un bouleversement financier ingérable », en présentant le rapport qui lui a été confié au mois de janvier dernier par M. Roger Fauroux, alors ministre de l'Industrie, le président du CEPME (Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises), M. Michel Prada a été catégorique : « Une question de procédure par voie réglementaire pour s'attaquer à la réduction des délais de paiement, sujet difficile, compliqué, qui s'inscrit dans une pratique ancienne ».

L'adresse visait assez clairement Maignon. Dans sa déclaration de politique générale (le Monde du 24 mai dernier), le nouveau chef du gouvernement, M. Edith Cresson, avait demandé au ministre de l'économie et des finances de lui soumettre « très rapidement » un ensemble de dispositions « permettant progressivement les délais interentreprises... tout en se réservant le droit d'intervenir en légiférant ».

Ces six mois de travaux ont d'abord permis de peaufiner un diagnostic déjà connu dans les grandes lignes. Le crédit interentreprise (celui qu'un industriel fournisseur consent à son client, autre industriel ou commerçant) s'acquies en France une ampleur exorbitante par rapport aux pays européens les plus développés. L'ensemble des créances commerciales détenues par les fournisseurs sur leurs clients (1 700 milliards de francs à la fin 1988) représente plus du double de l'ensemble des crédits court terme consentis aux entreprises par les banques. Les délais de paiement contribuent donc de façon majeure au financement de l'économie.

Cette situation, soulignent les experts de la mission Prada, a des conséquences globalement défavorables. Elle contribue, d'une part, à fragiliser la situation financière des entreprises françaises. Les firmes emprunteuses sont encouragées à fonctionner avec un niveau de fonds propres insuffisant et un niveau de crédit fournisseurs excessif. Les entreprises prêteuses sont, elles, à la merci de défaillances en chaîne.

Pour y remédier, le rapport Prada propose, outre la création d'une organisation plurisectorielle chargée de coordonner les efforts en matière d'assainissement du crédit interentreprise, une action combinée des professionnels, des pouvoirs publics et des banques. Aux professionnels, il suggère de fixer, chacun dans son activité, un délai de paiement de référence, destiné à figurer dans les factures, parmi les conditions générales de vente. Ce délai de référence doit être accompagné d'un système d'agios (en cas de dépassement) ou d'escompte (si le paiement intervient avant l'échéance) déterminé par le client et son fournisseur dans le cadre normal de la négociation commerciale. Les pouvoirs publics sont invités, de leur côté, à encourager la fixation de ces délais de paiement de référence. En clair, il ne s'agit pas de décaler comme avant d'entraîner la libre concurrence. Les banques enfin doivent soutenir les entreprises dans leurs efforts pour réduire leurs comptes clients.

Ces propositions devraient servir de base aux négociations qui comptent engager les organismes patronaux avec les pouvoirs publics. Ces dernières ont en effet lancé sur le même thème un groupe de travail administratif placé sous la double tutelle de la direction générale de l'industrie et de celle de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Ce second rapport devrait être remis au ministre de l'Industrie et de celui de l'économie et des finances dans les prochaines semaines. Les conclusions ne devraient pas être très éloignées de celles de la mission Prada.

CAROLINE MONNOT

Au sommaire du Monde de l'éducation de juillet-août

Enseigner Dieu à l'école : les Français sont pour

Faut-il ou non enseigner l'histoire des religions à l'école publique ? En dépit de son apparence iconoclaste, la question est d'abord, aujourd'hui, de nature pédagogique. Les professeurs ont bien du mal, en effet, à faire comprendre le Talmud, en français, ou le Moyen Age, en histoire, à des élèves dépourvus de bases religieuses. Et ceux qui ne croient pas au Ciel ne sont pas tous les moins ardents, désormais, à vouloir inclure dans les programmes des connaissances sur les principales confessions - ou du moins celles qui sont présentes en France -, a noté Catherine Bédarida dans son ouvrage « Enseigner Dieu à l'école », publié dans la revue de juillet du Monde de l'éducation.

Mais si les plus farouches défenseurs aux mêmes de l'école laïque ne s'opposent plus à ce qu'un tel grand pas soit franchi, c'est aussi parce qu'ils redoutent une morsure de l'indifférence, provoquée par la méconnaissance ou sont les jeunes des croyances de leurs parents. L'opinion partage majoritairement ce point de vue, comme le révèle la son-

dage exclusif publié dans notre numéro de juillet : six Français sur dix disent « oui » à un tel enseignement des religions à l'école.

Egalament au sommaire du Monde de l'éducation de juillet-août :

Actualité. - Un antraxisme avec Claude Allègre, conseiller spécial auprès du ministre de l'éducation nationale, sur l'ensemble des évolutions en cours dans l'enseignement supérieur.

Ecole au quotidien. - Les « boîtes à bec », et comment s'en servir : un dossier pour les parents dont les enfants sont en période scolaire.

Culture. - « Une bibliothèque pour l'école » : une sélection de livres et albums pour les enfants.

Etranger. - Les universités du Canada : un autre choix, souvent judicieux, pour ceux qui ont envie d'étudier en Amérique du Nord.

Société. - Les familles des jeunes drogués souffrent aussi. Et notre dossier de juillet pour les nouveaux bacheliers qui s'apprêtent à entrer à l'université : les taux de réussite au DEUG des différentes facultés, filière par filière.

مكتبة المنهج